



Le facteur égalisateur :

en quoi l'éducation crée-t-elle l'équité chez les enfants au Canada?

BILAN INNOCENTI 15 DE L'UNICEF
Document canadien d'accompagnement

WWW.UNICEF.CA/BI15

BILAN INNOCENTI 15 DE L'UNICEF - DOCUMENT CANADIEN D'ACCOMPAGNEMENT

Le facteur égalisateur : en quoi l'éducation crée-t-elle l'équité chez les enfants au Canada?

Ce document canadien d'accompagnement distille et interprète les données du Bilan Innocenti 15 de l'UNICEF, intitulé *Un départ dans la vie marqué par les injustices : inégalités éducatives chez les enfants dans les pays riches*. Pour consulter ces rapports, l'infographie et les documents de référence, veuillez visiter le unicef.ca/bi15. Les sources des données et les références complètes figurent dans le rapport intégral.

Les personnes suivantes ont contribué à ce document :

D^{re} Jane Bertrand, centre Atkinson pour la société et le développement de l'enfant, professeure auxiliaire, Institut d'études pédagogiques de l'Ontario de l'Université de Toronto

D^{re} Margo Greenwood, Centre de collaboration nationale de la santé autochtone

Dave Cameron, People for Education

Annie Kidder, People for Education

Christine Schandl, People for Education

Ron Wray, Policy Advisor

Nous remercions particulièrement les docteurs **Kerry McCuaig** et **Emis Akbari**, du centre Atkinson pour la société et le développement de l'enfant de l'Université de Toronto, qui ont produit les données relatives à l'éducation du jeune enfant au Canada et en ont fait l'analyse.

Auteure : Lisa Wolff

Rédactrice en chef : Rowena Pinto

Directrice de la création : Catherine Floyd

Directeur artistique : Calvin Fennell

Graphiste : Wesley Corbett

Spécialiste en matière de données : Christine Holliday

Organisatrice de la participation des jeunes : Alli Truesdell

UNICEF Canada tient à remercier les jeunes qui ont contribué au présent rapport, ainsi que la Fondation Lyle. S. Hallman, la Fondation Lawson et Intact pour leur soutien.

Also available in English

Photos : © UNICEF Canada

Des extraits de cette publication (au unicef.ca/bi15) peuvent être reproduits avec mention de source. Les demandes d'autorisation pour utiliser de plus grandes parties de texte ou la publication intégrale doivent être envoyées à policy@unicef.ca.

Nous suggérons les mentions suivantes :

UNICEF Canada, © 2018. Bilan Innocenti 15 de l'UNICEF : document canadien d'accompagnement, *Le facteur égalisateur : en quoi l'éducation crée-t-elle l'équité chez les enfants au Canada?* UNICEF Canada, Toronto.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur UNICEF Canada,

composez le **1 800 567-4483** ou envoyez un courriel à info@unicef.ca.

Numéro d'organisme de bienfaisance : 122680572 RR0001

TABLE DES MATIÈRES

Lorsqu'il est question de l'éducation de nos enfants, l'équité compte tout autant que la qualité : un message du président et chef de la direction, David Morley	1
Synthèse : 7 points importants que ce bilan innocent indique à la population Canadienne	2
Évaluer le respect des droits et le bien-être d'une génération d'enfants	4
Inégalités en matière d'éducation au fil des années scolaires : le tableau de classement	6
Lorsque le Canada a de grands rêves	8
Prêts à apprendre? L'égalité au préscolaire	9
Un développement égal? L'égalité au primaire	13
Prêts pour l'avenir? L'égalité au secondaire	19
Comment la migration affecte l'égalité en matière d'éducation	26
Un écart entre les sexes dans l'éducation	28
L'écho de l'inégalité : les attentes futures	30
Il est toujours possible de faire mieux	33
DES MENACES CROISSANTES	34
DE GRANDES POSSIBILITÉS	38
ANNEXE A : Indicateurs du tableau de classement et source des données	45
Sources	46
Notes de fin	46

LORSQU'IL EST QUESTION DE L'ÉDUCATION DE NOS ENFANTS, L'ÉQUITÉ COMPTE TOUT AUTANT QUE LA QUALITÉ

Un message du président et chef de la direction, David Morley

Le Canada ne domine pas souvent les tableaux de classement internationaux en matière de bien-être chez les enfants et les jeunes, et c'est pourquoi je suis particulièrement ravi d'annoncer que le Canada compte parmi les dix pays riches les mieux cotés en ce qui concerne l'égalité en matière d'éducation. Le Canada se classe au 9^e rang sur 38 pays riches relativement à l'écart d'inégalité dans ce domaine. Le Bilan Innocenti 15 de l'UNICEF indique que le système canadien d'éducation publique se traduit pour beaucoup non seulement par l'équité, mais aussi par la qualité. Non seulement par la réussite, mais aussi par l'égalité.

Au Canada, trop d'enfants commencent l'école en ayant un accès inégal aux possibilités de développement et d'apprentissage, mais nos systèmes d'éducation s'efforcent de combler ces lacunes. Entre le primaire et le secondaire, l'écart en matière de réussite est plus petit que dans les pays pairs, et la plupart des enfants aspirent à poursuivre leurs études. Les enfants migrants ont tendance à réussir à l'école au moins aussi bien que l'enfant moyen. L'influence de la richesse familiale sur la réussite n'est pas aussi forte que dans la plupart des pays, et les écoles sont beaucoup plus inclusives.

Cependant, nous laissons trop de garçons tirer de l'arrière. Trop d'enfants autochtones, d'enfants de certains groupes ethniques, d'enfants vivant avec un handicap, d'enfants pris en charge, et de nombreux enfants qui vivent dans la pauvreté se trouvent au bas de l'échelle relativement à l'écart en matière d'éducation.

L'équité et les normes élevées du Canada en matière d'éducation sont de plus en plus menacées. Les inégalités de revenu et leurs effets secondaires peuvent creuser l'écart dans ce domaine. Heureusement, il existe de grandes possibilités de combler cet écart tout en améliorant l'apprentissage et le bien-être général chez les enfants.

Qu'accomplirait le Canada si nous faisons pour chaque enfant à l'école ce que nous faisons pour la plupart d'entre eux?

Qu'accomplirait le Canada si nous faisons pour la santé, les relations, la pauvreté et la sécurité alimentaire des enfants ce que nous faisons pour l'éducation?

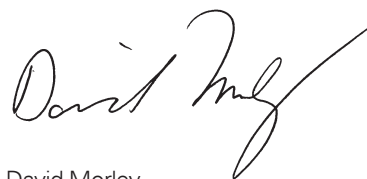
Davantage d'enfants au Canada mèneraient une bonne vie et auraient de grands rêves.

Le Canada figurerait, de façon mesurable, parmi les meilleurs endroits du monde où grandir.

Comment pouvons-nous faire en sorte que cet objectif soit réalisable? En réduisant les inégalités de revenu et la pauvreté des enfants; en augmentant les centres de la petite enfance et d'apprentissage du jeune enfant qui sont de qualité supérieure; et en continuant de renforcer les politiques scolaires visant à lutter contre les inégalités et à rendre l'apprentissage plus inclusif et favorable au bien-être de chaque enfant.

S'il vous plaît, joignez-vous à l'initiative Une jeunesse d'UNICEF Canada, qui rassemble des jeunes, des parents, des intervenantes et intervenants, des organisations et des décisionnaires, afin de comprendre et de se pencher sur certains des plus grands obstacles au bien-être des enfants et des jeunes au Canada.

Cordialement,



David Morley
Président et chef de la direction
d'UNICEF Canada

SYNTHÈSE :

7 POINTS IMPORTANTS QUE CE BILAN INNOCENTI INDIQUE À LA POPULATION CANADIENNE

CLASSEMENT GÉNÉRAL DU CANADA	9 ^e
Cycles d'enseignement (en fonction des résultats en lecture)	Classement du Canada
Égalité d'accès au préscolaire	22
Égalité des résultats au primaire	18
Égalité des résultats au secondaire	9
Égalité en matière d'aspiration à poursuivre des études supérieures	9
Égalité entre les sexes au secondaire	13
Égalité des résultats des enfants migrants au secondaire	1
Inégalités entre les écoles primaires	22
Inégalités entre les écoles secondaires	10
Inégalités dans les écoles secondaires en raison des conditions familiales	6
Inégalités en matière d'attentes futures en fonction des conditions familiales	4

1. Le système d'éducation du Canada est l'un des plus équitables dans le monde riche.

Classement général :

9^e SUR 38 PAYS

Toutes les provinces affichent une plus grande égalité en matière d'éducation que la moyenne des pays riches.

2. Au Canada, les écarts en matière d'inégalité diminuent pour de nombreux enfants alors qu'ils progressent dans leurs études.

Écart en matière de participation au préscolaire :

22^e RANG

Écart en matière de lecture au primaire :

18^e RANG

Écart en matière de lecture au secondaire :

9^e RANG

Écart en matière d'aspiration à poursuivre des études (entre les enfants de familles à faible revenu et à revenu élevé) :

9^e RANG

3. Pour certains enfants, l'éducation n'est pas un facteur égalisateur :

- Au secondaire, les enfants migrants réussissent tout aussi bien en lecture que les enfants nés au Canada.
- L'écart qui existe entre les filles et les garçons concernant la lecture se creuse en faveur des filles au fil des années de scolarité.
- De nombreux enfants des Premières Nations, enfants vivant avec un handicap, enfants de minorités visibles et enfants pris en charge tirent de l'arrière. Pour certains groupes d'enfants, les écarts en matière d'éducation se creusent; pour d'autres, ils s'amenuisent.

Dans les pays les plus riches du monde, certains enfants ont de moins bons résultats scolaires en raison de circonstances sur lesquelles ils n'ont pas de contrôle. Ces circonstances n'ont pas de raison d'être : elle sont évitables.

4. Le Canada obtient un degré relativement élevé d'égalité dans l'éducation, en grande partie parce que :

- la richesse familiale influe un peu moins sur la réussite;
- les résultats varient moins entre les écoles.

Les causes principales :

- Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada investissent davantage dans l'éducation et dans l'égalité régionale.
- Les systèmes d'éducation publique distribuent les ressources et offrent un enseignement de qualité dans toutes les écoles.
- Les élèves ne sont pas autant sélectionnés dans les écoles que dans d'autres pays; la population étudiante présente une plus grande diversité en matière de revenu, de genre, d'origine ethnique et de capacités, entre autres.
- Les écoles publiques disposent d'une vaste gamme de politiques et de programmes inclusifs.

5. Les pays comme le Canada, où il existe une plus grande égalité en matière d'éducation, ont également des niveaux de réussite plus élevés : il n'y a pas de compromis entre l'équité et la qualité. Un système plus égalitaire permet à tous les élèves de mieux performer.

6. Le Canada doit faire mieux pour les enfants de part et d'autre de son écart en matière d'inégalité dans l'éducation.

Il existe des menaces relativement à l'égalité en matière d'éducation. Nous devons y porter attention et lutter contre celles-ci :

- les inégalités de revenu et les effets qui en découlent;
- la stratification scolaire (comment les élèves sont partagés entre et dans les écoles);
- l'éducation parallèle (le déficit d'investissement privé dans l'éducation des enfants).

Il existe de grandes possibilités de maintenir et d'améliorer l'égalité en matière d'éducation au Canada :

- réduire les inégalités de revenu;
- garantir un accès à des centres de la petite enfance et d'apprentissage du jeune enfant qui sont de qualité supérieure;
- combler les écarts entre les enfants dans les écoles et établir un cadre de réconciliation afin de combler les écarts pour les enfants autochtones;
- élargir l'apprentissage pour l'avenir : les nouvelles bases;
- rendre l'apprentissage plus sûr et plus sain (réduire l'intimidation, procurer des repas à l'école et favoriser le bien-être).

7. Si le Canada témoignait dans d'autres aspects du bien-être des enfants et des jeunes du même engagement que nous avons envers une bonne éducation, davantage d'enfants seraient en bonne santé, à l'abri de la violence, et capables de rêver et de réaliser pleinement leur potentiel.

ÉVALUER LE RESPECT DES DROITS ET LE BIEN-ÊTRE D'UNE GÉNÉRATION D'ENFANTS

Depuis que l'UNICEF a commencé, il y a une génération, à suivre et à comparer la situation des enfants et des jeunes dans les pays riches, nous avons mesuré les effets toxiques de l'accroissement des inégalités de revenu et des inégalités sociales sur les enfants au Canada. L'accroissement des inégalités est l'une des raisons pour lesquelles le Canada tire de l'arrière par rapport à ses pairs économiques en ce qui concerne la santé des enfants, la violence à laquelle ils sont exposés et le taux de pauvreté des enfants (voir la Figure 1). Mais le Canada domine toujours dans les classements internationaux relatifs à l'éducation. Dans le Bilan Innocenti 15 de l'UNICEF, le Canada compte parmi les dix pays les mieux cotés sur les 38 pays les plus riches du monde dans le tableau de classement concernant l'inégalité en matière d'éducation (voir la Figure 2).

Le Canada se distingue des autres pays, car l'inégalité en matière d'éducation diminue à mesure que les enfants progressent à l'école. Le Canada passe d'un 21^e rang médian relativement à l'égalité d'accès à l'éducation préscolaire au 18^e rang relativement à la réussite en lecture au primaire, et au 9^e rang concernant la

réussite en lecture au secondaire et les aspirations à poursuivre des études (il figure parmi les pays qui se situent dans le tiers supérieur)¹.

Le Canada, le Japon et l'Irlande comptent parmi les rares pays qui passent d'un rang moyen au préscolaire à un rang supérieur au secondaire. Près de la moitié des pays riches obtiennent un moins bon classement en matière d'éducation au fur et à mesure que leurs enfants progressent à l'école, tandis que l'autre moitié des pays améliorent leur résultat. Quelques pays maintiennent l'égalité pendant toute la scolarité; d'autres demeurent très inégaux.

Le Canada obtient un degré élevé d'égalité en matière d'éducation, principalement en limitant l'influence de la richesse familiale sur la réussite, en minimisant les différences entre les écoles et en aidant notre importante population d'enfants migrants à réussir.

Les systèmes d'éducation du Canada créent non seulement un degré élevé d'égalité, ils favorisent aussi un très haut niveau de réussite générale. Il n'y a pas

de compromis entre l'équité et la qualité. Mais nous pouvons être encore plus équitables. Et nous ne pouvons pas nous montrer complaisants face aux menaces croissantes qui pèsent sur l'égalité en matière d'éducation.

Le Bilan Innocenti 15 de l'UNICEF soulève les questions suivantes et apporte quelques réponses :

1. À quel point existe-t-il des inégalités en matière d'éducation dans les pays riches? Comment et pourquoi cela varie-t-il selon les pays?
2. Dans quelle mesure les points de départ et les conditions familiales des enfants expliquent-ils les inégalités en matière d'éducation, ce qui les rend inéquitables?
3. Dans quelle mesure les écoles amplifient-elles ou réduisent-elles les inégalités entre les enfants? Comment et pourquoi font-elles cela?
4. Quelles politiques et pratiques peuvent contribuer à réduire les inégalités tout en favorisant des résultats élevés?

« Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation (...) en vue d'assurer l'exercice de ce droit progressivement et sur la base de l'égalité des chances. »

Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies, 1989, article 28

1 Les indicateurs d'inégalité en matière d'éducation à chaque étape scolaire sont différents. Le premier est la participation au préscolaire, lequel contribue à une grande variation dans la préparation à l'apprentissage. Les deux indicateurs suivants sont les résultats en lecture au primaire et au secondaire, suivis de l'aspiration des élèves du secondaire à poursuivre leurs études. Ils ne sont pas directement comparables les uns avec les autres, mais la mesure dans laquelle les enfants ont un accès, des résultats et des aspirations différents fait que ceux-ci sont des indicateurs d'inégalité. Chacun influe sur le suivant au cours de la vie, et chacun est influencé dans une certaine mesure par des conditions injustes.

CLASSEMENT DU CANADA

9^e | SUR 38 PAYS

dans le tableau de classement des égalités dans les cycles d'enseignement

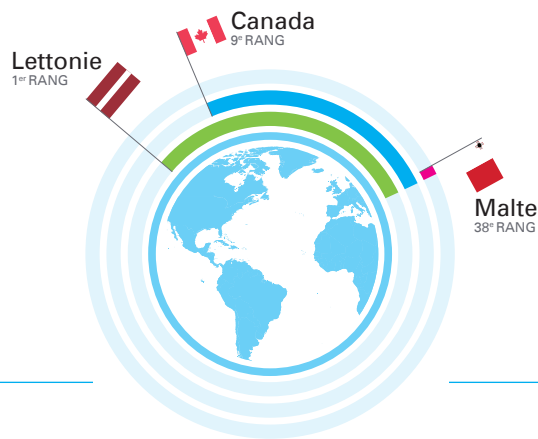


Figure 1 : Le bien-être chez les enfants et les jeunes au Canada

INDICATEURS DU CANADA	RANG SUR 41 PAYS	% D'ENFANTS TOUCHÉS
SANTÉ MENTALE	14	22 %
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	24	12 %
PAUVRETÉ DE L'ENFANT	24	22 %
INTIMIDATION	27	15 %
OBÉSITÉ	29	25 %

(DEUX FOIS EN UN MOIS)

DONNÉES TIRÉES DU BILAN INNOCENTI 14 DE L'UNICEF (2017)

Une génération de Bilans Innocenti de l'UNICEF

Au cours des 18 dernières années, l'UNICEF a produit 15 Bilans Innocenti décrivant les droits et le bien-être des enfants et des jeunes dans les pays riches. Nous comparons ces pays entre eux, car ils disposent de ressources et de capacités similaires, mais obtiennent des résultats très différents pour les enfants. Il n'existe pas de relation systématique entre la richesse d'un pays et les indicateurs d'égalité en matière d'éducation ou de bien-être général chez l'enfant. Les différences de bien-être chez les enfants résultent en grande partie des différences entre les politiques publiques, par exemple comment les sociétés utilisent leurs ressources pour donner aux enfants un bon départ dans la vie. Nous comparons entre eux les pays afin de mieux comprendre la vie des enfants, ce à quoi il est possible de rêver et ce qu'il est possible de réaliser en tant que pays. Nous le faisons afin de pouvoir apprendre et faire mieux.

Tout comme nous le demandons chaque jour à nos enfants dans toutes les écoles du Canada.

Égalité ou équité?

Alors que le terme inégalité fait référence à des différences, l'iniquité fait référence à des différences qui sont injustes. Les iniquités en matière d'éducation sont les différences dans les possibilités d'éducation et les résultats qui découlent de conditions et d'avantages différents et injustes pour les enfants.

« D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile et pertinent. »

Objectif de développement durable n° 4 – cible 4.1

INÉGALITÉS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION AU FIL DES ANNÉES SCOLAIRES : LE TABLEAU DE CLASSEMENT

Les inégalités en matière d'éducation peuvent être mesurées de différentes manières. Nous mesurons les marqueurs d'inégalité pendant l'enfance, depuis l'accès à l'éducation du jeune enfant, à la réussite au primaire et au secondaire, et jusqu'aux aspirations des enfants à poursuivre leurs études.

Le tableau de classement mesure la façon dont les systèmes d'éducation contribuent à réduire ou à accroître les inégalités que

les enfants apportent à l'école en raison de leur situation familiale, de leur sexe et autre statut, et des politiques sociales plus générales qui façonnent leur vie (voir la Figure 2).

Le classement général du Canada est fondé sur l'écart en matière d'éducation au secondaire, car celui-ci résume l'accumulation des inégalités dans l'éducation des enfants à la fin de la scolarité obligatoire.

Nous nous concentrons sur la maîtrise de la lecture pour mesurer l'inégalité en matière d'éducation, car la lecture ouvre la voie à tous les apprentissages, et non parce que les mathématiques, les sciences ou les autres matières sont moins importantes. Le Canada se classe cependant parmi les dix premiers pays membres de l'OCDE en ce qui concerne les résultats en mathématiques et en sciences, l'égalité et la lecture.

QUI ET QUOI N'EST PAS PRIS EN COMPTE?

Les enfants et les aspects que ce Bilan Innocenti ne mesure pas comptent aussi.

Les enfants exclus des enquêtes internationales sont ceux qui ne sont pas à l'école parce qu'ils sont en institution, sont scolarisés à domicile, ont de graves problèmes de santé, sont handicapés, ont abandonné l'école, sont absents, ou ne sont pas à l'école pour d'autres raisons. Les enfants en éducation spéciale ne sont généralement pas pris en compte dans les données, pas plus que les enfants sans abri et ceux qui vivent dans un logement temporaire ou dans une famille non enregistrée. Au Canada, une proportion nettement plus élevée d'enfants autochtones est exclue des enquêtes internationales comparativement aux autres enfants canadiens; certains groupes d'enfants sont également sous-représentés dans certains autres pays. Dans l'ensemble des pays membres de l'OCDE, la proportion d'élèves absents s'élève en moyenne à 3 % dans les écoles sélectionnées. Les comparaisons reposent sur une sous-estimation assez constante des inégalités.


Les aspects que ce Bilan Innocenti ne mesure pas sont les domaines d'apprentissage autres que la lecture, les mathématiques ou les sciences, qui sont importants aujourd'hui pour les enfants et qui le seront demain, comme les droits de l'enfant, la créativité et la

collaboration. Nous ne mesurons pas non plus de nombreux autres aspects du bien-être qui affectent et sont affectés par l'expérience scolaire des enfants, à l'exception de l'intimidation, car les données ne sont pas liées. La pauvreté, la santé mentale, la sécurité alimentaire, la participation à la prise de décisions, la discrimination, le bonheur et l'expression culturelle ne sont que quelques-uns de ces aspects.

Il existe un paradoxe canadien dans ce Bilan Innocenti : le Canada obtient de bons résultats pour de nombreux enfants dans de nombreux aspects relatifs à l'éducation, mais il tire de l'arrière comparativement aux pays pairs en ce qui a trait à la pauvreté des enfants, à la santé et à la violence ayant été mesurées dans d'autres rapports de l'UNICEF. Les données constituent une vue partielle de leur parcours scolaire et de leur bien-être général². D'autres Bilans Innocenti de l'UNICEF permettent de combler certaines lacunes. L'Indice du bien-être chez les enfants et les jeunes d'UNICEF Canada permettra de regrouper ces données afin d'obtenir une vue plus équilibrée et complète de la vie des enfants (consultez le www.unicef.ca/une-jeunesse/une-jeunesse-canada/).

2 Pour obtenir de plus amples renseignements sur le bien-être des enfants par rapport au présent Bilan Innocenti, veuillez consulter le Bilan Innocenti 14 de l'UNICEF au <https://www.unicef.ca/fr/bilan-innocenti-14-de-lunicef-le-bien-etre-des-enfants-dans-un-monde-au-developpement-durable>.

Figure 2 : Tableau de classement – Inégalité dans les trois cycles d'enseignement

Classement	Pays	Préscolaire (class.)	Primaire (class.)	Secondaire (class.)	Évolution du classement (du préscolaire au secondaire)
1	Lettonie	6	2	1	+5
2	Irlande	33	16	2	+31
3	Espagne	22	4	3	+19
4	Danemark	18	12	4	+14
5	Estonie	31		5	+26
6	Pologne	6	15	6	0
7	Croatie	25		7	+18
8	Japon	34		8	+26
9	 Canada	22	18	9	+13
10	Slovénie	28	17	10	+18
11	Finlande	14	3	11	+3
12	Portugal	8	8	12	-4
13	Italie	15	6	13	+2
14	Roumanie	39		14	+25
15	Lituanie	1	13	15	-14
16	Royaume-Uni	20	23	16	+4
17	République de Corée	35		17	+17
18	Suisse	6		18	-12
19	Hongrie	32	19	19	+13
20	Norvège	18	7	20	+2
21	Grèce	29		21	+8
22	Islande	3		22	-19
23	Allemagne	23	20	23	0
24	États-Unis	40	22	24	+16
25	Suède	16	11	25	-9
26	Pays-Bas	11	1	26	-15
27	République tchèque	38	10	27	+11
28	Belgique	11	9	28	-17
29	Autriche	11	5	29	-18
30	Australie	36	25	30	+6
31	Chypre	26		31	-5
32	Slovaquie	37	21	32	+5
33	Nouvelle-Zélande	30	28	33	-3
34	Luxembourg	13		34	-21
35	France	3	14	35	-32
36	Israël	6	27	36	-30
37	Bulgarie	25	26	37	-12
38	Malte	18	29	38	-20
-	Chili	21	24		
-	Mexique	9			
-	Turquie	41			

Indicateurs

Préscolaire : pourcentage d'élèves inscrits à un programme d'apprentissage organisé un an avant l'âge officiel d'entrée à l'école primaire. Il s'agit d'une mesure de l'égalité d'accès à l'éducation préscolaire plutôt que de l'égalité des résultats à cet âge. Au Canada, l'Instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMDPE) donne un aperçu de l'égalité des résultats en matière de développement au début de la scolarité, mais il n'existe pas de données comparables à l'échelle internationale pour l'IMDPE.

École primaire : écart dans les résultats en lecture entre les élèves les plus faibles et les meilleurs élèves de quatrième année (aux 10^e et 90^e percentiles) (tiré des données du PIRLS).

École secondaire : écart dans les résultats en lecture entre les élèves les plus faibles et les meilleurs élèves de 15 ans (aux 10^e et 90^e percentiles) (tiré des données du PIRLS).

Pour obtenir plus de détails sur ces mesures et les sources des données, veuillez consulter le Bilan Innocenti 15 de l'UNICEF.

Remarque : le classement des pays est fondé sur l'écart en matière d'égalité au secondaire.

Un fond bleu clair indique une position dans le tiers supérieur du classement; le bleu moyen indique une position dans le tiers médian; et le bleu foncé indique une position dans le tiers inférieur. Les cellules vides indiquent un manque de données pour les pays qui n'ont pas participé au Programme international de recherche en lecture scolaire (PIRLS).

Le Chili, le Mexique et la Turquie sont exclus du tableau de classement récapitulatif, car la proportion d'enfants âgés de 15 ans qui sont soit exclus du programme PISA 2015 ou qui ne fréquentent pas l'école est supérieure à 20 %. Cela signifie que les nombres pour ces pays ne constituent pas une mesure fiable de l'inégalité en matière d'éducation pour ce groupe d'âge. Leurs positions dans les autres indicateurs figurent sous le tableau de classement pour référence.

LORSQUE LE CANADA A DE GRANDS RÊVES

Ce Bilan Innocenti de l'UNICEF démontre que de belles choses se produisent lorsque les Canadiennes et les Canadiens ont de grands rêves pour leurs enfants. La population canadienne appuie un système d'éducation publique solide, et ce dernier est relativement bien.

Si nous pouvons créer l'équité et obtenir des résultats élevés en matière d'éducation, nous devrions aussi être en mesure d'améliorer les résultats et de réduire les écarts dans d'autres aspects de la vie des enfants qui sont essentiels au respect de leurs droits et à leur bien-être. Le Canada devrait pouvoir rejoindre ses pairs au sommet des tableaux de classement et avoir un taux inférieur de pauvreté de l'enfant, une plus grande sécurité alimentaire, moins de violence dans la vie des enfants et une meilleure santé chez ces derniers : le Canada se situe actuellement au bas de l'échelle de ces domaines¹. Les dépenses du Canada dans l'éducation primaire et secondaire sont supérieures à la moyenne de l'OCDE, mais l'ensemble des dépenses sociales publiques est nettement inférieur à la moyenne de l'OCDE². En améliorant ces aspects de la vie des enfants et en réduisant les écarts entre eux, nous pourrions faire davantage pour améliorer l'égalité en matière d'éducation.

Le Bilan Innocenti 15 de l'UNICEF nous rappelle qu'il est toujours possible de faire mieux lorsqu'il est question d'éducation. Certains enfants réussissent mieux que d'autres à l'école, non en raison de capacités différentes, mais en raison des conditions dans lesquelles ils sont nés³. Les enfants commencent l'école primaire avec une grande variabilité dans l'accès à l'apprentissage et dans la progression de leur développement⁴. Certains mettent beaucoup de temps pour rattraper leur retard. D'autres n'y parviennent jamais. Certains enfants réussissent mieux que d'autres parce que leur scolarité engendre différentes possibilités de poursuivre leurs intérêts, de développer leurs talents et

compétences, et de réaliser pleinement leur potentiel. Au Canada, l'écart entre les sexes se creuse du primaire au secondaire en faveur des filles. L'écart en matière d'éducation dans les communautés des Premières Nations s'est élargi au cours des 15 dernières années⁵. Bien que le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires ait augmenté chez les élèves des Premières Nations, les résultats pour l'ensemble des élèves canadiens se sont davantage améliorés, faisant passer l'écart de 30 points de pourcentage en 2001 à 33 points en 2016. Les jeunes pris en charge, les enfants vivant avec un handicap et les enfants de certains groupes ethniques comptent parmi ceux qui sont les plus susceptibles de décrocher, d'obtenir de moins bons résultats et d'abandonner l'école.

Bien que la richesse familiale et les différences scolaires aient un peu moins d'influence sur les résultats en lecture des enfants et sur leurs aspirations à poursuivre des études que dans de nombreux autres pays, elles créent pour certains enfants des avantages injustes en matière d'apprentissage. Les inégalités de revenu engendrent un « déficit d'investissement privé » dans l'enfance, les parents plus riches et plus instruits étant mieux à même de procurer des ressources et des environnements propices au développement des enfants pendant leurs années de scolarité; une plus grande sécurité alimentaire, des maisons et des quartiers plus sûrs, une aide pour les enfants vivant avec un handicap, ainsi que des possibilités plus riches de jouer et d'apprendre, tant à l'école qu'en dehors, en sont de bons exemples.

Un accès inégal aux congés parentaux, à l'aide à l'allaitement maternel et aux

programmes de développement de l'enfant, y compris aux centres de la petite enfance et aux programmes d'apprentissage précoce, vient encore aggraver les inégalités de revenu. Les enfants ont déjà des points de départ différents dès leur première journée à l'école, et un écart en matière de réussite scolaire persiste au fur et à mesure que les enfants progressent dans leur scolarité et qu'ils aspirent à poursuivre leurs études. Les politiques scolaires contribuent à propager l'équité, mais il est possible d'en faire plus pour égaliser les possibilités en matière d'éducation.

Les écarts en matière d'éducation comptent d'un côté comme de l'autre. L'élargissement des inégalités sociales engendre également des pressions considérables sur les enfants pour qu'ils rivalisent entre eux et réussissent à l'école. Chez un nombre croissant d'enfants au sommet de l'écart en matière d'éducation, le stress et l'anxiété de cette « culture concertée » affectent leur santé, leur développement et même leur apprentissage. Au bas de l'écart, il y a des occasions manquées, et les rêves s'amenuisent. Bien que la capacité du Canada à combler l'écart en matière d'éducation soit de plus en plus menacée, les systèmes canadiens d'éducation ont progressé et ont réduit les écarts pour certains groupes d'enfants. Des progrès ont aussi été réalisés à l'échelle nationale pour réduire la pauvreté des enfants et donner à un plus grand nombre d'enfants un départ équitable grâce à des possibilités d'apprentissage précoce. Il y a également de plus grandes occasions de donner à chaque enfant de meilleures possibilités de réaliser son potentiel.

3 Comme dans les trois derniers Bilans Innocenti de l'UNICEF, l'accent est mis sur les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire qui sont membres de l'OCDE et (ou) de l'Union européenne. Nous les désignons collectivement par les termes pays ou économies « riches ».

4 L'Instrument de mesure du développement de la petite enfance du Canada évalue le développement des enfants dans cinq domaines au début de l'école primaire, de même que les inégalités de développement entre eux.

PRÊTS À APPRENDRE? L'ÉGALITÉ AU PRÉSCOLAIRE

Le rang du Canada :

22^e (97 %)

Pays le mieux coté :

LITUANIE (99.9 %)

Le parcours d'un enfant dans le système d'éducation commence généralement dans un centre de la petite enfance ou au préscolaire⁵. Les différences entre les services de garde et l'éducation préscolaire sont relativement floues sur le plan international. Les deux peuvent et devraient être axés sur le jeu et être dispensés de manière équitable. Bien qu'il existe des différences à l'échelle internationale et nationale dans l'organisation de l'éducation du jeune enfant, y compris dans la qualité des prestations, dans les heures de présence et dans le fait que la présence soit obligatoire ou non, presque tous les enfants dans les pays riches, soit neuf sur dix, commencent l'école primaire en ayant suivi au moins un programme préscolaire (voir la Figure 3). Cela s'explique par le fait que les enfants ont besoin d'environnements d'apprentissage précoce de qualité supérieure. La plupart des enfants ont des parents qui travaillent; les enfants de parents qui travaillent ont besoin de services de garde de grande qualité, et une éducation précoce de qualité procure des avantages aux enfants et contribue à combler entre eux les écarts en matière de développement.

Au Canada, le taux d'inscription au préscolaire l'année précédant l'entrée au

primaire (la maternelle pour la plupart des enfants) est presque universel à 97 %, mais davantage d'enfants que dans la plupart des pays pairs sont laissés à l'écart, ce qui fait que le Canada se classe au 21 rang⁶. La maternelle est offerte partout au Canada, mais elle n'est obligatoire qu'au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. Quatre juridictions offrent un programme d'une demi-journée. Les données laissent à penser qu'un programme d'une demi-journée n'est pas suffisant pour procurer aux enfants les avantages en matière de développement que leur apporte un programme d'une journée entière.

L'écart international dans la participation des jeunes enfants à des programmes d'apprentissage précoce est encore plus marqué. Dans l'ensemble, plus de 50 % des enfants âgés de trois ans et plus fréquentent le préscolaire dans la plupart des pays riches. Mais au moins 80 % des enfants sont inscrits au préscolaire dans les deux tiers des pays riches, avec un taux d'inscription quasi universel en Belgique, au Danemark, en Islande, en Espagne et en Suède.

Les taux d'inscription chez les enfants âgés de moins de trois ans sont inférieurs à 50 % dans presque tous les pays. Le Luxembourg, la France, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal et la Suède sont les seules exceptions, où près de 50 % des enfants âgés de moins de trois ans passent un certain temps en garderie. Le Danemark quant à lui se distingue comme étant le pays qui affiche un taux d'inscription en garderie de 70 % chez les enfants âgés de moins de trois ans, soit le taux le plus élevé.

Au Canada, 54 % des enfants âgés de deux à quatre ans fréquentent un centre de la petite enfance, mais ce taux masque des écarts importants entre les provinces et les territoires. Les taux d'inscription varient d'à peine 34 % à Terre-Neuve à 73 % au Québec⁷.

Les écarts dans la participation au préscolaire sont principalement attribuables au manque d'approche universelle, l'accès étant limité en fonction de la disponibilité et du coût abordable des places.

Dans quelle mesure les conditions familiales influent-elles sur l'égalité au préscolaire?

Au Canada, les systèmes d'éducation publique jouent un plus grand rôle au préscolaire; près de 40 % des enfants sont en effet inscrits au préscolaire, qui est gratuit. Les autres enfants, en particulier ceux qui sont âgés de moins de quatre ans, sont dans le marché des centres de la petite enfance. L'abordabilité de ces centres est un obstacle crucial à leur accès au Canada et partout ailleurs où l'éducation préscolaire n'est pas un système public universel. Les enfants âgés de trois ans et plus sont moins susceptibles d'y être inscrits s'ils vivent dans les familles aux revenus les plus faibles dans la moitié des pays pour lesquels nous disposons de données (voir la Figure 4). Pourtant, ces enfants sont généralement ceux qui bénéficient le plus d'un accès à des services de garde et à des programmes d'apprentissage précoce de grande qualité.

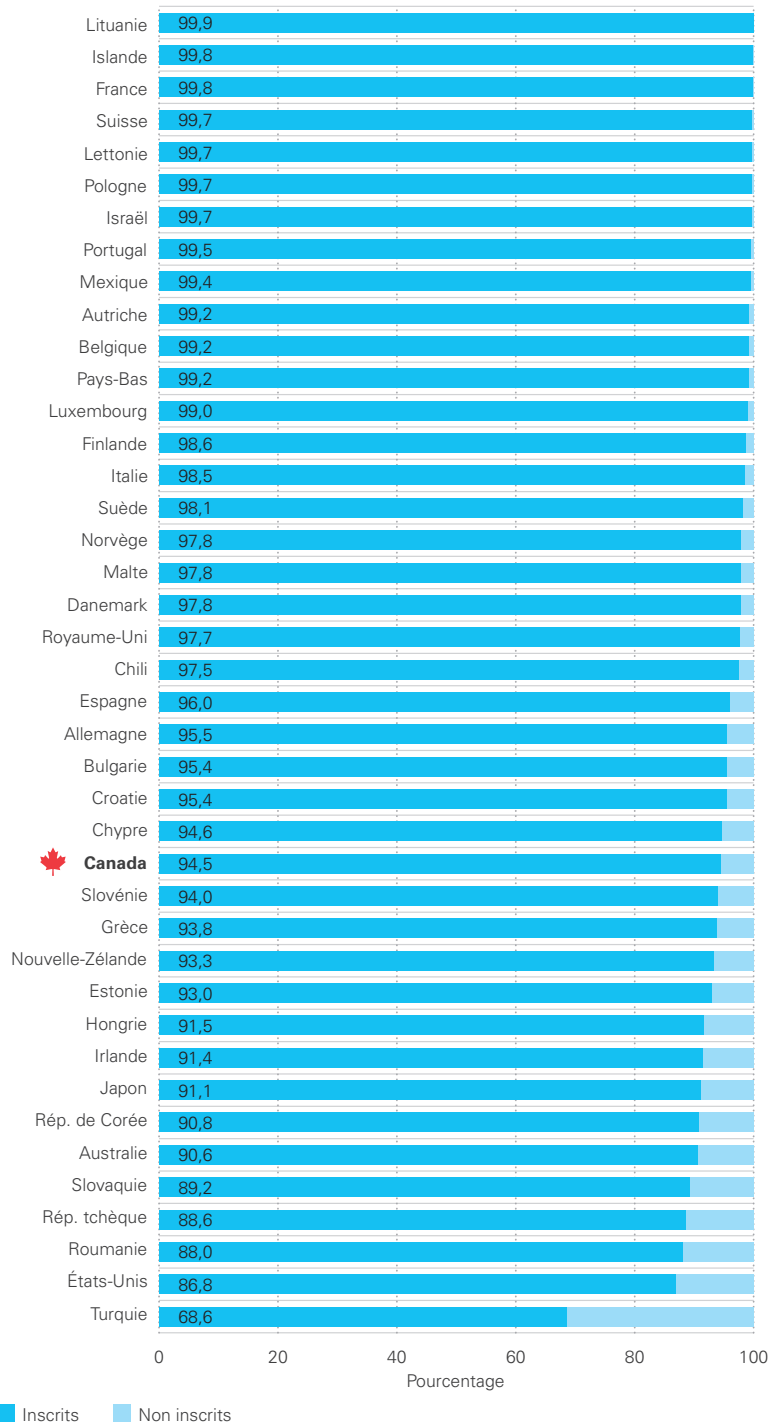
5 Dans le Bilan Innocenti 15, les termes préscolaire et centre de la petite enfance ou service de garde ou garderie sont utilisés indifféremment pour désigner toutes les formes d'éducation et de garde du jeune enfant dans des centres. La distinction entre l'éducation en garderie et au préscolaire est floue dans de nombreux pays, mais il est encore courant de désigner les services pour les enfants âgés de moins de trois ans par le terme de garderie et ceux pour les enfants âgés de plus de trois ans par le terme de préscolaire. Il est cependant important de noter que l'éducation du jeune enfant au Canada a deux volets. L'éducation préscolaire est universelle, financée par le secteur public et gratuite. Les centres de la petite enfance sont en grande partie exploités par le secteur privé, avec des subventions publiques variables et de grandes variations en matière de disponibilité et de coûts.

6 Les données de Statistique Canada ont été mises à jour après la collecte des données pour le présent rapport et font état d'un taux d'inscription de 97 % en 2015 (le taux de 2015 précédemment indiqué était de 95 %) <https://www144.statcan.gc.ca/sdg-odd/goal-objectif04-fra.htm>. En raison de la date où la mise à jour a été effectuée, nous ne sommes pas en mesure d'intégrer cette donnée aux calculs de base du Bilan Innocenti.

7 Akbari, E. et McCuaig, K. (2018) Early Childhood Education Report 2017. Toronto : centre Atkinson, Université de Toronto. <http://ecereport.ca/en/report>.

Figure 3 : Fréquentation des établissements préscolaires

Pourcentage d'enfants inscrits au préscolaire (une année avant l'âge officiel d'entrée à l'école primaire) en 2015



Au Canada, l'accès aux services de garde formels varie considérablement en fonction du revenu familial. Nous ne disposons pas de données sur les frais de garde moyens pour chaque province et territoire, mais cette information existe pour les grandes villes canadiennes⁸. Les frais de garde sont inférieurs dans les villes du Québec; il n'est donc pas surprenant que la province ait le taux d'inscription le plus élevé chez les enfants âgés de deux à quatre ans. À Toronto, le coût moyen d'une place en garderie pour un enfant âgé de moins de cinq ans représente 27 % du revenu familial net moyen pour les familles qui ont au moins un enfant de cet âge. C'est la moins abordable des 20 villes comparées⁹.

Dans quelle mesure la disponibilité de possibilités d'apprentissage précoce influe-t-elle sur l'égalité au préscolaire?

Sans un système universel d'éducation publique pour les jeunes enfants, l'abordabilité est un problème pour de nombreuses familles canadiennes, mais la disponibilité est également inéquitable. Les provinces qui consacrent une plus grande partie de leur budget à l'éducation et à la garde du jeune enfant ont tendance à garantir des taux d'inscription supérieurs au préscolaire et davantage de places en garderie pour les enfants âgés de deux à quatre ans (voir la Figure 5).

Le Centre canadien de politiques alternatives a cartographié les « déserts en matière de services de garde » d'un bout à l'autre du Canada, c'est-à-dire les régions où l'accès à des services de garde agréés est inadéquat (au moins trois enfants en concurrence potentielle pour chaque place

8 MacDonal, D. et Friendly, M. (2017) Time Out: Child care fees in Canada 2017. Centre canadien de politiques alternatives.

9 Les données municipales ont été compilées par Emis Akbari et Kerry McCuaig de l'Université de Toronto.

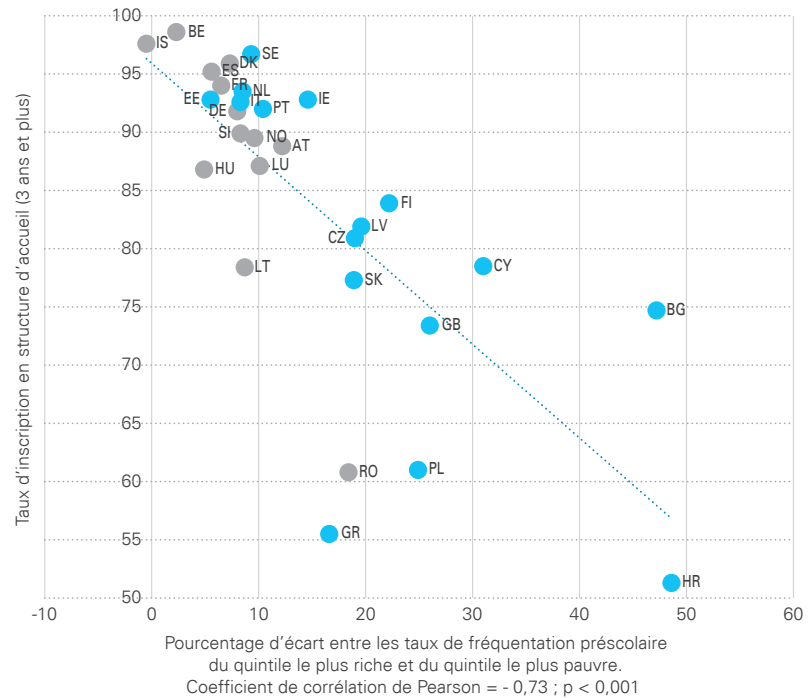
Remarque : Les données les plus récentes concernent l'année 2013 pour l'Islande et le Japon et l'année 2014 pour la Slovénie, le Portugal, la Grèce, la Pologne, le Mexique, le Luxembourg, la Suisse et le Royaume-Uni.

Source : Base de données mondiale des indicateurs des ODD, indicateur 4.2.2 (enquêtes de l'UNESCO, de l'OCDE et d'EUROSTAT sur l'éducation formelle), à l'exception de l'Autriche, de la République tchèque, de l'Allemagne et de la Slovaquie (inscriptions à l'âge de cinq ans dans les services de garde en centre, EU-SILC 2015), et du Canada (indicateur 4.2.2, 2015-2016, gouvernement du Canada, Carrefour de données liées aux objectifs de développement durable, <https://www144.statcan.gc.ca/sdg-odd/goal-objectif04-fra.htm>).

agrée), sans égard aux frais^{iv}. Selon les estimations, 776 000 enfants au Canada, soit 44 % de tous les enfants qui ne sont pas en âge de fréquenter l'école, vivent dans ces « déserts ». La couverture en matière de services de garde agréés est la plus élevée à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, et dans plusieurs grandes villes du Québec. Ces villes ont un taux de couverture moyen de 70 % ou plus, avec au moins sept places pour dix enfants. Ces villes se trouvent également dans les provinces qui réglementent les frais des services de garde. En Ontario, l'organisme People for Education rapporte que 90 % des écoles primaires publiques comptant une forte proportion d'élèves dont les parents ont terminé des études universitaires offrent un service de garde payant pour les enfants de maternelle, comparativement à 66 % des écoles ayant une faible proportion de parents détenteurs d'un diplôme universitaire^v.

Au Canada, des milliers de jeunes enfants commencent l'école sans les avantages à long terme d'un apprentissage précoce qui pourraient, pour beaucoup d'entre eux, améliorer leur parcours scolaire et leur vie. Pour les plus jeunes enfants, l'écart en matière d'accès au Canada est encore plus marqué, contrairement à de nombreux pays pairs. Par conséquent, il existe déjà d'importantes différences dans le développement des enfants dès le tout début de l'école primaire¹⁰. C'est ce qu'évalue l'Instrument de mesure du développement de la petite enfance au Canada, lequel montre une grande variation dans les compétences et les comportements physiques, sociaux, émotionnels et linguistiques, ainsi que dans les aptitudes à communiquer chez les enfants canadiens à la maternelle. Il existe un corpus de recherche bien établi (p. ex., Buckingham, Wheldall et Beaman-Wheldall, 2013; Hair, Hanson, Wolfe et Pollak, 2015; Morgan,

Figure 4 : La fréquentation préscolaire est supérieure dans les pays où l'écart en matière de revenu est moindre (2016)



Remarque : Les pays qui présentent des différences statistiquement significatives entre les quintiles de revenu supérieur et inférieur (à $p < 0,05$) sont indiqués en rouge.

Source : Voir le Bilan Innocenti 15 de l'UNICEF.

Farkas, Hillemeier et Maczuga, 2009) qui répertorie les écarts en matière de langage, de mémoire et d'autres aptitudes aux études, de même que les différences neurologiques entre les enfants de familles riches et moins riches dès leur entrée à l'école. Ces disparités contribuent à une grande inégalité dans la préparation des enfants à l'apprentissage au début de l'école primaire.

Les Objectifs de développement durable comprennent une vision selon laquelle tous les enfants bénéficient d'une éducation préscolaire de qualité (cible 4.2). La mise à disposition publique et universelle de programmes d'apprentissage précoce de grande qualité est non seulement nécessaire

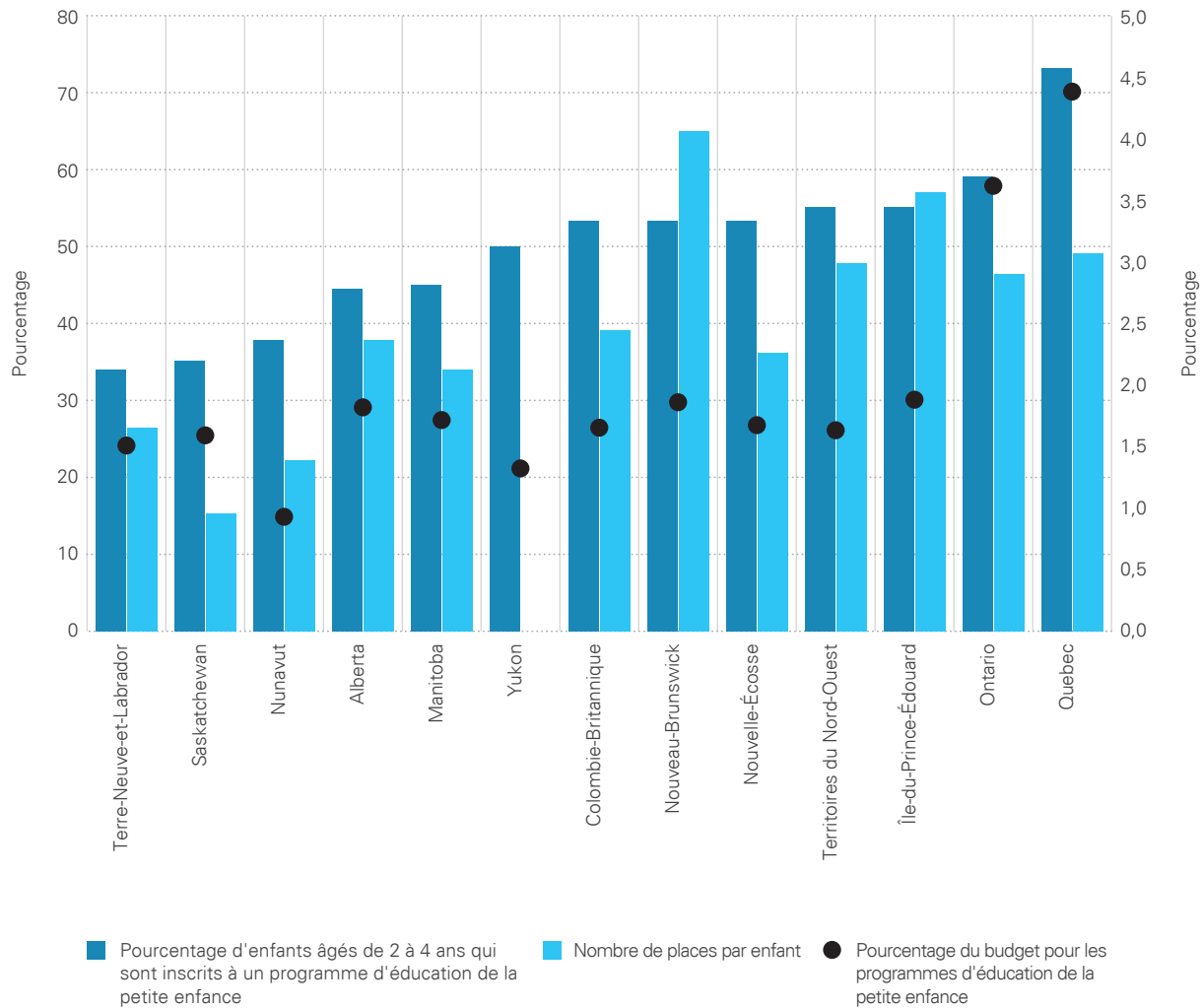
pour donner un bon départ aux enfants lorsque leurs parents travaillent, mais aussi pour leur procurer un environnement social et d'apprentissage stimulant¹¹. La plupart des enfants bénéficient d'un certain accès à un apprentissage de qualité par le jeu organisé avant le début de la scolarité obligatoire. L'éducation précoce contribue également à contrer les conditions inégales du début de vie d'enfants de différentes familles, et les avantages peuvent durer pendant tout leur parcours scolaire. Même à la fin de la scolarité obligatoire, les jeunes âgés de 15 ans qui ont eu plus d'une année d'éducation préscolaire réussissent nettement mieux en lecture que ceux qui n'ont pas reçu cette éducation¹².

10 Voir Bradbury, B., Corak, M., Waldfogel, J. et Washbrook, E. (2015). *Too Many Children Left Behind: The U.S. Achievement Gap in Comparative Perspective*. New York: Russell Sage Foundation.

11 Voir Blossfeld, H-P, Kulic N., Skopek, J. et Triventi, M. (2017) *Childcare, early education and social inequality: An International Perspective*. Cheltenham: Edward Elgar Publishing.

12 OCDE (2010), *Résultats du PISA 2009 : Surmonter le milieu social – L'égalité des chances et l'équité du rendement de l'apprentissage (Volume II)*. https://www.oecd-ilibrary.org/fr/education/resultats-du-pisa-2009-surmonter-le-milieu-social_9789264091528-fr

Figure 5 : Taux d'inscription dans les structures d'accueil, disponibilités et dépenses en faveur de l'éducation du jeune enfant dans les provinces et territoire canadiens (2016)



Remarque : Le taux d'inscription en service de garde fait référence au pourcentage d'enfants âgés de deux à quatre ans qui suivent régulièrement un programme d'éducation de la petite enfance. La disponibilité est mesurée par le nombre de places en services de garde réglementés, divisé par la population d'enfants de cette tranche d'âge. PT = provincial et territorial.

Source : Akbari, E. et K. McCuaig, Early Childhood Education Report 2017, centre Atkinson, Université de Toronto, Toronto, 2018.

UN DÉVELOPPEMENT ÉGAL? L'ÉGALITÉ AU PRIMAIRE

Le rang du Canada :

18^e

Pays le mieux coté :

PAY-BAS

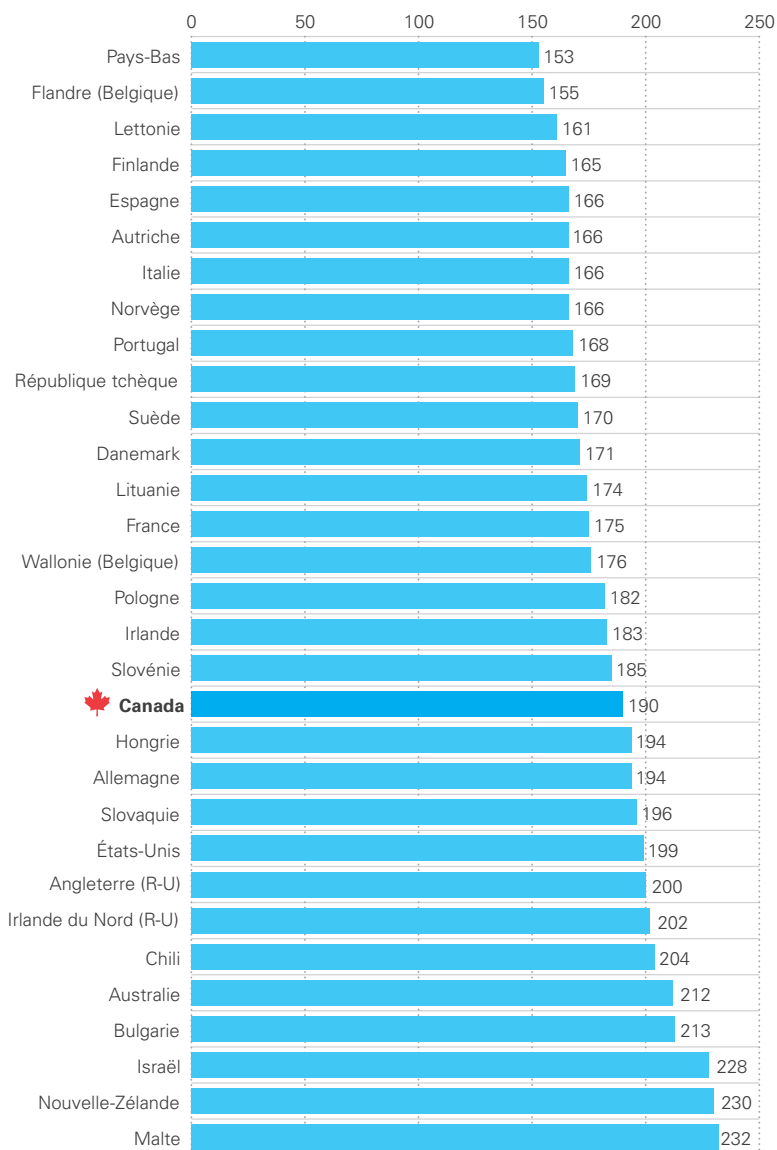
Pourcentage d'élèves qui possèdent les compétences de base en lecture :

Canada : Moyenne des pays

83 % 80 %

Au Canada, les enfants commencent l'école primaire avec un écart assez marqué dans la participation au préscolaire (22^e rang) et la préparation à l'apprentissage¹³. En deuxième année du deuxième cycle du primaire (4^e année), l'écart entre les résultats en lecture est également important (voir la Figure 6). Le Canada se classe au milieu de ses pairs au 18^e rang, avec un écart de compétence en lecture de 190 points au deuxième cycle du primaire (au test de lecture du PIRLS). L'écart moyen parmi les pays riches est de 185 points. La Flandre (en Belgique), la Lettonie et les Pays-Bas présentent les plus faibles écarts en matière de lecture, à près de 150 points. Israël, la Nouvelle-Zélande et Malte ont les écarts les plus marqués, de plus de 230 points. Une grande variation entre les pays indique que des écarts plus marqués ne sont pas le produit de différences dans les « aptitudes naturelles », mais un marqueur des différences dans les systèmes d'éducation et les conditions plus générales qui influent sur l'apprentissage.

Figure 6 : Écarts de réussite en compréhension écrite en deuxième année du deuxième cycle du primaire (4^e année) (2016)



Remarques : La Wallonie (en Belgique) désigne la communauté francophone et la Fédération Wallonie-Bruxelles, tandis que la Flandre (en Belgique) désigne la région flamande de la Belgique. L'écart de réussite est mesuré comme la différence absolue entre les 90^e et 10^e percentiles du résultat en lecture.

L'échelle de réussite en lecture a une moyenne de 500, ce qui correspond à une réussite moyenne en lecture en 2001 et à un écart type de 100.

Source : PIRLS 2016

13 L'analyse s'appuie sur les données tirées de la dernière série d'études du Programme international de recherche en lecture scolaire (PIRLS 2016). Il s'agit d'une évaluation internationale à vaste échelle de la compréhension en lecture des élèves du deuxième cycle du primaire. Le programme évalue des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de près de 4 000 élèves du deuxième cycle du primaire de 150 à 200 écoles par pays ou territoire. Un enfant moyen du deuxième cycle du primaire dans les 31 systèmes d'éducation est âgé de 10 ans.

L'échelle de lecture du PIRLS comporte quatre points qui évaluent la compréhension en lecture des élèves : l'indice de référence international faible (400), l'indice de référence international intermédiaire (475), l'indice de référence international élevé (550) et l'indice de référence international avancé (625). L'indice de référence le plus bas est séparé de l'indice le plus élevé par 225 points. Il y aura toujours des variations dans les résultats des enfants, mais les écarts de lecture entre les élèves les plus faibles et les mieux notés dans les pays riches sont si importants que certains élèves ne peuvent lire que des textes de base, alors que d'autres interprètent déjà des passages littéraires complexes.

Les pays qui obtiennent une plus grande égalité en matière d'éducation comptent plus d'enfants qui atteignent le niveau de compétence voulu au primaire

Les pays qui présentent une plus grande égalité dans les résultats en lecture au primaire ont davantage d'élèves qui atteignent des compétences en lecture de niveau intermédiaire (voir la Figure 7). Il n'est donc pas surprenant que le Canada présente à la fois un degré d'inégalité modéré dans les résultats en lecture et un nombre modéré d'élèves ayant des compétences en lecture comparativement à ses pays pairs (83 % atteignent le niveau de compétence, ce qui est près de la moyenne nationale de 80 %). Cela souligne les avantages pour tous les enfants de s'employer à réduire les inégalités dans l'éducation.

Dans quelle mesure les conditions familiales influent-elles sur l'égalité au primaire?

Les conditions familiales dans lesquelles les enfants grandissent influent sur leur apprentissage et leur réussite scolaire. Mais l'influence que peut avoir la richesse familiale varie selon les pays et les systèmes d'éducation. La profession des parents est une variable qui représente la richesse familiale et le capital social. Les enfants dont au moins un parent occupe un poste de cadre mieux payé sont plus susceptibles d'avoir de meilleurs résultats en lecture au primaire, et ce, dans presque tous les pays (voir la Figure 8). Dans les pays riches, les différences en matière de profession parentale expliquent jusqu'à un tiers des variations des résultats en lecture

chez les enfants au deuxième cycle du primaire. D'autres caractéristiques propres à l'enfant et à sa famille expliquent un autre tiers et jusqu'à deux cinquièmes des variations des résultats en lecture chez les enfants (ces caractéristiques comprennent le sexe de l'enfant, la langue du test d'évaluation par rapport à la langue parlée à la maison, l'emplacement de l'école, le pays de naissance de l'enfant, et si l'enfant vient à l'école le ventre vide ou fatigué) (voir la Figure 9).

Nous ne disposons malheureusement pas de données comparables pour le Canada concernant l'influence des conditions familiales au primaire. Toutefois, compte tenu des écarts assez importants du Canada dans l'accès au préscolaire et dans les résultats en lecture au primaire, de notre taux relativement élevé de pauvreté des enfants^{vi}, de l'IMDPE et d'autres études au Canada, nous savons que la richesse familiale joue un rôle important dans les inégalités entre les jeunes enfants en matière d'éducation.

Dans quelle mesure les écoles influent-elles sur l'égalité au primaire?

Les inégalités entre les enfants en matière d'éducation peuvent être renforcées ou réduites par les écoles qu'ils fréquentent. Outre les conditions familiales, les variations dans les résultats en lecture des enfants dans les pays riches sont en partie attribuables aux différences qui existent entre les écoles. Les inégalités en matière d'éducation ont tendance à être plus marquées dans les pays où il y a une plus grande variation entre les écoles dans les résultats scolaires moyens (l'inégalité entre les écoles). Dans les pays riches, les différences entre les écoles représentent

Figure 7 : Les inégalités de performance coïncident généralement avec un faible niveau de compétence en lecture

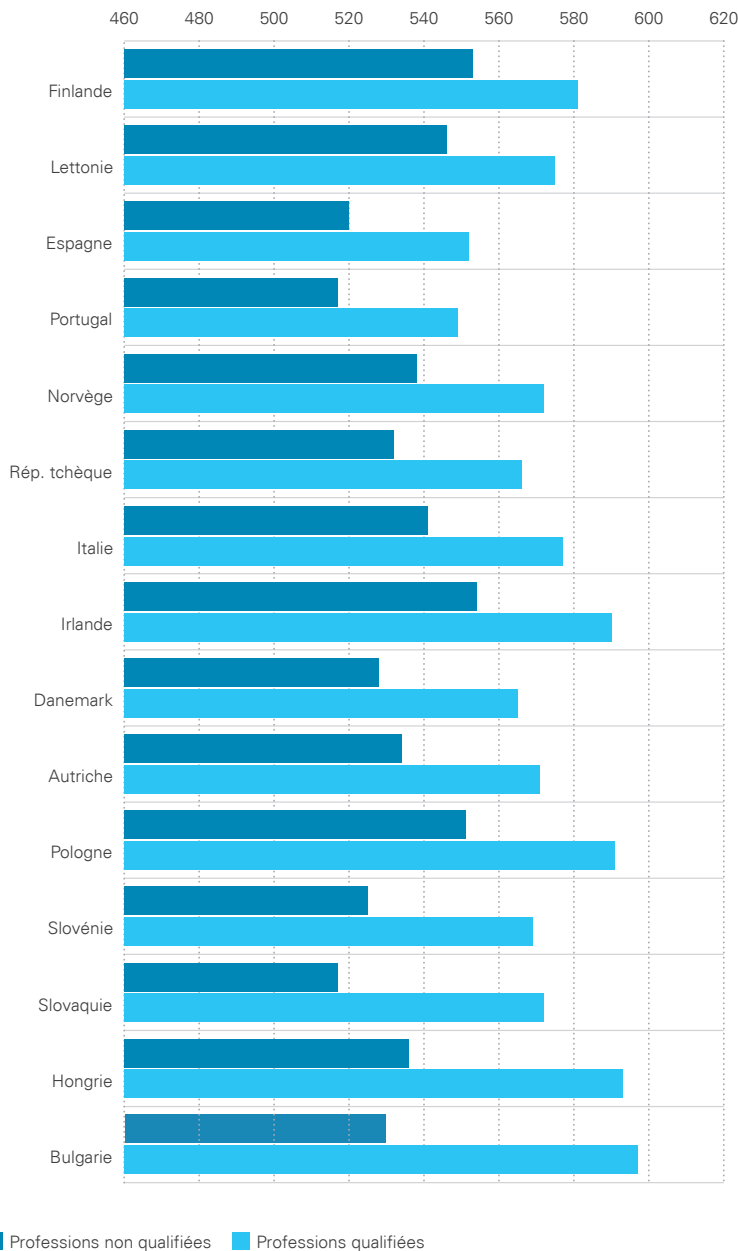
Le pourcentage d'élèves qui atteignent l'indice de référence intermédiaire en lecture en deuxième année du deuxième cycle du primaire (4^e année) est supérieur lorsque l'écart en matière de réussite en lecture est moindre (2016)



Source : PIRLS 2016.

Figure 8 : La mesure dans laquelle l'activité professionnelle des parents est liée aux résultats en lecture des enfants varie selon les pays

Résultats en lecture moyens des élèves de deuxième année du deuxième cycle du primaire (4^e année), par activité des parents (2016)



Remarque : Les pays sont classés par ordre d'importance selon l'importance de l'écart dans les résultats en lecture en fonction de l'occupation parentale.

Les pays avec plus de 15 % de réponses manquantes sur l'occupation parentale sont exclus.

Niveau d'occupation des parents le plus élevé : la catégorie « non-professionnels » comprend les propriétaires de petite entreprise, les employés de bureau, les travailleurs qualifiés, les ouvriers, et les parents qui n'ont jamais travaillé contre rémunération. Le pourcentage d'enfants dont les parents exercent une profession varie de 32 % en Autriche à 70 % en Norvège.

Les pays qui présentent des différences statistiquement significatives entre les groupes professionnels (à $p < 0,05$) sont indiqués par un ombrage plus foncé.

Source : PIRLS 2016.

un cinquième, en moyenne, de la variation totale des résultats en lecture des enfants (voir la Figure 10).

Au Canada, le niveau d'inégalité entre les écoles dans les résultats en lecture au primaire est assez élevé, à 23 %, d'où notre 22^e rang sur 31 pays. L'influence de la différence entre les écoles varie de 4 % seulement en Slovénie à 40 % en Bulgarie et en Israël, la moyenne étant de 19 %.

Là où les inégalités entre les écoles sont plus marquées relativement aux résultats scolaires, il existe généralement davantage d'égalité au sein des écoles en matière de réussite scolaire (bien qu'il y ait beaucoup de variations dans ce rapport; voir la Figure 11). En effet, lorsque des écoles génèrent des résultats en lecture très différents, c'est souvent parce les élèves les plus performants et les moins performants sont regroupés dans des établissements différents. À l'échelle internationale, cela se produit généralement lorsque des écoles sélectionnent les enfants en fonction de la richesse ou d'autres caractéristiques. Une autre explication de la variation des résultats entre les écoles est que les quartiers, et donc les écoles locales, sont polarisés par le revenu et que les écoles ne compensent pas les effets de la richesse familiale par des investissements ciblés suffisants.

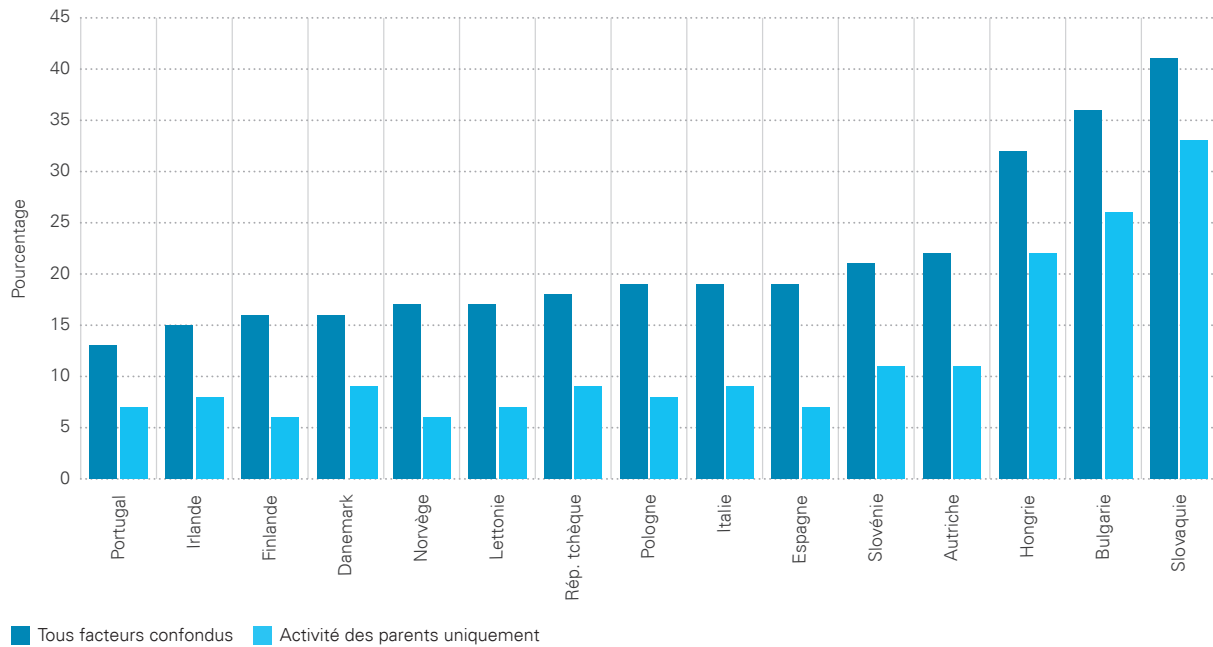
La stratification des enfants dans différentes écoles, pour quelque raison que ce soit, a une influence, car elle contribue aux inégalités en matière d'éducation : la réussite des enfants moins avantagés est moindre que s'ils fréquentaient des écoles présentant une plus grande diversité économique. Cela peut également contribuer à une faible cohésion sociale et à d'autres problèmes.

Dans quelle mesure l'accès au préscolaire influe-t-il sur l'éducation au primaire?

L'écart important entre les inégalités en matière d'éducation dans les écoles primaires au Canada peut s'expliquer en

Figure 9 : La mesure dans laquelle la situation personnelle et familiale de l'enfant influe sur les résultats en lecture varie selon les pays

Écart de réussite en lecture des élèves de deuxième année du deuxième cycle du primaire (4^e année) attribuable à la situation personnelle et familiale (2016)



Remarque : Les conditions familiales et celles de l'enfant comprennent le sexe de l'enfant, la langue du test d'évaluation par rapport à la langue parlée à la maison, l'emplacement de l'école, le pays de naissance de l'enfant, la profession et le degré de scolarité des parents, et si l'enfant vient à l'école le ventre vide ou fatigué.

Source : PIRLS 2016.

partie par un accès inégal au préscolaire. Les bébés canadiens sont comparables à la naissance en ce qui concerne leur état de santé^{vii}, mais, lorsqu'ils entrent à l'école, la pauvreté, de même qu'une stimulation et des soins inadéquats contribuent aux écarts en matière de santé et de développement. À la maternelle, 33 % des garçons et 19 % des filles présentent des retards de développement en matière de santé, de vocabulaire ou de confiance en soi^{viii}. Beaucoup n'auront pas les compétences de base pour faciliter leur passage à l'école. Les enfants qui présentent des retards peuvent, par exemple, avoir plus de mal à s'entendre avec leurs camarades et le personnel enseignant.

C'est pendant les années qui précèdent l'entrée à l'école que les bases de

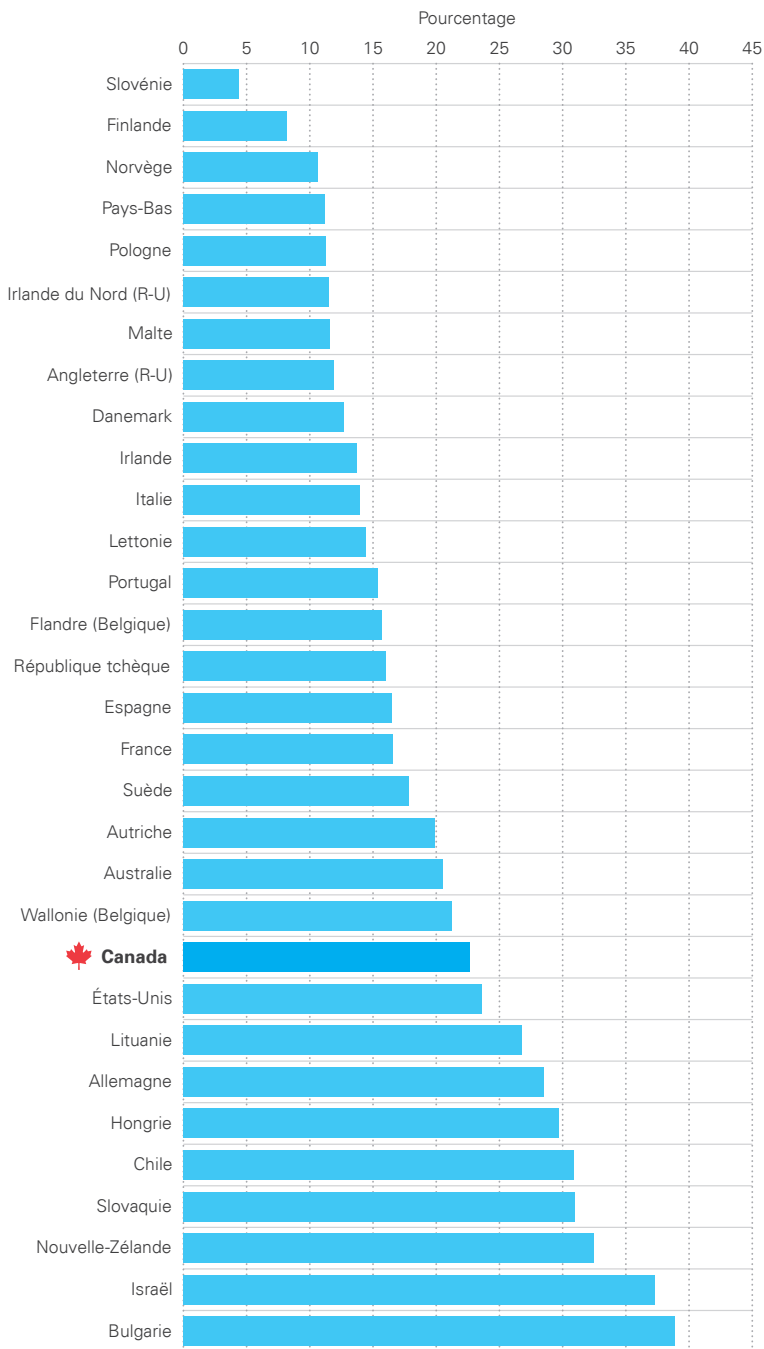
l'apprentissage, de la santé et du comportement social sont établies. Le développement précoce du langage jette les bases de l'alphabétisation, du calcul et de la pensée créative. C'est au cours des premières années que les enfants développent leurs valeurs fondamentales, leurs compétences et leur sens de la citoyenneté^{ix}. Les enfants qui commencent l'école en tirant de l'arrière par rapport à leurs camarades plus favorisés ont plus de mal à rattraper leur retard. Pour certains, les difficultés qu'ils éprouvent à leur entrée à l'école sont susceptibles d'augmenter plutôt que de diminuer au fil du temps^x. Ces écarts peuvent être comblés : les compétences dans ces domaines peuvent être enseignées et apprises^{xi}. Les écoles ont cependant du mal à trouver les spécialistes

et le financement nécessaire pour apporter aux enfants ce qui leur a manqué au cours de leurs premières années.

Intervenir avant que des problèmes d'apprentissage et de développement ne s'installent permet de réduire les coûts humains et financiers, y compris les coûts de mesures correctives assumés par les systèmes d'éducation au primaire et au-delà. Un vaste éventail d'études vient appuyer une éducation préscolaire de base pour améliorer les résultats des enfants. Lorsqu'une éducation précoce est conçue pour permettre simultanément aux mères de participer au marché du travail, cela permet également de réduire la pauvreté des familles^{xii}.

Figure 10 : La mesure dans laquelle les écoles influent sur les différences de résultats en lecture varie selon les pays

Part de l'écart des résultats en lecture en deuxième année du deuxième cycle du primaire (4^e année) attribuable aux disparités entre les écoles (2016)



Remarque : La Wallonie (en Belgique) désigne la communauté francophone et la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La longueur de chaque barre indique la part de la variation à l'école obtenue à partir d'un modèle à niveaux multiples.

Source : PIRLS 2016.

La stratification ou la ségrégation scolaire

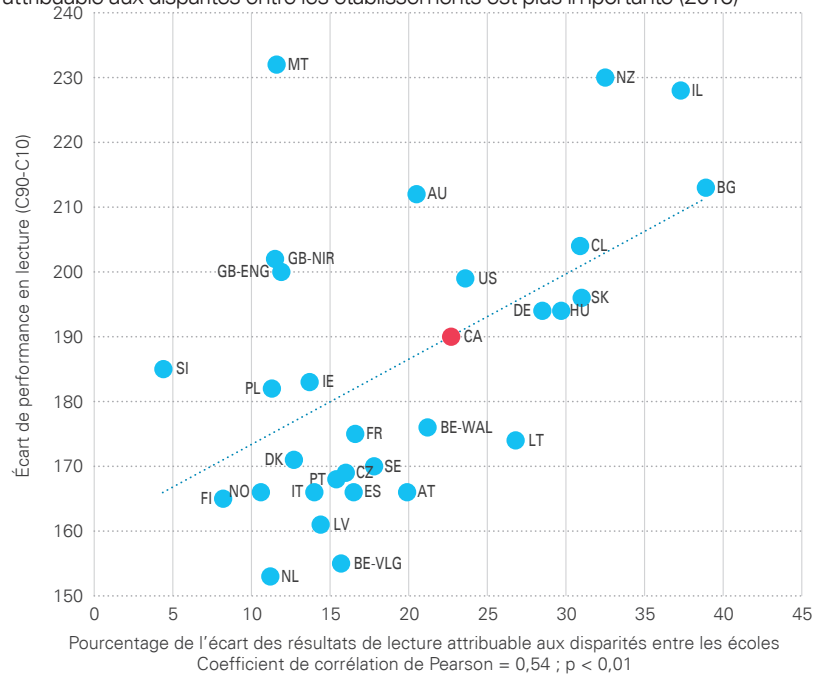
Lorsque des enfants de même statut social et économique sont regroupés dans des écoles, pour quelque raison que ce soit, nous parlons de ségrégation socioéconomique¹⁴. La ségrégation ou la stratification des enfants dans différentes écoles se produit de diverses manières.

Certaines écoles, qu'elles soient privées ou publiques, sélectionnent directement ou indirectement les enfants en fonction de leurs aptitudes scolaires, du revenu familial ou de leur appartenance religieuse. La polarisation résidentielle ou locale peut amener des enfants de quartiers plus pauvres et plus riches à fréquenter des écoles différentes. Même lorsque divers enfants dans une zone résidentielle peuvent être admis à l'école de leur quartier, les politiques autorisant leur inscription dans d'autres juridictions peuvent engendrer une ségrégation et des différences entre les écoles dans les résultats scolaires.

La capacité des parents ou des enfants de choisir leur école varie considérablement, de la Finlande où les familles n'ont pratiquement pas le choix (Sahlberg, 2011) à la Nouvelle-Orléans où la majorité des écoles de la maternelle à la douzième année sont indépendantes (New Orleans Equity Index, 2018). Chaque province et chaque territoire du Canada offrent une éducation publique, mais il existe aussi des éléments de choix dans chaque système. Des écoles spécialisées, alternatives ou offrant un programme d'enrichissement peuvent être intégrées à la commission scolaire régionale, et des écoles confessionnelles ou à charte distinctes financées par des fonds publics peuvent être offertes. Il existe

Figure 11 : Des écoles inégales contribuent à des résultats en lecture inégaux

L'écart de performance entre les résultats en lecture des élèves de deuxième année du deuxième cycle du primaire (4^e année) se creuse lorsque la part de la variance attribuable aux disparités entre les établissements est plus importante (2016)



Remarque : La Wallonie (en Belgique) désigne la communauté francophone et la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La part de la variation à l'école est obtenue à partir d'un modèle à niveaux multiples.

Source : PIRLS 2016.

dans chaque juridiction des variations en matière de disponibilité, de financement, de réglementation et d'inscription dans les écoles privées, et, dans l'ensemble, une école canadienne sur dix est privée ou indépendante.

Selon un sondage mené en 2005 auprès de parents, environ un tiers des parents au Canada choisissent un autre établissement scolaire que l'école publique de leur quartier (Davies et Aurini, 2011). Un autre tiers des parents choisissent indirectement leur école publique en déménageant dans un quartier privilégié afin que leurs enfants puissent fréquenter l'école publique

locale. Dans l'ensemble, les parents qui ont un degré de scolarité et un revenu plus élevés sont plus susceptibles de choisir. Les possibilités de choisir une école peuvent contribuer à diviser les familles et les élèves selon des critères socioéconomiques.

Les établissements scolaires peuvent également amplifier ou réduire les inégalités entre les écoles par des variations dans la qualité de la direction et de l'enseignement, les installations et le matériel scolaires, la collecte de fonds privée, les taux d'abandon, le ciblage insuffisant de l'allocation de ressources et d'autres façons.

14 Willms, J. D. (2006) Learning Divides: Ten policy questions about the performance and equity of schools and schooling systems. Montréal : Institut de statistique de l'UNESCO; Gutierrez, G., Jerrim, J. et Torres, R. (2017) School segregation across the world: has any progress been made in reducing the separation of the rich from the poor? (Document de travail). London: UCL Institute of Education.

PRÊTS POUR L'AVENIR? L'ÉGALITÉ AU SECONDAIRE

Le rang du Canada :

9^e

Pays le mieux coté :

LETTONIE

Pourcentage d'élèves qui possèdent les compétences de base en lecture :

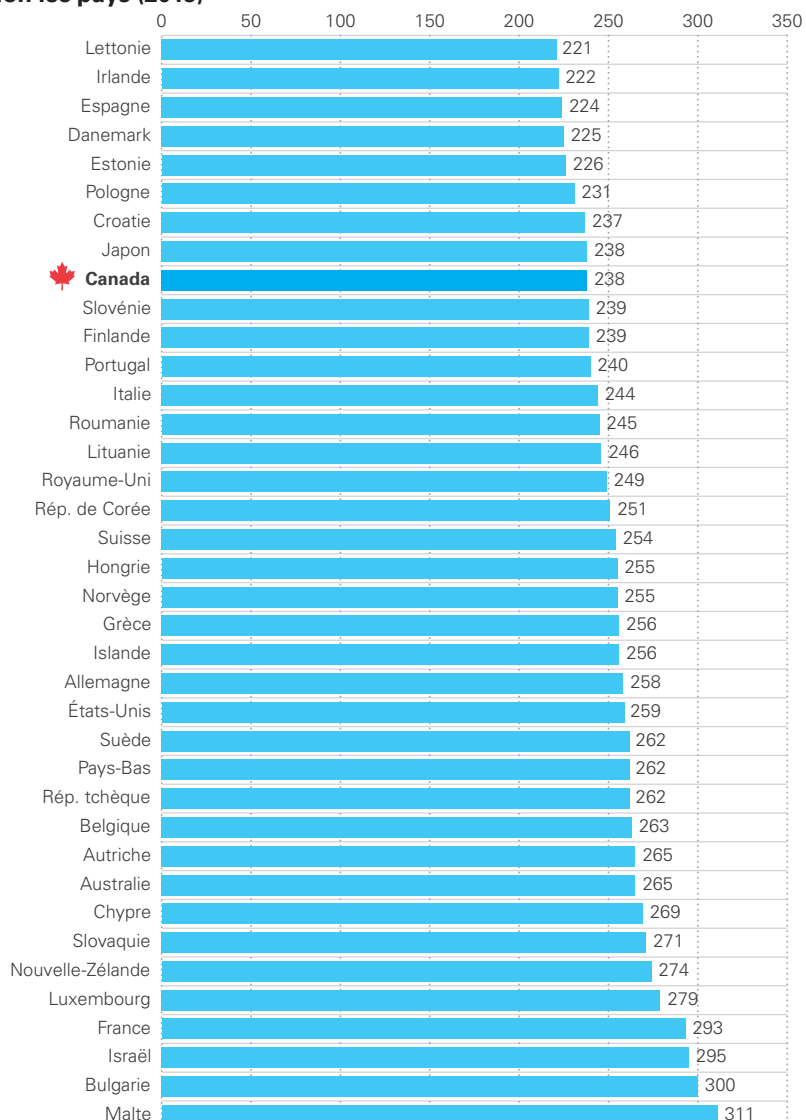
Canada :
89 %

Moyenne des pays :
78 %

Au secondaire, à l'âge de 15 ans, l'écart entre les résultats en lecture au Canada est relativement plus faible que dans les pays pairs (voir la Figure 12). Le Canada, le Danemark, l'Irlande, la Pologne et la Slovénie passent d'un classement intermédiaire concernant l'égalité en matière d'éducation au primaire à des rangs dans le tiers supérieur des pays riches au secondaire. Le Canada passe du 18^e au 9^e rang. Au Canada, l'écart dans les résultats en lecture au secondaire est de 238 points (voir la Figure 12). L'écart varie de 221 points en Lettonie à 311 points à Malte, et la moyenne est de 254 points. Cet écart de points concernant les résultats en lecture au secondaire est en fait plus marqué que celui au primaire (190 points). Dans de nombreux autres pays, cependant, la différence est beaucoup plus grande¹⁵.

15 Le Canada semble avoir des inégalités en lecture plus marquées en termes absolus au secondaire qu'au primaire. Les résultats du PIRLS au primaire et ceux de l'étude PISA au secondaire ne sont toutefois pas comparables en termes absolus, en raison de la façon dont ils sont calculés et parce qu'ils évaluent différents aspects des compétences en lecture. Nous ne pouvons donc pas affirmer avec certitude que l'écart global en lecture augmente du primaire au secondaire. Nous ne pouvons faire que des comparaisons en termes relatifs, à savoir l'importance de l'écart en lecture à chaque cycle d'éducation, comparativement aux pays pairs.

Figure 12 : Les écarts dans les résultats en lecture à l'âge de 15 ans varient selon les pays (2015)



Remarque : L'écart de réussite est mesuré comme la différence absolue entre les 90^e et 10^e percentiles du résultat en lecture.

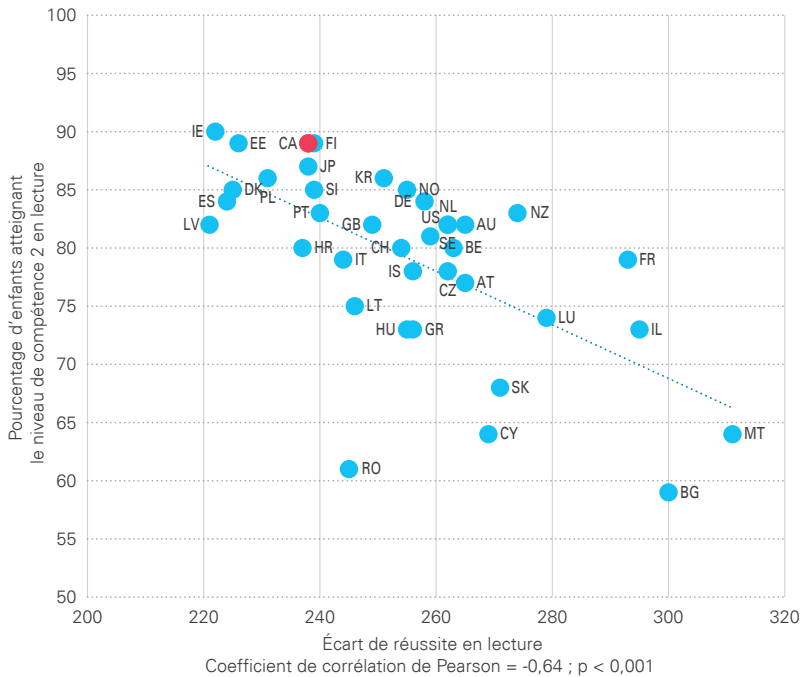
L'échelle de réussite en lecture a une moyenne de 500 et un écart-type de 100, fondés sur un groupe de pays de référence.

Le Chili, le Mexique et la Turquie ne sont pas inclus dans les classements en raison des faibles taux de couverture (inférieurs à 80 %) dans l'étude PISA (voir OCDE, 2016b, tableau A2.1, Indice de couverture 3), ce qui signifie que leurs résultats peuvent ne pas être représentatifs.

Source : PISA 2015.

Figure 13: La maîtrise de la lecture est supérieure dans les pays où l'écart dans les résultats en lecture est moindre

Le pourcentage d'élèves atteignant un niveau de compétence de base en lecture à l'âge de 15 ans est plus élevé lorsque l'écart de réussite en lecture est plus faible (2015)



Remarque : Le Chili, le Mexique et la Turquie ne figurent pas dans cette analyse.

Source : PISA 2015.

De nombreux pays descendent considérablement dans le tableau de classement du primaire au secondaire. Les Pays-Bas sont le pays le plus égal pour les élèves du primaire, mais ils se situent dans le tiers inférieur pour ce qui est du secondaire. L'Autriche, la Belgique et la République tchèque passent également du tiers supérieur au tiers inférieur. L'Australie, la Bulgarie, Israël, Malte, la Nouvelle-Zélande et la Slovaquie demeurent bas dans le classement. Mais certains pays, comme la Finlande, la Lettonie, le Portugal, l'Italie et l'Espagne, conservent des rangs élevés tant au primaire qu'au secondaire.

Les pays qui ont une plus grande égalité en matière d'éducation ont davantage d'enfants qui atteignent le niveau de compétence au secondaire

Les pays qui ont des écarts moindres dans les résultats en lecture au secondaire ont tendance à avoir davantage d'enfants qui atteignent un niveau de compétence de base, et la même tendance est évidente au primaire (voir la Figure 13)¹⁶. Rien ne prouve que s'employer à obtenir une plus grande égalité empêche d'avoir des normes élevées en matière d'éducation ou freine la progression des meilleurs élèves à un niveau ou à un autre de la scolarité obligatoire. Un système plus égal tire tous les élèves vers le haut.

Le Canada a à la fois un pourcentage élevé d'élèves du secondaire qui atteignent le niveau de compétence (89 %, ce qui est bien au-dessus de la moyenne des pays de 78 %) et un écart de réussite comparativement faible. Au Canada, davantage d'enfants atteignent le niveau de compétence auquel on pourrait s'attendre compte tenu de la taille de l'écart en matière d'égalité.

Les systèmes d'éducation provinciaux du Canada nivellent l'éducation

Les moyennes nationales peuvent cacher de grandes différences dans les pays¹⁷. Toutefois, chaque province canadienne présente à la fois un niveau d'inégalité plus faible dans les résultats en lecture au secondaire et un plus grand nombre d'enfants qui atteignent le niveau de compétence que les moyennes nationales dans le Bilan Innocenti de l'UNICEF (voir la Figure 14)¹⁸. L'inégalité globale au Canada et dans chaque province est bien inférieure à la moyenne de 254 points du Bilan Innocenti. L'Île-du-Prince-Édouard a eu la plus faible inégalité en lecture (avec une différence de 218 points), et l'Ontario affichait la plus élevée (avec une différence de 244 points). Les niveaux de compétence se situent bien au-dessus de la moyenne de 78 % dans les dix provinces, ceux-ci variant de 83 % au Manitoba à 92 % en Colombie-Britannique. Sur les dix provinces, sept ont atteint la cible 4.1.1c-1 de l'Objectif de développement durable n° 4 concernant la proportion d'élèves qui atteignent le niveau de compétence en lecture de 86 %.

Il existe des différences relativement légères dans les résultats scolaires et l'égalité en matière d'éducation entre les provinces canadiennes comparativement aux différences entre les pays. Cela

16 L'étude PISA concernant les jeunes âgés de 15 ans a une définition différente de la maîtrise de la lecture de celle du PIRLS pour les élèves en deuxième année du deuxième cycle du primaire (4e année) (voir la section précédente). L'étude PISA établit la base de la maîtrise au niveau 2. Les élèves à ce niveau « commencent à démontrer les compétences en lecture qui leur permettront de participer à la vie de manière efficace et productive ».

17 Les données de l'étude PISA sont disponibles pour les régions infranationales dans quatre pays; nous disposons de données pour les dix provinces canadiennes.

18 Ceci diffère de la moyenne de l'OCDE utilisée dans les rapports de l'étude PISA.

s'explique en partie par le fait que chaque système d'éducation publique répartit les ressources et un enseignement de qualité de manière équitable, et que le financement de la péréquation au Canada permet le partage de la richesse nationale. À l'échelle provinciale, il n'existe pas de relation claire entre le niveau de réussite d'une province et son écart en matière d'égalité. Les raisons sont hors de la capacité du présent Bilan Innocenti de les étudier en détail, mais c'est peut-être parce que les différences entre ces éléments sont relativement légères.

Il existe de plus grandes inégalités à l'intérieur des pays qu'entre eux. Parmi les élèves âgés de 15 ans, le plus grand écart entre les moyennes des résultats en lecture est de 95 points (entre le Canada et la Bulgarie). En comparaison, l'écart au Canada entre les enfants dans les 10^e et 90^e percentiles est de 238 points.

Dans quelle mesure les conditions familiales influent-elles sur l'égalité au secondaire?

Dans tous les pays, les enfants de parents qui ont un revenu élevé ont tendance à avoir des résultats en lecture nettement supérieurs au secondaire à ceux des enfants de parents ayant un faible revenu (voir la Figure 15). Les différences sont

plus marquées dans certains pays que dans d'autres. Le Canada se classe au 6^e rang en raison de l'influence relativement moindre du revenu parental sur les résultats en lecture au secondaire. La différence des résultats en faveur des enfants de parents à revenu élevé est de 39 points. La différence varie de 26 à 89 points, la moyenne étant de 52 points entre les pays. Cela constitue un indicateur de la difficulté du système d'éducation à freiner les inégalités de revenu, compte tenu du départ inégal qu'ont les enfants canadiens à l'école, du taux de pauvreté des enfants et des inégalités de revenu relativement plus élevés au Canada que dans de nombreux pays pairs^{xiii}.

L'écart dans les résultats en lecture

Figure 14: Réussite scolaire et inégalité au secondaire dans les provinces canadiennes (2015)

	Résultat	Inégalité	Filles	Garçons	Rapport garçons-filles	Emploi à faible revenu	Emploi à revenu élevé	Écart	
Moyenne (39 pays)	79 %	255			6,2 %			51	
Minimum (39 pays)	59 %	222			2,3 %			26	
Maximum (39 pays)	90 %	311			12,4 %			87	
Canada	89 %	238	540	514	5,1 %	513	552	39	
Province	Nombre d'enfants	Résultat	Inégalité	Filles	Garçons	Rapport garçons-filles	Emploi à faible revenu	Emploi à revenu élevé	Écart
Terre-Neuve-et-Labrador	1 203	86 %	229	514	496	3,6 %	500	531	31
Île-du-Prince-Édouard	392	90 %	218	534	497	7,3 %	505	535	30
Nouvelle-Écosse	1 439	89 %	228	531	503	5,6 %	510	542	32
Nouveau-Brunswick	1 555	85 %	236	518	494	4,9 %	494	538	43
Québec	2 915	90 %	234	541	522	3,7 %	512	557	45
Ontario	4 223	89 %	244	542	512	5,8 %	515	553	38
Manitoba	2 317	83 %	235	512	486	5,4 %	487	528	41
Saskatchewan	1 928	84 %	222	508	485	4,8 %	491	514	23
Alberta	2 133	91 %	235	545	521	4,6 %	520	556	36
Colombie-Britannique	1 953	92 %	229	549	522	5,2 %	523	557	34

Les colonnes statistiques de ce tableau indiquent :

1. Le pourcentage d'enfants qui ont atteint la compétence de base en lecture, définie comme étant le niveau 2.
2. L'écart dans les résultats en lecture entre les enfants aux 10^e et 90^e percentiles de la distribution.
3. Le résultat moyen en lecture chez les filles.
4. Le résultat moyen en lecture chez les garçons.
5. La différence exprimée en pourcentage dans les résultats en lecture entre les filles et les garçons (c.-à-d., le % selon lequel les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons).
6. Les résultats moyens en lecture chez les enfants qui vivent dans des familles qui se situent dans la moitié inférieure de l'échelle d'occupation parentale pour le pays.
7. Les résultats moyens en lecture chez les enfants qui vivent dans des familles qui se situent dans la moitié supérieure de l'échelle d'occupation parentale pour le pays.
8. L'écart entre les deux résultats moyens indiqués ci-dessus, lequel constitue en quelque sorte une mesure de l'inégalité socioéconomique.

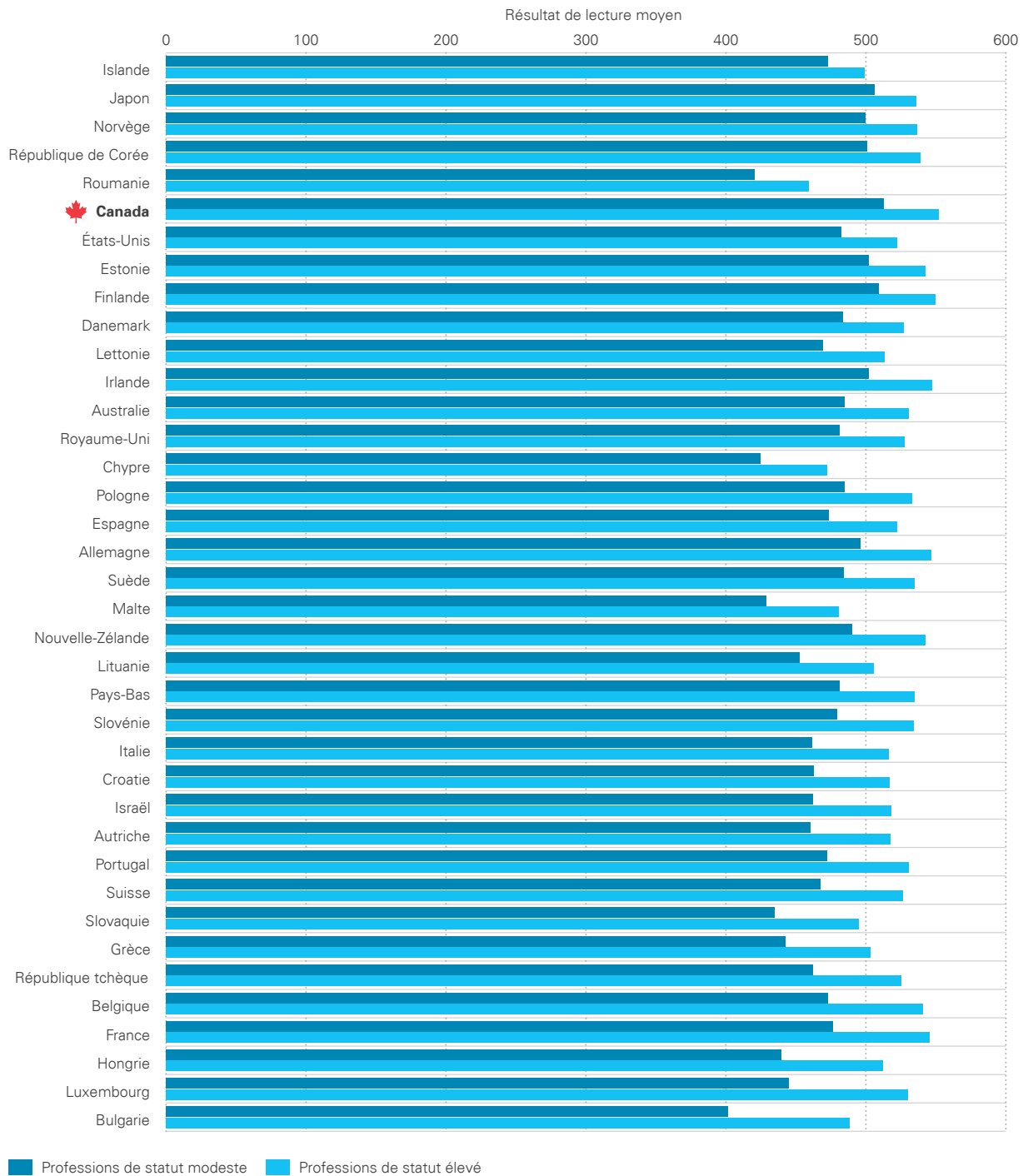
Les trois premières lignes de ce tableau indiquent les résultats moyens, minimum et maximum dans les pays inclus dans l'analyse principale du Bilan Innocenti.

La ligne suivante fait état des statistiques pour l'ensemble du Canada, à l'exception du Nunavut, des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon.

Les dernières lignes font état des statistiques pour chaque province, comme définies dans l'ensemble de données de l'étude PISA. Le nombre d'enfants qui ont participé à l'enquête est indiqué en regard du nom de la province.

Figure 15 : Les enfants de parents à revenu élevé ont de meilleurs résultats en lecture dans tous les pays

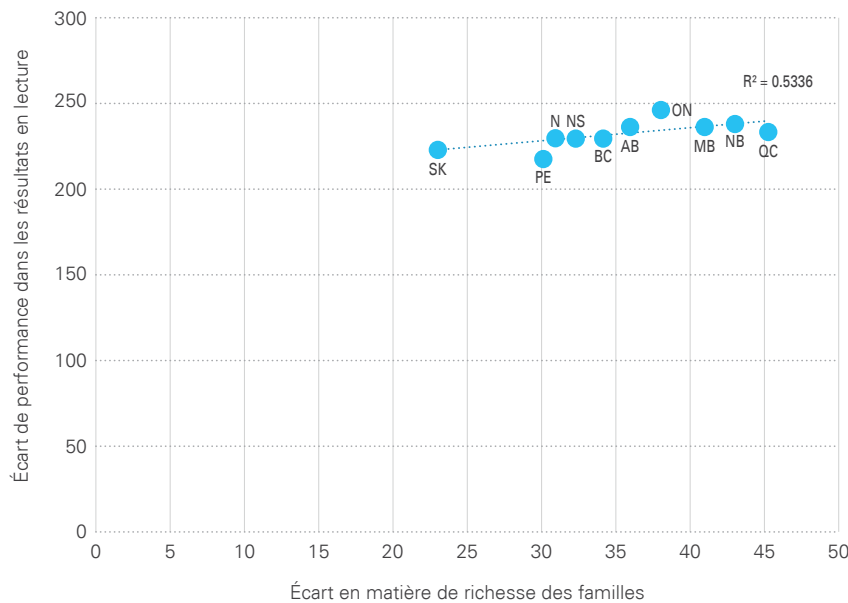
Résultats en lecture des enfants âgés de 15 ans en fonction de la profession des parents (2015)



Remarque : Le graphique indique les résultats moyens des enfants dont les parents se situaient dans les moitiés supérieure et inférieure de la classification des professions dans chaque pays. Les différences de moyennes étaient statistiquement significatives dans tous les pays. Le graphique présente les écarts par ordre croissant.

Source : PISA 2015.

Figure 16 : Les provinces où l'écart de richesse des enfants est plus important ont tendance à avoir un écart plus marqué dans les inégalités en lecture (2015)
Corrélation de Pearson = 0,73; $p < 0,05$



entre les enfants de familles à faible revenu et à revenu élevé varie de 23 points en Saskatchewan à 45 points au Québec; toutes les provinces limitent mieux l'influence de la richesse que la moyenne des pays riches. Les différences interprovinciales dans l'écart en matière de lecture sont assez légères. Les provinces qui ont un écart plus marqué en matière de richesse familiale des enfants ont cependant tendance à avoir un écart également plus important dans les inégalités en lecture au secondaire (voir la Figure 16).

Dans quelle mesure les écoles influent-elles sur l'égalité au secondaire?

Dans la plupart des pays, la profession et le revenu des parents sont plus étroitement liés aux inégalités en matière d'éducation entre les écoles secondaires que les facteurs scolaires. Mais les résultats scolaires des enfants peuvent être considérablement influencés par l'école qu'ils fréquentent (voir la Figure 17). Comme au primaire, des différences plus marquées entre les

écoles au secondaire donnent à penser que les enfants peuvent être soumis à une plus grande ségrégation en fonction de la richesse ou d'autres caractéristiques qui amplifient les inégalités en matière d'éducation.

Les pays scandinaves ont tendance à ne pas pratiquer ce type de ségrégation au secondaire, tout comme certains pays de l'Asie de l'Est et les pays anglophones, dont le Canada. Au Canada, environ 82 % des inégalités dans les résultats en lecture se produisent entre les enfants dans les écoles secondaires, et seulement 18 %, environ, des inégalités se produisent entre les écoles, ce qui indique que l'équité est relativement bien répartie entre les établissements scolaires. Le Canada se classe au 10^e rang concernant les inégalités expliquées par les différences scolaires. Dans la plupart des autres pays, au moins un cinquième ou 20 % de la variation des résultats en lecture est liée aux différences entre les écoles. Mais en Islande, près de 95 % des inégalités dans les résultats en lecture se produisent entre

les enfants dans les écoles, et seulement 5 %, environ, des inégalités se produisent entre les écoles. En France, en Bulgarie, en Hongrie, et aux Pays-Bas, il y a plus d'inégalités entre les écoles que dans les écoles.

Le Canada améliore les inégalités dans les résultats en lecture entre les écoles, du primaire (représentant 23 % de la variation des résultats, pour un 22^e rang) au secondaire (représentant 18 % de la variation, pour un 10^e rang). Les Pays-Bas ont en revanche une variation relativement faible entre les écoles primaires, mais la plus importante variation lorsque les enfants sont au secondaire. On peut s'attendre à ce schéma lorsque les élèves du secondaire ont un plus grand choix d'écoles.

Comme nous l'avons mentionné dans la section sur le primaire, la variation des résultats scolaires et des inégalités entre les écoles est façonnée à la fois par des conditions plus générales, comme les inégalités de revenu à l'échelle du quartier et les politiques de l'école¹⁹. Les pays où il existe une plus importante ségrégation socioéconomique entre les écoles ont tendance à avoir une plus grande inégalité des résultats en fonction de la profession des parents (voir la Figure 18).

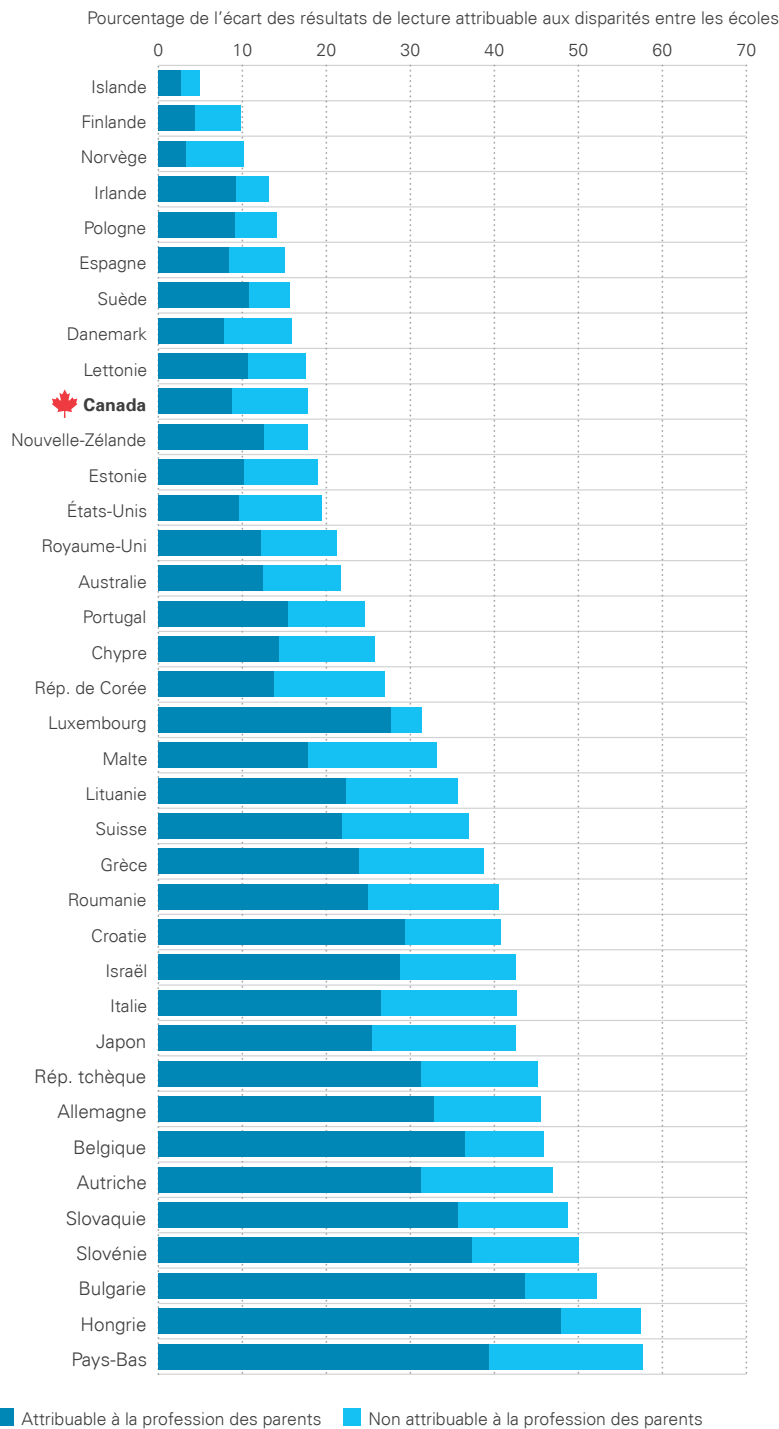
Au Canada, l'influence de la richesse des parents et le niveau des différences entre les écoles sont relativement faibles comparativement aux pays pairs, mais ils ne sont pas négligeables. Étant donné le taux relativement élevé de variation dans les écoles au Canada, il est important d'examiner les types de politiques et de mesures qui peuvent contribuer à réduire les écarts entre les enfants d'une même école.

Certains pays utilisent largement le groupement par aptitudes dans les écoles, en différenciant des filières de formation différentes qui prépareront les élèves pour différentes destinations, comme

19 OCDE (2016b). Résultats du PISA 2015 (Volume II) : politiques et pratiques pour des établissements performants. Paris : publications de l'OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264267558-fr>

Figure 17 : Certains pays présentent des différences beaucoup plus légères dans l'inégalité en lecture entre les écoles

Part des écarts des résultats en lecture à l'âge de 15 ans, attribuable aux disparités entre les écoles (2015)



le collège, l'université, un programme d'apprentissage ou le marché du travail. Cela peut se faire en répartissant des enfants dans différentes classes ou en formant des groupes différents dans les classes. Cette pratique peut s'appliquer à toutes les matières ou à certaines. Le groupement d'enfants en fonction de leurs aptitudes est couramment utilisé au Canada (voir la Figure 29). Au Canada, plus de 86 % des écoles utilisent une certaine forme de répartition comparativement à la moyenne des pays qui est de 45 %; le Canada se classe au 36^e rang sur 41 pays en ce qui concerne la prévalence de la répartition.

On pourrait soutenir que, compte tenu des résultats du Canada en matière d'éducation, la répartition des aptitudes pourrait contribuer à de meilleurs résultats ou du moins contribuer de façon limitée aux inégalités. Les adeptes de la répartition pensent que cela permet aux écoles de concevoir de meilleurs cours pour les élèves dans chaque filière de formation. Celles et ceux qui s'y opposent disent que cela augmente les inégalités sans augmenter les résultats chez les élèves moins performants²⁰. Une répartition précoce des aptitudes peut avoir pour effet que les conditions familiales ont une influence disproportionnée et limitent les possibilités futures. Les enfants de familles moins privilégiées ont tendance à être surreprésentés dans les répartitions inférieures. En Ontario, les élèves qui vivent dans des quartiers à faible revenu, de même que les élèves autochtones et noirs sont plus susceptibles d'être inscrits dans des cours appliqués^{xiv}. Plus de 80 % des élèves du deuxième cycle du secondaire dans les cours de mathématiques théoriques satisfont aux normes

20 Hanushek, E.A., L. Woessmann (2006) : Does Educational Tracking A ect Performance and Inequality? Di erences-in-Di erences Evidence Across Countries. Economic Journal, Vol. 116, pp. C363 - C376.

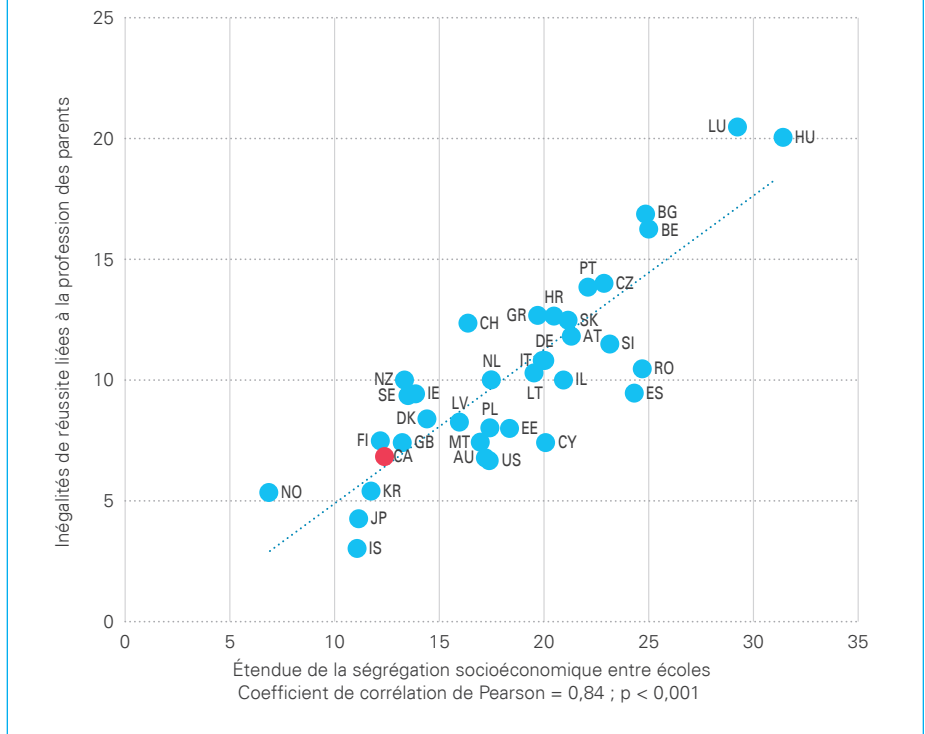
Remarque : La longueur totale de chaque barre représente le pourcentage de la variance totale des résultats aux évaluations obtenus entre les écoles à partir d'un modèle multiniveau à moyenne nulle. Comme il est mentionné dans le rapport initial de l'étude PISA 2015 (OCDE 2016a), « dans certains pays, des sous-unités au sein des établissements scolaires ont été échantillonnées plutôt que des écoles, et cela peut affecter l'estimation des composantes de la variance entre les écoles » (p. 294).

Source : PISA 2015.

provinciales, comparativement à 44 % des élèves dans les cours de mathématiques appliqués. D'un autre côté, il est clairement établi que l'inclusion de tous les élèves dans des classes aux aptitudes variées ne nuit pas à de meilleurs résultats.

La répartition a souvent lieu à un âge où beaucoup d'élèves sont trop jeunes pour montrer leur potentiel (l'âge à partir duquel la répartition commence varie de l'âge de 10 ans en Autriche et en Allemagne à l'âge de 16 ans dans de nombreux pays, dont l'Australie, l'Estonie et le Royaume-Uni)²¹. Au Canada, la répartition commence dès l'âge de 13 ans (deuxième cycle du secondaire) en fonction des résultats obtenus l'année précédente. La répartition est de plus généralement déterminée en fonction de la recommandation de l'école. Bien que la recommandation puisse être contestée par les parents, les enfants n'ont pas ou peu leur mot à dire, et c'est un processus qui nécessite des efforts, des connaissances et des ressources. En règle générale, les enfants ont une capacité limitée de changer de filière de formation au fur et à mesure qu'ils progressent au secondaire. Certains pays parviennent à avoir de bons résultats et une égalité en matière d'éducation sans recourir à la répartition généralisée des aptitudes.

Figure 18 : La richesse familiale influe davantage sur les résultats des élèves aux évaluations lorsque la ségrégation socioéconomique entre écoles est plus forte (2015)



Remarque : L'axe vertical indique la valeur R au carré d'une régression des résultats en lecture dans l'occupation parentale à revenu le plus élevé. L'axe horizontal indique le coefficient de corrélation intra-classes à partir d'un modèle multiniveau à moyenne nulle, l'occupation parentale à revenu le plus élevé au niveau de l'école étant la variable indépendante.

Source : PISA 2015.

21 Brunello et Checchi (2007) Does school tracking affect equality of opportunity? New international evidence. *Economic Policy*, 22(52), 782-861

COMMENT LA MIGRATION AFFECTE L'ÉGALITÉ EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

Le rang du Canada :

1^{er}

Les enfants qui déménagent dans un nouveau pays font souvent face à des difficultés qui affectent directement ou indirectement leurs progrès. Ces difficultés peuvent comprendre l'adaptation à un mode de vie différent, se faire de nouveaux amis, apprendre une nouvelle langue et s'intégrer dans un nouveau système d'éducation. La situation économique de leur famille peut avoir été affectée par le déménagement. Ils ont peut-être subi un traumatisme avant ou pendant leur voyage. Alors, comment les enfants immigrants ou de familles d'immigrants réussissent-ils à l'école dans les pays riches? Nous répondons à cette question en utilisant les résultats en lecture chez les élèves âgés de 15 ans dans 23 pays où au moins 5 % des élèves sont des enfants immigrants. Nous utilisons trois catégories de l'OCDE pour définir le statut d'immigrant²² :

1. Les élèves non immigrants sont des enfants dont au moins un parent est né dans le pays, que l'enfant y soit né ou non.
1. Les élèves immigrants de première génération sont des enfants nés à l'étranger dont les deux parents sont également nés à l'étranger.
2. Les élèves immigrants de deuxième génération sont des enfants nés dans le pays et dont les deux parents sont nés à l'étranger.

Au Canada, plus d'un tiers des élèves viennent de familles dont les deux parents sont originaires d'un autre pays. Le Canada est pourtant l'un des rares pays où les enfants migrants obtiennent des résultats similaires à ceux des autres enfants.

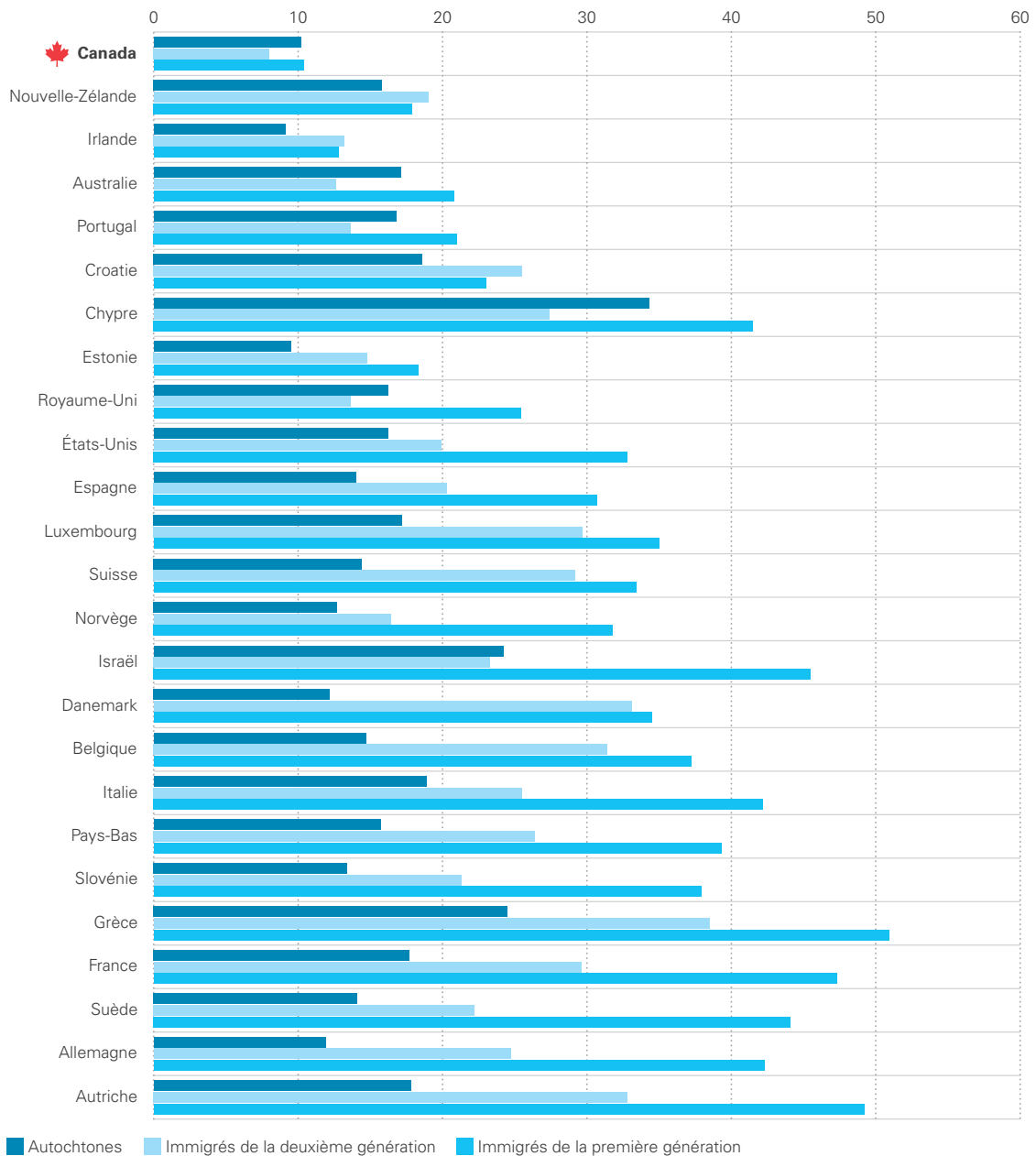
La Figure 19 indique le pourcentage d'enfants âgés de 15 ans dans chaque pays qui n'ont pas atteint le niveau de compétence de base en lecture (dans la langue utilisée pour l'évaluation), par statut d'immigrant. Dans la plupart des pays, les enfants immigrants de première génération ont des résultats en lecture nettement inférieurs à ceux des enfants non immigrants. La différence entre ces groupes n'est toutefois pas statistiquement significative au Canada, en Australie, en Estonie et en Nouvelle-Zélande. Les enfants immigrants de deuxième génération ont eux aussi des résultats en lecture nettement inférieurs à ceux des enfants non immigrants dans 15 pays, alors qu'au Canada et en Australie ils réussissent mieux que leurs pairs non immigrants. Dans l'ensemble, environ 10 % des enfants migrants au Canada n'atteignent pas le niveau de compétence de base en lecture. De plus, les élèves immigrants de première génération au Canada disent éprouver un plus grand sentiment d'appartenance à l'école que les élèves non immigrants, ce qui est à l'opposé de la tendance dans la plupart des pays membres de l'OCDE, à l'exception de l'Australie. Le Canada compte également le plus grand nombre d'élèves immigrants de première génération qui espèrent obtenir un diplôme universitaire (80 %).

Ces résultats peuvent refléter des schémas de migration différents. L'OCDE définit, par exemple, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande comme étant des « pays de peuplement », où l'immigration fait partie du patrimoine du pays. De nombreux immigrants et immigrantes ont un degré de scolarité élevé, et la majorité est économiquement riche. Les systèmes d'éducation du Canada s'efforcent également d'intégrer les enfants de langues et de pays d'origine différents au moyen de programmes spéciaux et en mettant l'accent sur l'inclusion. Les systèmes d'éducation canadiens respectent généralement les droits des enfants en acceptant des élèves dont le statut migratoire est précaire, bien qu'en pratique il y ait des exclusions. Par ailleurs, selon l'OCDE, l'Autriche, la Belgique, la France et l'Allemagne sont des pays de destination de longue date, mais ils comptent davantage de migrantes et de migrants moins instruits. La Grèce, l'Italie et l'Espagne ont connu une forte immigration ces dernières années, notamment de personnes réfugiées et de demandeurs d'asile.

22 OCDE (2016a), page 243.

Figure 19 : Le statut de migrant des enfants influe beaucoup moins sur leurs compétences en lecture dans certains pays

Pourcentage de jeunes âgés de 15 ans n'ayant pas atteint le niveau de compétence 2 en lecture, par statut au regard de l'immigration (2015)



Remarque : Le graphique indique les pourcentages pour chaque groupe d'enfants par statut d'immigrant dans les pays où au moins 5 % des enfants sont nés à l'étranger. Les pays sont classés en fonction des écarts absolus entre les non-immigrants et les immigrants de première génération.

Source : PISA 2015.

UN ÉCART ENTRE LES SEXES DANS L'ÉDUCATION

Le rang du Canada :

13^e

Pays le mieux coté :


PORTUGAL

Il existe des différences dans les résultats scolaires entre les filles et les garçons dans tous les pays. Les écarts entre les sexes apparaissent dès les premières années²³ et ils ont tendance à persister, voire à se creuser, à différentes étapes de la scolarité²⁴. Ces écarts peuvent être différents pour différentes matières. Dans tous les pays, les filles obtiennent des résultats en lecture qui sont en moyenne supérieurs à ceux des garçons, et les inégalités entre les sexes deviennent plus marquées du primaire au secondaire (voir la Figure 20). Huit des dix pays où les inégalités entre les sexes sont les plus importantes en deuxième année du deuxième cycle du primaire (4^e année) sont également parmi les plus inégaux lorsque les enfants sont âgés de 15 ans.

Au Canada, l'écart entre les sexes dans les résultats en lecture passe de 2,2 % à 5,1 % en faveur des filles du primaire au secondaire. L'écart au secondaire fait que le Canada se classe au 13^e rang, une position médiane parmi les pays pairs légèrement supérieure à la moyenne qui est de 6,2 %. Les filles obtiennent de meilleurs résultats que les garçons dans toutes les provinces canadiennes (voir la Figure 14). Les filles obtiennent de meilleurs résultats en lecture que les garçons dans une proportion variant de 3,6 % à Terre-Neuve-et-Labrador à 7,3 % à l'Île-du-Prince-Édouard. L'Île-du-Prince-Édouard est la seule province où l'inégalité

Figure 20 : Les filles surpassent les garçons en lecture dans tous les pays

Pourcentage excédentaire de filles affichant de meilleurs résultats que les garçons en lecture en deuxième année du deuxième cycle du primaire (4^e année) et à l'âge de 15 ans (2015)

Pays	2 ^e année du 2 ^e cycle du primaire (4 ^e année) (PIRLS)	Écart entre les sexes à l'âge de 15 ans (PISA)	Classement relatif à l'écart entre les sexes
Irlande	2,1 %	2,3 %	1
Belgique	2,1 %	3,3 %	2
Italie	1,4 %	3,4 %	3
Portugal	(0,3 %)	3,4 %	4
États-Unis	1,5 %	4,1 %	5
Allemagne	2,1 %	4,2 %	6
Espagne	1,6 %	4,2 %	7
Autriche	1,1 %	4,3 %	8
Danemark	2,4 %	4,5 %	9
Royaume-Uni	2,7 %	4,5 %	10
Pays-Bas	1,9 %	4,8 %	11
Israël	2,5 %	4,9 %	12
Canada 	2,2 %	5,1 %	13
Hongrie	2,3 %	5,4 %	14
République tchèque	1,9 %	5,5 %	15
France	1,5 %	6,0 %	16
Pologne	3,2 %	6,0 %	17
Australie	4,0 %	6,5 %	18
Nouvelle-Zélande	4,2 %	6,5 %	19
Norvège	3,9 %	8,1 %	20
Slovaquie	1,7 %	8,2 %	21
Suède	2,8 %	8,2 %	22
Lituanie	3,8 %	8,6 %	23
Slovénie	3,5 %	8,9 %	24
Lettonie	3,1 %	9,0 %	25
Finlande	3,9 %	9,2 %	26
Malte	4,7 %	9,9 %	27
Bulgarie	2,9 %	11,5 %	28

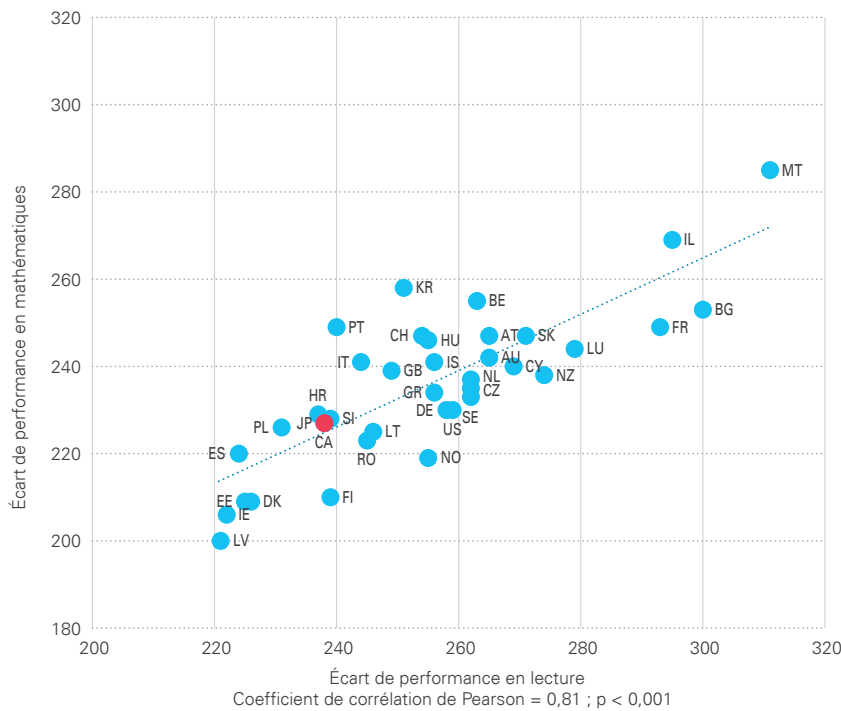
Remarque : Le tableau indique la mesure dans laquelle les filles ont obtenu de meilleurs résultats que les garçons aux évaluations de lecture dans les pays qui ont participé à la fois au PIRLS 2016 et à l'étude PISA 2015. Les deux enquêtes évaluent différentes compétences en lecture et ne sont donc pas directement comparables, mais l'écart semble avoir tendance à se creuser au fur et à mesure que les enfants grandissent. Le tableau indique la proportion dans laquelle les filles obtiennent de meilleurs résultats en lecture que les garçons dans chaque pays et à chaque étape, calculée en pourcentage * [(moyenne des filles – moyenne des garçons) / moyenne des garçons]. L'écart est exprimé en pourcentage basé sur la différence entre les deux résultats, divisée par le résultat des garçons. Par exemple, si le résultat moyen chez les filles était de 550 et que le résultat moyen chez les garçons était de 500, les filles obtiendraient un résultat 10 % supérieur à celui des garçons. Toutes les différences étaient statistiquement significatives ($p < 0,05$), à l'exception du Portugal en deuxième année du deuxième cycle du primaire (4^e année). L'ombrage indique les pays qui se situent dans le tiers inférieur (bleu clair), médian (bleu moyen) et supérieur (bleu foncé) du classement parmi les pays qui ont participé aux deux enquêtes. Les écarts entre les sexes pour les autres pays qui ont participé à l'étude PISA étaient les suivants : Japon (2,6 %); Mexique (3,8 %); Roumanie (4,1 %); Luxembourg (4,5 %); Suisse (5,3 %); Croatie (5,6 %); Turquie (6,7 %); Estonie (5,5 %); Grèce (8,3 %); République de Corée (8,1 %); Islande (9,0 %); Chypre (12,4 %).ot participate in PIRLS.

Source : PIRLS 2016 et PISA 2015.

23 Mensah, F. et Kiernan, K. (2010). Gender differences in educational attainment: influences of the family environment. *British Educational Research Journal*, 36(2), 239-260.

24 Bradbury, B., Corak, M., Waldfogel, J. et Washbrook, E. (2015). *Too Many Children Left Behind: The U.S. Achievement Gap in Comparative Perspective*. New York: Russell Sage Foundation.

Figure 21 : Inégalités globales en lecture et en mathématiques chez les élèves âgés de 15 ans (2015)



Remarque : Le graphique indique les écarts entre les enfants aux 10^e et 90^e percentiles en mathématiques et en lecture.

Source : PISA 2015.

entre les sexes est supérieure à la moyenne établie dans le Bilan Innocenti (étant donné le petit échantillonnage à l'Île-du-Prince-Édouard, nous ne pouvons pas vraiment nous fier à cette assertion).

Dans quelle mesure ces différences entre les sexes sont-elles uniques à la lecture?

- Dans la plupart des pays, les garçons ont tendance à obtenir de meilleurs résultats que les filles en mathématiques au secondaire. Ces différences ne sont toutefois significatives que dans à peine plus de la moitié des pays étudiés dans ce rapport. Au Canada, il n'y a pas d'écart entre les sexes en mathématiques.
- En ce qui concerne les sciences, les résultats sont plus mitigés. Dans certains pays, les garçons réussissent mieux que les filles, alors que dans d'autres pays, les filles réussissent mieux que les garçons. Il y a en moyenne dans tous les pays

un écart entre les sexes relativement faible de quelques points seulement en faveur des garçons au secondaire. C'est également le cas au Canada.

L'écart entre les sexes en lecture est important, car la lecture est une compétence fondamentale pour réussir dans de nombreuses autres matières. Au Canada, il existe un écart entre les sexes dans les taux d'obtention du diplôme d'études secondaires : seulement 84 % des garçons l'obtiennent comparativement à 91 % chez les filles²⁵. Dans la plupart des pays riches, les filles ont de plus tendance à davantage aspirer que les garçons à obtenir un diplôme universitaire, ce qui se traduit par un taux plus élevé de participation aux études supérieures chez les filles que chez les garçons²⁵. Diverses raisons ont été invoquées pour expliquer ces écarts, notamment l'intériorisation par les enfants des rôles et des normes sexospécifiques, le programme scolaire, le style d'enseignement,

En quoi les inégalités différent-elles en lecture et en mathématiques?

Ce rapport met l'accent sur les résultats en lecture, car la maîtrise de la lecture est une compétence nécessaire pour étudier de nombreuses autres matières à l'école et dans la vie. La situation aurait-elle été différente si nous nous étions concentrés sur les mathématiques? Lorsque nous comparons les résultats en lecture et en mathématiques, la tendance est similaire dans la plupart des pays, mais il existe dans certains pays des différences en matière d'égalité entre les matières (voir la Figure 21).

- Le Canada présente des degrés d'inégalité assez similaires en lecture (238 points) et en mathématiques (227 points).
- Les pays qui se situent au-dessus et à gauche de la ligne, comme la Corée et le Portugal, présentent des inégalités plus marquées en mathématiques qu'en lecture.
- Les pays qui se situent en-dessous et à droite de la ligne, comme la Finlande, la Lettonie et la Norvège, présentent des inégalités plus marquées en lecture qu'en mathématiques.

Les différences entre les sexes sont plus marquées en lecture qu'en mathématiques.

La relation entre la profession des parents et les mathématiques est similaire à celle entre la profession des parents et la lecture.

l'équilibre entre enseignantes et enseignants, et la ségrégation sur le marché du travail²⁶. Mais il est clair qu'il faut commencer très tôt à réduire l'écart entre les sexes.

25 OCDE (2017). Regards sur l'éducation 2017 : les indicateurs de l'OCDE. Paris : OCDE.

26 Hadjar, A., Krolak-Schwerdt, S., Priem, K. et Glock, S. (2014) Gender and educational achievement. Educational Research, 56(2), 117-125.

L'ÉCHO DE L'INÉGALITÉ : LES ATTENTES FUTURES

Le rang du Canada :

9^e

Pays le mieux coté :

RÉP. DE CORÉE

Dans les pays riches, les élèves ne sont pas sur un pied d'égalité lorsqu'ils approchent de la fin de la scolarité obligatoire et envisagent l'avenir.

À l'âge de 15 ans, lorsqu'on leur demande quel degré de scolarité ils s'attendent à terminer, de nombreux enfants ont des idées non seulement sur ce qu'ils espèrent faire plus tard, mais aussi sur ce à quoi ils pourraient raisonnablement s'attendre compte tenu de leur situation et de leurs progrès scolaires. Au Canada, près de 80 % des enfants disent s'attendre à terminer des études supérieures. Les attentes varient de moins de 20 % en Allemagne et aux Pays-Bas à un peu moins de 90 % en Corée.

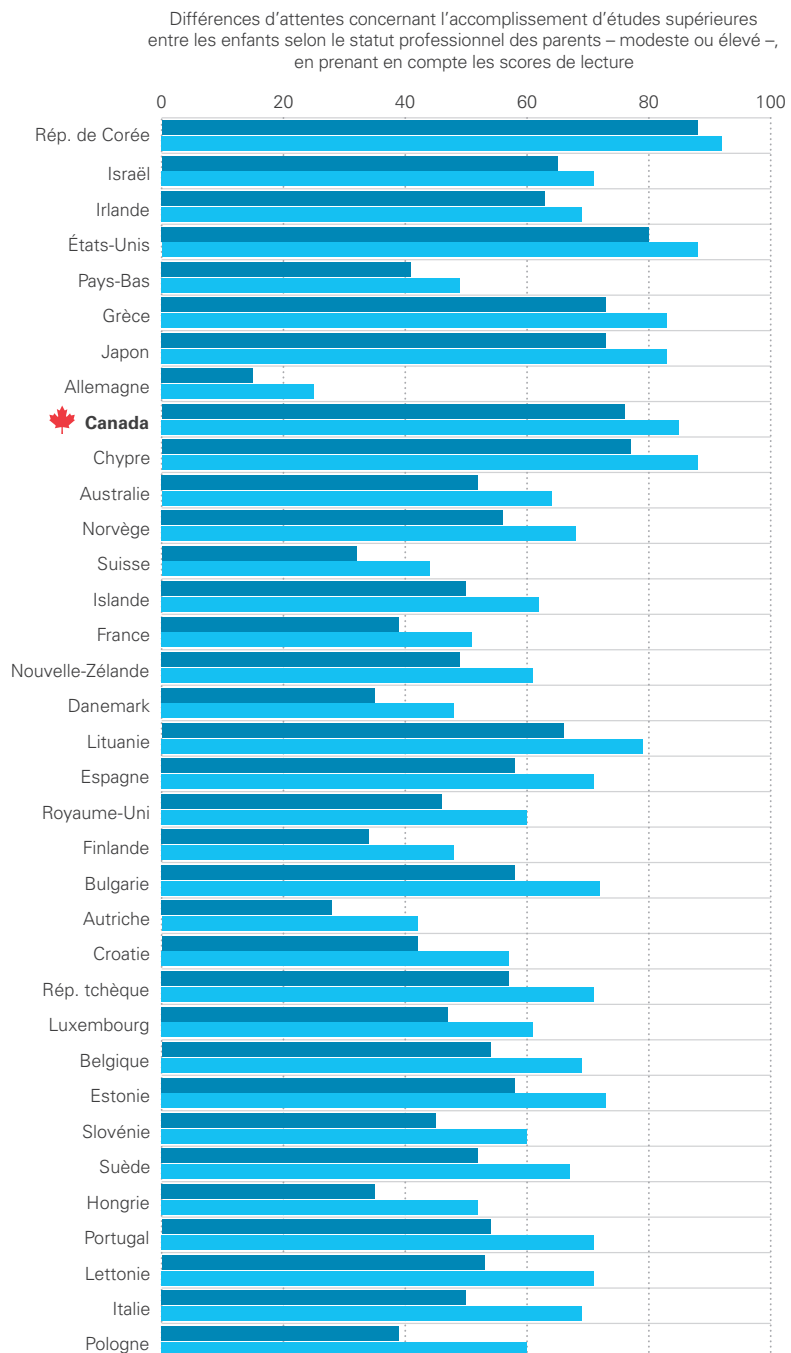
Les aspirations et les attentes sont façonnées par ce qui a précédé la fin des études secondaires, de même que par les nouveaux horizons que leur ouvrent la poursuite de leurs études et l'emploi. La richesse familiale influe sur les attentes, et le sexe continue d'exercer une influence. Bien que certains pays établissent le droit des jeunes à poursuivre leurs études, la législation canadienne en matière d'éducation ne le fait pas. Les politiques

Remarque : Les barres indiquent les aspirations à poursuivre et terminer des études supérieures chez les enfants de parents à faible revenu et à revenu élevé dans chaque pays, à partir d'un modèle de régression tenant compte des résultats en lecture. Les pays sont classés par ordre croissant en fonction de l'importance de la différence entre les deux groupes.

Source : PISA 2015.

Figure 22 : Dans certains pays, il y a peu de différences dans les aspirations des enfants à poursuivre leurs études malgré les différences de richesse lorsque leurs résultats en lecture sont similaires

Écart des attentes entre les enfants de parents à faible revenu et ceux de parents à revenu élevé qui ont les mêmes résultats en lecture (2015)



relatives à l'éducation postsecondaire qui ont une incidence sur les coûts et l'emplacement affectent les attentes. Certaines politiques visant à réduire les coûts et autres obstacles sont efficaces; mais d'autres peuvent en fait creuser les écarts dans les inégalités en matière d'éducation en avantageant celles et ceux qui sont déjà privilégiés.

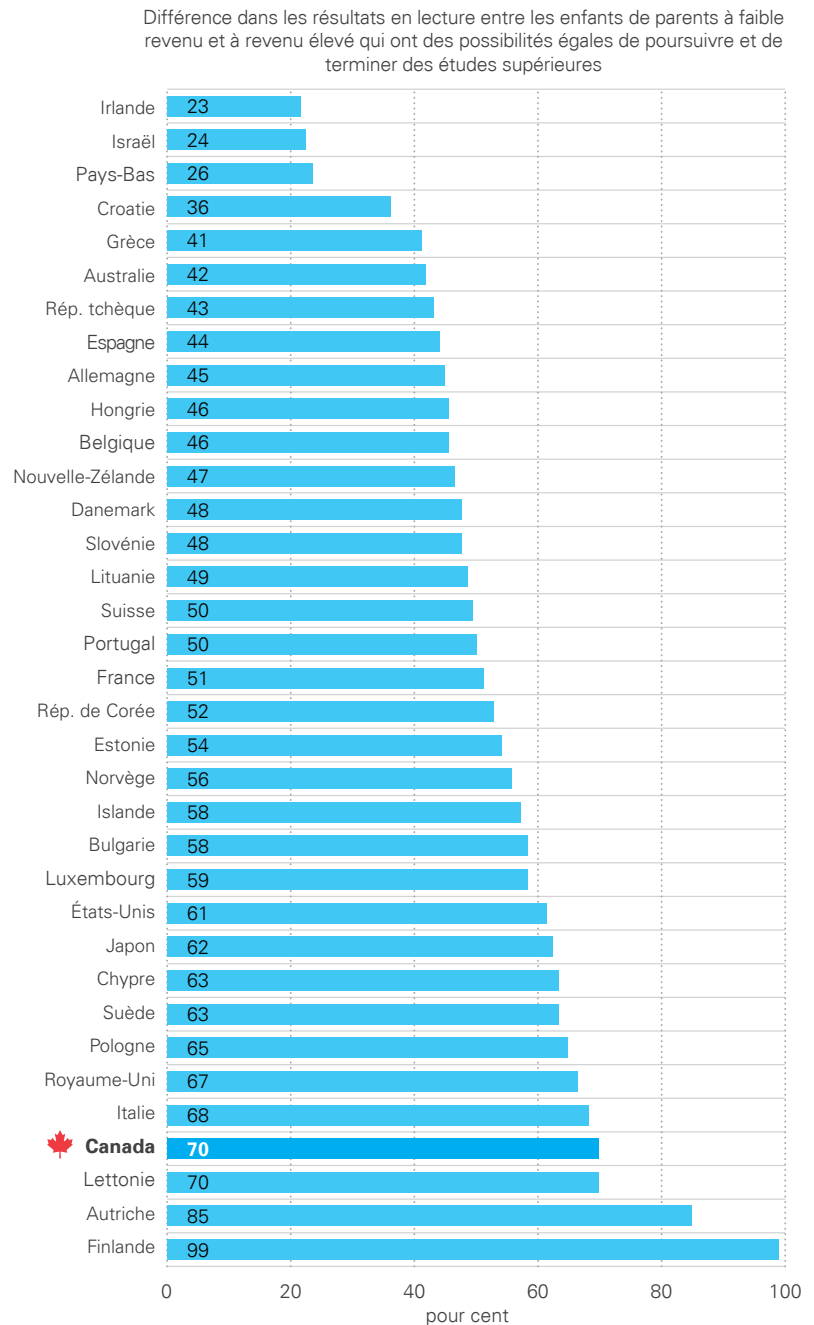
Dans quelle mesure les conditions familiales influent-elles sur les aspirations des enfants à poursuivre leurs études?

Outre le coût lié à la poursuite des études, les avantages qu'elles procurent pour obtenir un emploi et les autres caractéristiques concernant la façon dont l'enseignement est dispensé, les variations dans les aspirations des enfants à poursuivre des études sont enracinées dans les différences sociales et culturelles établies. La formation des aspirations commence très tôt dans la vie. Dans chaque pays, les enfants de parents à revenu élevé sont nettement plus susceptibles de s'attendre à suivre une forme quelconque d'études supérieures que les enfants de parents à faible revenu (voir la Figure 22). Mais l'influence des conditions familiales varie d'un pays à l'autre. Au Canada, la richesse familiale a moins d'influence que dans de nombreux pays pairs, mais elle en a une. En 2016, 60 % des élèves du postsecondaire venaient de 40 % des familles les plus riches. On peut s'y attendre dans une certaine mesure, car les enfants de parents qui ont un revenu plus élevé ont tendance à mieux réussir à l'école.

Mais ce n'est pas tout. Dans tous les pays, les enfants de parents à faible revenu sont moins susceptibles de dire qu'ils espèrent poursuivre et terminer leurs études, même s'ils obtiennent d'aussi bons résultats que leurs pairs dont les parents ont un revenu élevé. Le Canada se classe au 9^e rang sur

Figure 23 : Différence dans les résultats en lecture entre les enfants de différents niveaux de richesse familiale qui ont des aspirations similaires à poursuivre et terminer des études supérieures

Écart moyen des résultats en lecture entre les enfants de parents à faible revenu et à revenu élevé qui aspirent à poursuivre des études supérieures (2015)



Remarque : Les barres indiquent l'écart des résultats en lecture entre les enfants de parents à faible revenu et à revenu élevé qui aspirent à poursuivre des études supérieures, dans chaque pays.

Source : PISA 2015.

36 pays en ce qui concerne l'écart dans les attentes lié à la richesse familiale. Au Canada, 85 % des enfants de familles plus aisées s'attendent à poursuivre leurs études comparativement à 76 % des enfants de familles moins nanties, soit une différence d'environ 10 points de pourcentage. Cet écart varie de seulement 4 points de pourcentage en République de Corée jusqu'à 20 points de pourcentage en Pologne.

Au Canada, même les enfants de familles moins nanties et dont les résultats en lecture sont considérablement inférieurs aspirent davantage à suivre des études supérieures que leurs pairs dans la plupart des pays; le Canada se classe au 4^e rang

concernant l'influence que les différences dans les résultats en lecture ont sur les attentes (voir la Figure 23). Ceci est un autre indicateur que la richesse a moins d'influence sur les attentes au Canada que dans de nombreux pays pairs.

Les filles et les garçons ont des attentes différentes

En plus des attentes différentes relativement à la poursuite des études basées sur la situation familiale, les attentes des garçons et des filles sont elles aussi différentes. Dans 30 des 36 pays, les filles sont nettement plus susceptibles que les garçons d'aspirer à terminer des

études supérieures. Un écart entre les sexes est également constaté dans les inscriptions aux études supérieures, le taux au Canada étant de 69 % pour les garçons comparativement à 95 % chez les filles^{xvi}.

En termes relatifs, le Canada génère des attentes assez élevées et un grand nombre d'élèves inscrits à des études postsecondaires. Afin de réduire davantage les obstacles, les effets sur les possibilités équitables, les aspirations et les attentes des enfants que peuvent avoir les politiques au postsecondaire et les politiques scolaires, comme le regroupement d'aptitudes au sein de l'école, devraient être pris en compte.

IL EST TOUJOURS POSSIBLE DE FAIRE MIEUX

Chaque enfant a droit à une éducation qui non seulement le prépare pour l'avenir, mais l'aide à exercer ses droits à une santé physique et mentale optimale, à une protection contre la violence, à la participation et à la dignité. Chaque enfant a un droit égal d'avoir des possibilités de réaliser pleinement son potentiel. Chaque enfant devrait pouvoir rêver et réaliser ses rêves. Au Canada, le système d'éducation contribue beaucoup à ce que ces droits puissent être exercés. Il est possible de faire mieux, mais cela nécessitera des mesures à l'intérieur et à l'extérieur des systèmes d'éducation canadiens pour faire face aux menaces croissantes et saisir de grandes occasions. Comment pouvons-nous créer des possibilités d'apprentissage plus équitables tout en améliorant le bien-être de chaque enfant?

Alors que nous cherchions des réponses, nous avons examiné certaines étapes importantes du parcours des enfants du préscolaire à la fin de la scolarité obligatoire, ainsi que leurs aspirations en matière d'éducation. Les enquêtes internationales sur les résultats scolaires et les inégalités en matière d'éducation ne brossent pas un tableau complet de l'éducation, loin de là, mais elles indiquent où certains problèmes s'aggravent et où résident certaines solutions.

Au Canada, les enfants commencent leur scolarité avec un accès inégal à l'éducation préscolaire et des inégalités dans la préparation à l'apprentissage. Toutefois, malgré les inégalités de revenu modérément étendues et croissantes et le taux élevé de pauvreté des enfants au Canada, les inégalités dans les résultats scolaires sont comparativement plus faibles que dans de nombreux pays pairs, et cela vaut pour toutes les provinces

avec leur système d'éducation respectif. La richesse des parents a moins d'influence que dans de nombreux autres pays. Il existe un écart assez important et persistant entre les sexes en faveur des filles, mais la plupart des enfants migrants réussissent bien dans les écoles canadiennes. De nombreux enfants s'attendent à poursuivre leurs études après le secondaire.

Mais les moyennes nationales et provinciales masquent des inégalités flagrantes pour différents groupes d'enfants. Au Canada, un trop grand nombre d'enfants autochtones sont laissés pour compte. Les enfants de groupes ethniques de minorités visibles, les enfants et les jeunes pris en charge, les enfants handicapés, et les enfants qui portent le fardeau de la pauvreté et d'autres problèmes dans la vie ont eux aussi des droits égaux d'être inclus et encouragés à réaliser leur potentiel unique.

COMMENT ENGENDRER LES RÉSULTATS QU'IL EST POSSIBLE D'OBTENIR?

Il est possible de réduire les écarts en matière d'éducation au Canada. Nous devons poursuivre nos efforts en ne nous concentrant pas exclusivement sur la réussite et l'égalité dans quelques matières principales, mais aussi sur des résultats plus généraux en matière d'apprentissage et de bien-être. Réduire les écarts est plus que possible; c'est un objectif essentiel pour créer une société plus juste, plus durable et prospère. L'heure n'est toutefois pas à la complaisance, car des menaces pèsent sur le succès relatif des résultats scolaires et des caractéristiques essentielles des systèmes d'éducation publique du Canada qui doivent être protégés et promus. Il existe aussi de grandes possibilités d'être encore meilleurs.



DES MENACES CROISSANTES

LES INÉGALITÉS DE REVENU
LA STRATIFICATION SCOLAIRE
LA STRATIFICATION AU SECONDAIRE
L'ÉDUCATION PARALLÈLE



DE GRANDES POSSIBILITÉS

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DE REVENUS ET LA
PAUVRETÉ DES ENFANTS
GARANTIR UNE ÉDUCATION DE LA PETITE
ENFANCE ET DES SERVICES DE GARDE DE
QUALITÉ SUPÉRIEURE POUR TOUS LES ENFANTS
COMBLER LES ÉCARTS ENTRE LES ENFANTS
ÉLARGIR L'APPRENTISSAGE POUR L'AVENIR
RENDRE L'APPRENTISSAGE PLUS SÛR ET PLUS SAIN

DES MENACES CROISSANTES?

Nous n'avons pas de boule de cristal pour prédire l'avenir, mais il y a des signes de menaces potentielles au maintien et à l'amélioration de l'équité dans l'éducation sur lesquels nous pouvons nous pencher dès maintenant.

Les inégalités de revenu

Nous entendons beaucoup parler des inégalités de revenus actuellement, et la plupart des Canadiennes et des Canadiens s'en préoccupent. Pourquoi est-ce important pour l'éducation d'un enfant? Les inégalités de revenus vont au-delà de la pauvreté. Elles constituent un indicateur de la répartition équitable des possibilités au sein de la société; non seulement entre les revenus supérieurs et intermédiaires, mais aussi entre les revenus supérieurs et intermédiaires et les revenus intermédiaires et inférieurs. Les faits sont clairs : plus les inégalités de revenus sont élevées dans un pays, plus le taux de mobilité sociale est faible. Les inégalités de revenus créent un type de « rigidité » sociale. Avec une plus grande inégalité des revenus, les enfants de familles riches sont plus susceptibles de rester riches, les enfants de familles pauvres sont plus susceptibles de rester pauvres, et les enfants de familles de la classe moyenne sont tout aussi susceptibles de descendre ou de grimper dans l'échelle des revenus. Les inégalités de revenus sont actuellement modérées au Canada, et la mobilité sociale est nettement plus fluide que dans des pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. En revanche, la mobilité sociale au Canada est inférieure à celle observée en Norvège, en Finlande et au Danemark. Les inégalités de revenus au Canada semblent contribuer à nuire au bien-être des enfants et à favoriser d'importantes inégalités dans de nombreux aspects différents de leur vie, en particulier en matière de santé et de sécurité²⁷.

L'éducation a été désignée comme étant « le grand facteur égalisateur ». Il existe de bonnes preuves, y compris dans le présent Bilan Innocenti, que les systèmes

d'éducation du Canada, fondés sur les principes de qualité et d'équité, luttent contre les inégalités de revenus et leurs effets secondaires. Mais, si les inégalités de revenus continuent de croître, en quoi pourraient-elles éroder les effets égalisateurs

de l'éducation? L'augmentation des inégalités de revenus au cours des dernières années pourrait être la raison pour laquelle les progrès réalisés par le Canada pour réduire l'écart général dans les résultats scolaires semblent avoir stagné. Au Canada,

Si j'étais premier ministre...

Permettez-moi d'aller droit au but.

Nous vivons à une époque où les acceptations à l'université sont plus concurrentielles qu'on ne peut l'imaginer. Obtenir une moyenne générale de 90 % au cours des études secondaires peut signifier qu'un élève aura à peine 20 % de possibilités d'accéder aux meilleurs programmes de son choix dans les universités canadiennes.

J'ai remarqué que cela a créé un environnement ultra-concurrentiel, où les élèves peuvent passer un nombre incalculable d'heures à étudier et à stresser simplement pour augmenter leur moyenne de quelques points de pourcentage. Cela a contribué à une terrible épidémie de problèmes de santé mentale. Les conséquences sont terribles. J'ai vu de nombreuses personnes, y compris mes meilleurs amis, fondre en larmes et perdre des heures de sommeil, nuit après nuit. J'ai vu des personnes souffrir d'anxiété et avoir des pensées suicidaires en raison du stress que cela leur causait. Trop d'élèves sont touchés par cette situation pour qu'elle soit considérée comme un léger problème.

J'ai donc cofondé une organisation afin de résoudre ce problème. Au cours des six premiers mois, nous avons reçu des fonds et organisé des ateliers où nous avons présenté aux élèves des stratégies appropriées pour faire face au stress scolaire, et les avons mis en contact avec des conférencières, des conférenciers et des spécialistes en santé mentale de notre communauté. Je crois sincèrement que, si des personnes passionnées et motivées se rassemblent, nous pouvons résoudre la crise du bien-être mental chez les élèves.

Yash, âgé de 17 ans, Ontario

UNICEF Canada invite les jeunes à rédiger des lettres « Si j'étais premier ministre » pour faire part de leurs expériences et proposer des solutions dans le cadre de l'initiative Une jeunesse.

27 Voir les Bilans Innocenti 13 et 14 de l'UNICEF au www.unicef.ca.

la richesse des parents explique près de la moitié des écarts dans les résultats scolaires au secondaire. Elle influence aussi les aspirations et la participation à des études supérieures. Si les inégalités de revenus continuent d'être plus marquées au Canada, l'influence de la richesse pourrait augmenter, de même que les écarts en matière d'éducation. Les inégalités de revenus peuvent amplifier les inégalités en matière d'éducation en augmentant la ségrégation scolaire au fur et à mesure que les quartiers sont de plus en plus divisés en fonction de la richesse, et en élargissant le déficit d'investissement privé dans l'éducation.

Les inégalités croissantes de revenus semblent également nuire aux enfants qui se trouvent au sommet de l'écart en matière d'éducation. De nouvelles preuves indiquent qu'elles contribuent à la crainte des familles à revenu intermédiaire de voir leur situation économique reculer^{xvii}. Les inégalités de revenus semblent favoriser une société plus concurrentielle voulant « que le meilleur gagne ». Non seulement cela élargit l'écart en matière de possibilités pour les groupes à faible revenu en réduisant leurs aspirations, mais la crainte de reculer dans l'échelle des revenus chez les familles de la classe moyenne peut entraîner une course intense et stressante afin d'obtenir des diplômes d'études pour se démarquer de la foule^{xviii}. C'est peut-être la raison pour laquelle nous observons une augmentation de la « culture concertée » chez les enfants au Canada, par exemple en inscrivant les enfants à énormément d'activités et programmes de tutorat parascolaires; en faisant pression sur les enfants pour qu'ils se concentrent plus étroitement sur leurs études et rivalisent entre eux pour obtenir une place dans les programmes d'éducation avancés; et en limitant le temps et l'espace consacrés au jeu libre et à la prise de risques qui sont essentiels à l'apprentissage et au développement.

La stratification scolaire

Au Canada, la croissance de la polarisation économique entre les quartiers pourrait favoriser une plus importante ségrégation

scolaire, divisant les enfants dans les écoles en fonction de la richesse. La polarisation est l'effet géographique faisant que les classes économiques deviennent moins diversifiées dans les quartiers, lesquels présentent des concentrations de plus en plus importantes de familles à revenu élevé ou de familles à faible revenu. Les inégalités de revenus sont un facteur essentiel de la polarisation. Au Canada, les zones urbaines étaient historiquement caractérisées par des taux de polarisation relativement faibles. Les écoles étaient par conséquent très diversifiées en matière de revenus, d'origines ethniques, de religions et d'autres facteurs démographiques. L'éducation publique a également permis de recueillir et de distribuer des fonds dans les écoles afin de créer un effet plus égalisateur que dans de nombreux pays.


Si les inégalités de revenus et la polarisation des quartiers continuent d'augmenter, cela pourrait entraîner une stratification accrue de la scolarisation des enfants au sein des écoles et entre elles, ce qui pourrait amplifier les inégalités en matière d'éducation. Cela est important, car, comme le montre le Bilan Innocenti, la concentration des élèves les moins performants et les plus performants dans des écoles différentes contribue, entre autres effets négatifs sur le bien-être des enfants, à abaisser les résultats généraux et à accroître les inégalités en matière d'éducation.

Outre les différences en matière de revenus entre les quartiers et la ségrégation qui en découle dans les écoles locales, les inégalités croissantes de revenus peuvent engendrer une demande accrue pour d'autres formes de ségrégation.

Les inégalités de revenus sont associées à des écarts plus marqués dans les investissements financiers des parents pour leurs enfants. Si les inégalités de revenus augmentent, un déficit plus important de financement privé peut également élargir les écarts en matière

d'éducation entre les enfants et entre les écoles. La collecte de fonds est une norme dans de nombreuses écoles canadiennes financées par des fonds publics. En 2018 en Ontario, 99 % des écoles primaires et 87 % des écoles secondaires ont déclaré avoir recueilli des fonds pour divers programmes^{xix}. La collecte de fonds privés pour les écoles pourrait accroître la ségrégation scolaire en accordant davantage de possibilités d'enrichissement dans les écoles des quartiers plus riches où un plus grand nombre d'enfants de familles nanties sont regroupés. La collecte de fonds finance souvent l'apprentissage précoce, l'amélioration de la technologie, les programmes d'enrichissement en art et les activités parascolaires. Mais, la collecte de fonds étant liée au revenu familial, les élèves qui fréquentent les écoles qui recueillent le plus de fonds sont donc aussi plus susceptibles de venir de familles plus riches. Une étude menée par People for Education a révélé que les écoles primaires en Ontario où les taux de pauvreté familiale sont plus faibles recueillent deux fois plus de fonds privés que les écoles où les taux de pauvreté sont plus élevés^{xx}. Les écoles comptant parmi les 10 % des établissements les plus favorisés en fonction du revenu familial ont recueilli 37 fois plus de fonds que les écoles comptant parmi les 10 % des établissements les moins favorisés. En 2018, la différence par élève était en moyenne de 27 \$ dans les écoles au taux de pauvreté des enfants le plus élevé comparativement à 44 \$ dans les écoles au taux de pauvreté le moins élevé. L'étude a révélé que le déficit de fonds privés semble s'accroître malgré l'instauration en 2012 de lignes directrices provinciales relatives à la collecte de fonds. Les élèves dans les écoles où la pauvreté des enfants est plus concentrée ont par conséquent tendance à commencer leur scolarité avec un écart en matière de compétences; leurs écoles sont moins en mesure d'offrir des programmes d'enrichissement pour réduire cet écart; et les familles peuvent ne pas être en mesure

Figure 24 : Principales caractéristiques des systèmes scolaires qui peuvent influencer sur l'égalité en matière d'éducation (2012 et 2015)

	Taux de couverture de l'étude PISA (a)	Première sélection dans le système d'éducation	Nombre de types d'écoles ou de programmes offerts aux élèves âgés de 15 ans	Regroupement (répartition) des aptitudes à même l'école (b)	Taux de redoublement (c)	Inscriptions en école privée (d)
Pays	%	Âge des élèves	N	% de jeunes âgés de 15 ans	%	%
Australie	90,6	16	1	88,1	7,1	43,7
Autriche	83,4	10	4	16,4	15,2	12,6
Belgique	92,9	12	4	28,4	34,0	w
Bulgarie	80,6	15 (e)	3	26,3	4,8	1,2
Canada 	83,5	16	1	86,8	5,7	9,7
Chili	79,8	16	3	27,1	24,6	63,1
Croatie	90,8	14	1	22,9	1,6	2,3
Chypre	94,9	15	2	27,0	4,7	16,0
République tchèque	93,5	11	6	28,9	4,8	8,2
Danemark	89,0	16	1	25,2	3,4	23,2
Estonie	92,8	16	1	38,1	4,0	4,2
Finlande	97,3	16	1	53,2	3,0	4,5
France	91,0	15	3	24,3	22,1	21,0
Allemagne	96,1	10	4	30,0	18,1	7,3
Grèce	91,1	15	2	11,6	5,0	4,9
Hongrie	89,6	11	3	35,1	9,5	18,0
Islande	93,3	16	1	22,6	1,1	0,6
Irlande	96,5	15	4	95,9	7,2	57,3
Israël	93,7	15	2	97,8	9,0	m
Italie	80,3	14	4	13,1	15,1	4,1
Japon	94,7	15	2	53,6	0,0	31,8
République de Corée	91,7	15	3	57,8	4,7	34,7
Lettonie	88,8	16	5	18,7	5,0	2,0
Lituanie	90,2	m	5	51,0	2,5	2,3
Luxembourg	87,6	13	4	71,8	30,9	15,6
Malte	97,7	15	3	75,5	7,0	41,8
Mexique	61,7	15	3	46,9	15,8	12,5
Pays-Bas	95,1	12	7	70,8	20,1	60,1
Nouvelle-Zélande	90,2	16	1	89,9	4,9	6,6
Norvège	91,3	16	1	15,7	0,0	1,9
Pologne	90,9	16	1	38,0	5,3	3,5
Portugal	87,6	15	3	11,6	31,2	5,5
Roumanie	m	16	2	46,2	5,9	1,1
République slovaque	89,2	11	5	34,6	6,5	11,6
Slovénie	92,8	14	3	34,7	1,9	2,6
Espagne	90,9	16	1	40,3	31,3	31,3
Suède	93,6	16	1	21,4	4,0	17,9
Suisse	96,2	12	4	62,3	20,0	6,1
Turquie	69,9	11	3	30,5	10,9	4,8
Royaume-Uni	84,0	16	1	99,8	2,8	55,8
États-Unis	83,5	16	1	82,6	11,0	7,7

Remarque :

(a) Ces nombres représentent le taux de couverture de la participation à l'étude PISA à l'âge de 15 ans.

(b) Pourcentage d'élèves âgés de 15 ans dans les écoles qui procèdent au regroupement des aptitudes pour certaines matières ou pour toutes.

(c) Pourcentage d'élèves qui ont redoublé au moins une fois au primaire ou au secondaire.

(d) Basé sur la définition de l'OCDE : « les établissements d'enseignement privé sont ceux dont la gestion relève d'instances non gouvernementales, telles que des associations confessionnelles, des syndicats ou toute autre entité privée ».

(e) L'âge d'entrée dans certaines écoles professionnelles est de 14 ans.

Sources :

Inscriptions en école privée : OCDE (2016). Résultats du PISA 2015 (Volume II) : Politiques et pratiques pour des établissements performants

Inscriptions d'élèves âgés de 15 ans : OCDE (2016). Résultats du PISA 2015 (Volume I) : L'excellence et l'équité dans l'éducation

Taux de redoublement, orientation du programme : OCDE (2016), basé sur les données autodéclarées par les élèves

Regroupement des aptitudes : résultats basés sur les rapports des directrices et directeurs d'école lors de la collecte de données de l'étude PISA 2015 (OCDE)

Âge lors de la première sélection dans le système d'éducation et nombre de programmes d'éducation : OCDE (2013).

Résultats du PISA 2012 : Les clés de la réussite des établissements d'enseignement? Tableau IV.2.5

de leur donner ces possibilités en dehors de l'école. Les formules de financement des écoles peuvent constituer un antidote aux différences entre les écoles et à même les établissements scolaires pour répondre aux différents besoins et relever les différents défis locaux.

Dans certaines circonstances, l'école privée peut contribuer à la ségrégation et aux inégalités en matière d'éducation. L'équilibre entre les écoles publiques et les établissements privés varie considérablement dans les pays riches. La Constitution du Canada, de même que toutes les provinces et tous les territoires permettent l'établissement d'écoles privées ou indépendantes. Au Canada près d'une école sur dix est privée (voir la Figure 24), mais le taux varie considérablement d'une province à l'autre, tout comme la subvention de fonds publics aux écoles privées et les critères auxquels elles doivent satisfaire, comme le plafonnement des droits de scolarité. Les écoles indépendantes peuvent renoncer aux subventions et exiger des droits de scolarité et (ou) autres frais beaucoup plus élevés. Toutefois, les écoles privées n'imposent pas toutes des droits de scolarité et ne sélectionnent pas toutes leurs élèves en fonction de la richesse de leurs parents. Ainsi, aux échelles nationales et dans certaines provinces, il existe peu de relation apparente entre la proportion d'écoles privées et les niveaux de réussite scolaire et d'égalité. Les effets sont cependant visibles à l'échelle du quartier. Une augmentation de l'enseignement privé pourrait inciter les écoles publiques à élargir le choix d'écoles et à créer des établissements « attrayants ». L'augmentation de la ségrégation dans des écoles de tous types peut renforcer les inégalités sociales, en particulier si les enfants sont regroupés en fonction de la richesse familiale. Si l'une ou l'autre forme de ségrégation en fonction de la richesse augmentait, moins d'enfants auraient la possibilité de réussir à l'école.

La stratification au secondaire

De nombreux enfants canadiens font des études supérieures. L'équité dans les études supérieures est une combinaison de nombreux facteurs liés à la richesse familiale, au sexe, aux caractéristiques de la scolarité obligatoire et de l'éducation postsecondaire et, au-delà, au marché du travail. Depuis l'après-guerre au Canada, le système d'éducation postsecondaire a été relativement ouvert et accessible. L'accent mis sur l'égalité des possibilités d'éducation postsecondaire, qui s'appuie sur le rôle égalisateur de la scolarité obligatoire, a eu pour résultat un niveau relativement élevé de mobilité sociale. En revanche, dans trois des pays où les taux de mobilité sociale sont les plus faibles parmi les pays riches, à savoir les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, l'éducation postsecondaire est extrêmement stratifiée en raison de l'existence d'écoles exclusives. Des établissements d'éducation postsecondaire hautement sélectifs peuvent faire que la richesse et les avantages se reproduisent dans les sociétés où les inégalités de revenus sont importantes.

Il existe au Canada des signes d'une menace émergente pour l'équité dans l'éducation postsecondaire et les possibilités d'avenir. Les coûts au postsecondaire augmentent, et des écoles spécialisées émergent qui imposent des droits de scolarité beaucoup plus élevés. Cela est lié à la demande accrue de diplômés dans un marché du travail en évolution. Au cours des deux dernières décennies, les droits de scolarité pour des études de premier cycle ont augmenté en termes réels dans la plupart des provinces, les enfants et leur famille contribuant davantage aux coûts alors que les gouvernements réduisent les contributions qui ont permis dans le passé d'améliorer les possibilités en matière d'équité. Compte tenu de la concurrence pour l'obtention de diplômes, la stratification est davantage motivée par la tarification (les droits de scolarité) des études postsecondaires. Au Canada, par

exemple, les droits de scolarité pour des diplômes professionnels ont augmenté en moyenne de 22 297 \$ (médecine dentaire), de 14 444 \$ (médecine) et de 13 642 \$ (droit). Bien que ces programmes représentent une population étudiante universitaire minoritaire, les droits de scolarité ont également augmenté dans des programmes d'études supérieures plus généraux. En 2017-2018, la moyenne pancanadienne pour une maîtrise en administration des affaires (M.B.A.) était de 29 293 \$, avec des variations importantes allant de 2 378 \$ à Terre-Neuve-et-Labrador à 41 924 \$ en Ontario. Bien que des niveaux d'admission plus élevés réduisent de plus en plus l'accès des élèves à des programmes prestigieux, la capacité de payer fait que de plus en plus d'élèves même parmi les plus ambitieux sont mis à l'écart. Ces tendances pourraient contribuer à de plus grandes inégalités en matière d'éducation et de revenu.

Une plus grande stratification dans l'éducation postsecondaire peut avoir des retombées sur l'éducation primaire et secondaire, et de plus en plus sur les possibilités d'éducation préscolaire. Les familles riches à une extrémité de l'écart cherchent de façon compétitive à obtenir des avantages et des diplômes qui les distinguent. À l'autre extrémité, le fait de mettre l'éducation supérieure de plus en plus hors de la portée des élèves peut non seulement réduire leurs attentes, mais aussi nuire à l'obtention du diplôme d'études secondaires. Cette tendance est plus évidente aux États-Unis, où les diplômés d'études supérieures sont hors de la portée de nombreuses personnes et où le fait d'avoir un degré de formation inférieur n'est pas perçu comme un investissement nécessaire, car cela ne contribue pas à la mobilité sociale^{xxi}.

L'éducation parallèle

L'essor de l'éducation parallèle au cours des deux dernières décennies, une éducation complémentaire financée et dispensée par le secteur privé, comme des programmes de tutorat, coïncide avec l'augmentation du nombre d'écoles privées. Cela semble attribuable à la concurrence en matière d'éducation générée par les inégalités croissantes des revenus^{xxii}. Dans les pays où les inégalités de revenus sont plus marquées, les taux d'éducation complémentaire privée ont tendance à être inférieurs (de 5 à 9 % en Suède, en Norvège, en Finlande et au Danemark) comparativement à des taux supérieurs dans des pays où les inégalités de revenus sont plus marquées, comme le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni (de 17 à 18 %)^{xxiii}. Dans l'ensemble, les parents semblent davantage motivés

par la recherche d'un avantage que par une insatisfaction à l'égard de l'éducation publique. Cela constitue pour beaucoup d'entre eux une option abordable visant à améliorer l'esprit de concurrence chez leurs enfants plutôt que de payer pour une école publique. L'éducation complémentaire privée peut être une forme de « culture concertée » des enfants qui s'étend également à d'autres types d'activités parascolaires. Le tutorat privé lui-même est stratifié dans un éventail de programmes et de coûts, et attire des familles à revenu élevé et à revenu intermédiaire. Au Canada, la principale clientèle des programmes privés de tutorat sont des élèves qui obtiennent déjà de bons résultats. Vu le manque de preuves que le tutorat améliore les résultats scolaires, il pourrait donc ne pas avoir encore d'effet sur l'inégalité

en matière d'éducation. Passer plus de temps à apprendre ne donne pas toujours de meilleurs résultats. Les familles à revenu intermédiaire et à revenu élevé contribuent toutefois collectivement à la croissance massive de ce secteur d'activité d'un milliard de dollars. Il sera important de surveiller si l'éducation parallèle aura de profondes répercussions en creusant l'écart entre les enfants de familles à faible revenu et à revenu élevé et menacera l'objectif visant à atteindre l'équité sociale et l'équité en matière d'éducation. De plus, étant donné que près d'un enfant sur cinq au Canada suit des cours particuliers, il pourrait y avoir des coûts d'opportunité dans d'autres activités susceptibles de favoriser l'apprentissage et le développement des enfants^{xxiv}.

DE GRANDES POSSIBILITÉS!

Les politiques sociales, économiques et scolaires peuvent contribuer de façon importante à affaiblir l'influence de la pauvreté et des inégalités sur les résultats scolaires. Des initiatives sont en cours, et il existe des mesures que nous pouvons prendre afin de stimuler ce qui est efficace pour promouvoir l'égalité, contrer les menaces croissantes, créer des possibilités bien équilibrées, et améliorer le bien-être chez les enfants et les jeunes.

Réduire les inégalités de revenus et la pauvreté des enfants

L'établissement d'objectifs plus ambitieux visant à diminuer la pauvreté des enfants et à limiter les inégalités de revenus permettra de réduire les inégalités chez les enfants, y compris l'écart dès le départ en matière d'éducation au Canada. Plus de 1,2 million d'enfants vivent dans la pauvreté, et le taux de pauvreté des enfants est le plus élevé chez ceux âgés de 0 à 5 ans, soit au cours des années les plus formatrices. L'Allocation canadienne pour enfants et les plans provinciaux et territoriaux de réduction de la pauvreté semblent atténuer la pauvreté des

enfants. Tous les paliers gouvernementaux devraient se fixer comme objectif de réduire la pauvreté des enfants d'au moins 50 % d'ici 2020 et de 60 % d'ici 2030 en augmentant les prestations de revenu axées sur l'enfant protégées par la législation. Les enfants comptant parmi les groupes les plus pauvres au Canada, UNICEF Canada croit que nous pouvons réduire la pauvreté des enfants de 60 % d'ici 2030, au moyen d'un « dividende de dignité »²⁸ visant à accroître le revenu des familles les plus pauvres qui ont des enfants. La mise en œuvre d'une stratégie nationale du logement fondée sur les droits de l'homme, assortie d'investissements

équitable dans les communautés autochtones, constitue également une étape cruciale pour permettre d'égaliser l'apprentissage et le développement des enfants en garantissant l'accès à un logement adéquat. Au Canada, aucun enfant ne devrait être sans-abri d'ici 2030.

Garantir une éducation de la petite enfance et des services de garde de qualité supérieure pour tous les enfants

Pour réduire progressivement les inégalités en matière d'éducation et lutter contre les inégalités de revenus, tous les enfants au Canada devraient pouvoir avoir accès à une éducation et à des centres de la petite

28 Consulter le https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/reports/docs/Le_Budget_fédéral_alternatif2018.pdf

enfance, y compris les enfants handicapés et ceux qui ont des besoins spéciaux, sans égard à l'emploi, au statut d'immigrants ou au revenu de leurs parents. Les enfants autochtones ont le droit d'avoir un accès égal à des services adaptés à leur culture. Lorsque les enfants de certaines familles bénéficient d'une éducation préscolaire que d'autres ne peuvent pas se permettre, les inégalités augmentent. L'écart du Canada en matière d'apprentissage préscolaire semble expliquer l'écart important en lecture dans les écoles primaires canadiennes.

Une étude publiée dans *The Lancet* en 2016 indique que les pays qui n'investissent pas dans l'éducation et le développement du jeune enfant dépensent beaucoup plus pour l'éducation et la santé qu'ils ne le devraient. Si davantage d'enfants entraient à l'école en étant disposés à apprendre, les investissements dans l'éducation publique pourraient être réorientés vers des possibilités d'apprentissage plus positives pour toutes et tous plutôt que dans la gestion des inégalités. Il est plus coûteux d'intervenir une fois que les effets de l'adversité précoce ont commencé à s'enraciner. Un accès accru à l'éducation préscolaire au Canada contribuerait de plus à sortir de la pauvreté les familles qui ont de jeunes enfants.

Le Cadre multilatéral pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants repose sur les bases d'un apprentissage de la petite enfance de qualité supérieure, mais il est urgent d'y inclure les populations inuites, métis et des Premières Nations. Pour combler l'écart en matière de développement entre les enfants au début de leur scolarité, les gouvernements du Canada devraient se joindre à leurs pairs afin d'offrir des services universels d'éducation et de garde de la petite enfance subventionnés par un financement durable d'au moins 1 % du PIB ou de 6 % de leur budget d'ici 2030. Chaque province et chaque territoire devraient offrir la maternelle à temps plein pour

tous les enfants âgés de 4 et de 5 ans. Tous les enfants âgés de moins de 5 ans devraient avoir accès à des programmes d'apprentissage et de garde de la petite enfance de qualité supérieure.

Comblent les écarts entre les enfants

Certains groupes d'enfants sont disproportionnellement laissés pour compte du préscolaire aux études supérieures. Il a été difficile de faire des progrès pour combler l'écart général dans les résultats scolaires (mesuré dans le cadre d'enquêtes internationales), mais des progrès ont été réalisés pour certains groupes d'enfants. Le ministère de l'Éducation de l'Ontario, par exemple, a adopté l'objectif audacieux de rendre son système d'éducation le plus équitable du monde, et il réduit les écarts dans les résultats entre les sexes et chez les enfants qui ont des besoins spéciaux. Comblent les écarts est un défi assorti de nombreuses solutions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des écoles.

Garantir le droit de tous les enfants inuits, métis et des Premières Nations à des possibilités d'éducation équitables ne pourra qu'améliorer la situation au Canada. Les enfants autochtones représentent le groupe démographique à la plus forte croissance. D'ici 2030, il est possible que près d'un enfant sur dix au Canada soit autochtone. La Commission de vérité et de réconciliation de 2015 demande au Canada d'élaborer conjointement des stratégies visant à éliminer les écarts en matière d'éducation. La mise en place d'un nouveau cadre pour une éducation de qualité supérieure adaptée à la culture et assortie de fonds équitables, et la mise en œuvre du Plan de Spirit Bear proposé par la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada sont une priorité absolue²⁹. Chaque école au Canada devrait de plus être un lieu où tous les enfants peuvent apprendre à respecter les cultures et les peuples autochtones.

L'éducation au Canada – Horizon 2020

L'éducation au Canada – Horizon 2020 est le cadre mis au point par les ministres de l'Éducation provinciaux et territoriaux afin de résoudre les problèmes urgents en matière d'éducation :

PILIER N° 1 :

apprentissage et développement de la petite enfance

Tous les enfants doivent avoir accès à une éducation préscolaire de haute qualité afin de veiller à ce qu'ils soient disposés à apprendre dès leur entrée à l'école.

PILIER N° 2 :

systèmes scolaires du primaire au secondaire

Tous les enfants inscrits dans nos systèmes scolaires du primaire au secondaire méritent un enseignement et des possibilités d'apprentissage inclusifs leur permettant d'acquérir des compétences de calibre mondial en littérature, en numératie et en sciences.

PILIER N° 3 :

enseignement postsecondaire

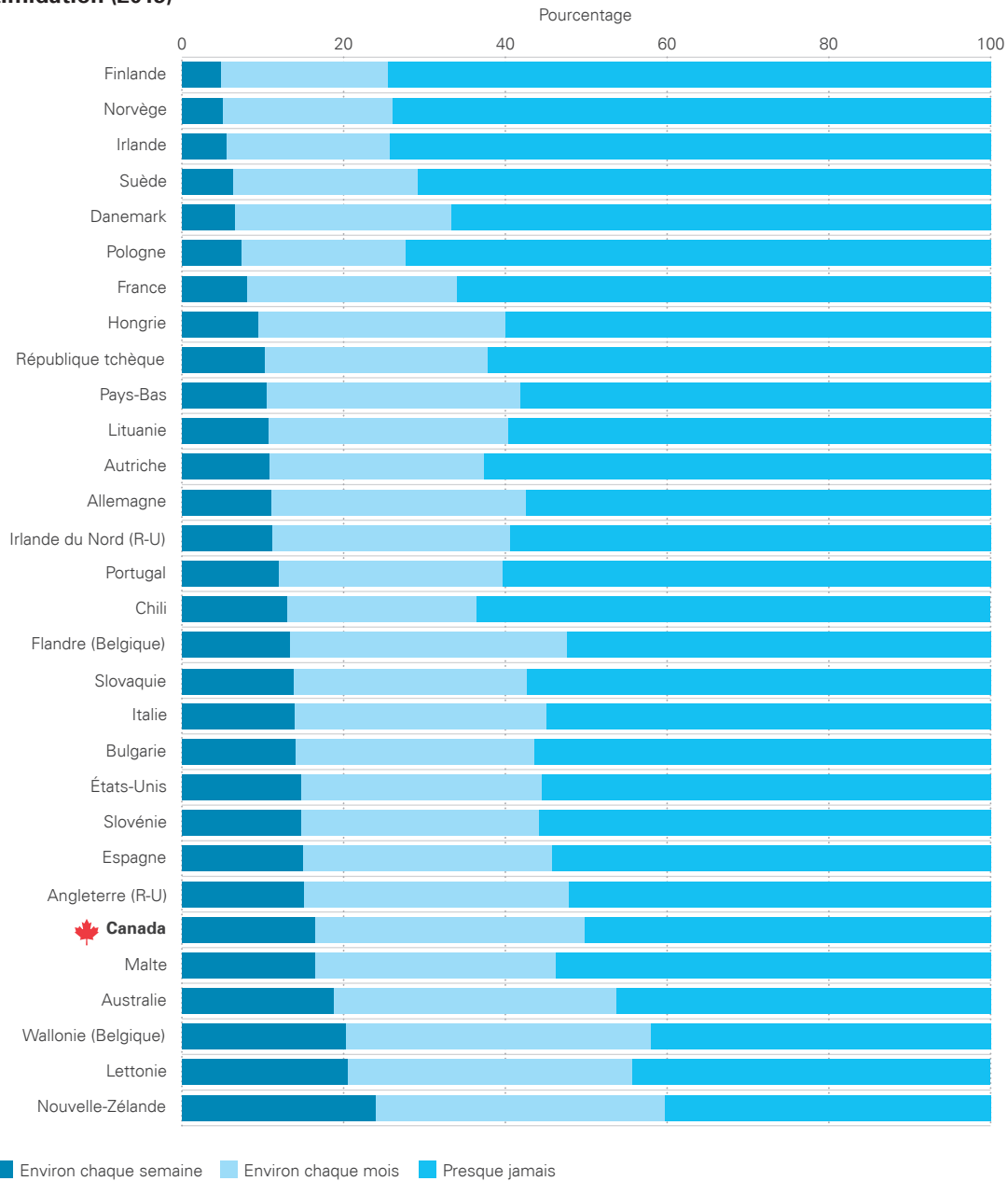
Le Canada doit accroître le nombre d'étudiantes et d'étudiants qui suivent des études postsecondaires grâce au renforcement de la qualité et de l'accessibilité de l'enseignement postsecondaire.

Qui suis-je? L'éducation autochtone commence par la culture

Comment comprenons-nous ces résultats à l'ère de la réconciliation, avec des visions autochtones distinctes du concept et du but de l'apprentissage et de l'éducation, et avec le besoin de services basés sur la culture pour obtenir des résultats équitables?

29 Consulter le <https://fncaringsociety.com/spirit-bear-plan>

Figure 25 : Pourcentage d'élèves de la deuxième année du deuxième cycle du primaire (4^e année) déclarant avoir été l'objet d'intimidation (2015)



Remarque : Il n'y a aucune donnée pour Israël.

Cette année, à quelle fréquence d'autres élèves de votre école vous ont-ils fait l'une ou l'autre des choses suivantes, y compris par messagerie texte ou sur Internet? : « se sont moqués de moi ou m'ont insulté », « m'ont tenu à l'écart de leurs jeux ou activités », « ont répandu des mensonges à propos de moi », « m'ont volé quelque chose », « m'ont frappé ou fait du mal », « m'ont fait faire des choses que je ne voulais pas faire », « ont divulgué des renseignements embarrassants à propos de moi », « m'ont menacé ».

Source : PIRLS 2016.

Afin de permettre de combler les écarts entre les sexes, certaines et certains spécialistes suggèrent qu'il est nécessaire de mieux comprendre comment les filles et les garçons réagissent aux différents types de programmes, d'enseignement et d'évaluation. Les enfants d'identité et d'expression sexuelles diverses ne sont pas toujours pleinement inclus dans les écoles en raison de l'intimidation et de la discrimination. Certains groupes d'enfants de minorités visibles sont plus susceptibles d'être suspendus ou expulsés pour des effractions. Les enfants handicapés subissent également certaines formes d'exclusion, en particulier lorsque le soutien pédagogique spécialisé est distribué dans les écoles de façon inégale. Certains enfants font face à de nombreux types de discrimination ou de désavantages dans

leur vie, ce qui nécessite des programmes de soutien intégrés et coordonnés entre les écoles et les communautés afin de surmonter les obstacles multiples à l'apprentissage, y compris le mentorat, la sécurité alimentaire et le logement.

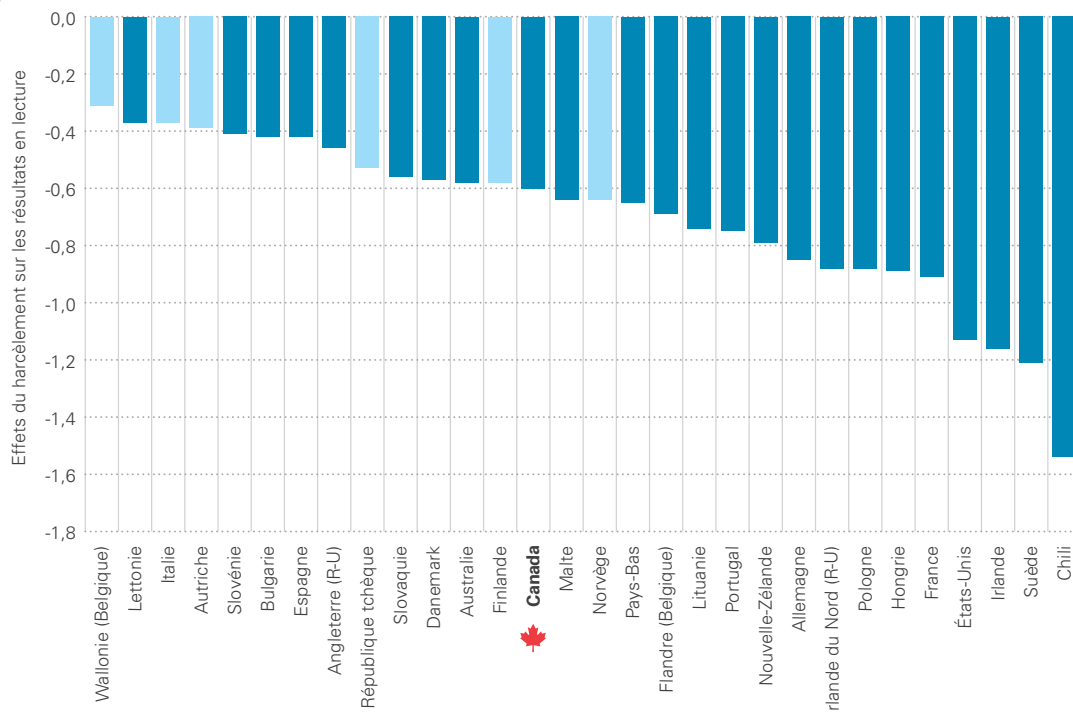
Les écarts dans les résultats scolaires sont engendrés à l'intérieur et à l'extérieur des écoles. Au Canada, les systèmes d'éducation repèrent et s'emploient à combler les écarts de nombreuses manières, certains au moyen de plans d'action explicites pour l'équité élaborés en collaboration avec les enfants et leur communauté. Un financement plus ciblé pour les écoles qui affichent de l'importants écarts à l'intérieur même de l'établissement et pour les écoles qui ont des résultats moyens inférieurs

pourrait contribuer à accroître l'équité. Au Canada, étant donné que la variation des résultats scolaires à même les écoles est beaucoup plus importante que la variation entre les écoles, des politiques comme le regroupement des aptitudes pourraient être envisagées du point de vue de l'équité, comme reporter la répartition jusqu'à l'âge d'au moins 16 ans, permettre aux élèves de participer à la prise de décisions et offrir la possibilité de changer d'orientation^{xxv}.

Élargir l'apprentissage pour l'avenir

Au-delà des compétences en lecture, en sciences et en mathématiques, les enfants veulent aussi acquérir des compétences de vie, apprendre à gérer leur santé, avoir des connaissances en matière de finances et connaître leurs droits fondamentaux.

Figure 26 : La mesure dans laquelle le taux d'intimidation à l'école influe sur les résultats en lecture varie selon les pays (2015)



Remarque : Les barres représentent l'effet statistique sur les résultats en lecture d'une proportion de moins d'un point de pourcentage d'élèves à l'école déclarant avoir été l'objet d'intimidation, en tenant compte du sexe de l'enfant, de la langue de l'évaluation et de la langue parlée par l'enfant à la maison, de l'emplacement de l'école, du fait que l'enfant va ou non à l'école le ventre vide ou fatigué ou prend ou non un petit-déjeuner les jours d'école, de l'âge de l'enfant, et de la composition de l'école déclarée par la directrice ou le directeur selon le statut socioéconomique des élèves.

Les pays qui présentent des différences statistiquement significatives entre les groupes professionnels (à $p < 0,05$) sont indiqués par un ombrage plus foncé.

Source : PIRLS 2016.

Les enseignantes et enseignants, les décisionnaires et d'autres spécialistes s'accordent pour dire que la réussite des élèves à l'école et dans la vie ne se limite pas à la lecture et aux mathématiques (p. ex., UNESCO, 2015; UNICEF, 2015; Winthrop et McGivney, 2016).

Mais il est beaucoup plus facile d'instruire les enfants sur le passé que pour leur avenir. Selon l'OCDE, la plus grande menace

actuellement pour la scolarisation est la perte de sa raison d'être et de sa pertinence^{xxvi}.

Le Cadre pancanadien du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada pour les compétences globales conseille six nouvelles compétences dans plusieurs provinces et territoires. Le passage à un programme plus inclusif comprenant de nouvelles bases qui favorisent la créativité, la collaboration et l'innovation nécessite la confiance du public et une vision collective du changement. Les

écoles qui contribuent au développement des compétences sociales et émotionnelles des enfants, et qui enseignent et respectent les droits fondamentaux des enfants, permettent non seulement à ceux-ci d'apprendre les bases, mais aussi d'avoir le contrôle de leur vie, de devenir plus résilients face à l'adversité et d'avoir de plus grandes aspirations pour l'avenir (Christensen et Lane, 2016; OCDE, 2016; People for Education, 2017). Elles favorisent le bien-être des enfants aujourd'hui et outillent la génération montante pour un avenir de changements sans précédent.

Plusieurs systèmes d'éducation au Canada et dans le monde ont commencé à aller dans cette direction, en intégrant des compétences plus générales aux programmes, des attentes en matière de résultats et des stratégies d'évaluation (p. ex., le ministère de l'Éducation de l'Alberta en 2011; la Finlande en 2016; le gouvernement de la Colombie-Britannique en 2016; le gouvernement du Québec en 2007).

Rendre l'apprentissage plus sûr et plus sain

Dans ce Bilan Innocenti, nous nous concentrons sur certains marqueurs de résultats équitables, mais cela ne diminue en rien le besoin d'une approche équilibrée et globale de l'apprentissage et du bien-être général des enfants à l'école. Le taux relativement élevé d'insécurité alimentaire au Canada, qui se classe au 24^e rang parmi les pays riches, est lié à un taux élevé de pauvreté des enfants, également au 24^e rang^{xxvii}. Au Canada, près d'un enfant sur six (deux enfants inuits sur trois) est en situation d'insécurité alimentaire. Réduire la pauvreté chez les enfants est essentiel pour réduire l'insécurité alimentaire, mais de nombreux enfants de familles plus aisées viennent eux aussi à l'école sans avoir pris de petit-déjeuner et consomment des boissons et des aliments malsains. Un tiers des élèves au primaire et deux tiers au secondaire ne prennent pas de petit-déjeuner nutritif^{xxviii}. Au Canada, un programme alimentaire sain et universel dans les écoles permettrait de donner à chaque enfant au moins une collation ou un repas sain par jour, et se traduirait par de nombreux avantages pour l'apprentissage, la santé physique et mentale et les relations à l'école.

La Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies exige que l'éducation appuie les objectifs suivants :

1. Favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques;
2. Inculquer à l'enfant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
3. Inculquer à l'enfant le respect de ses parents, de son identité, de sa langue et de ses valeurs culturelles, ainsi que le respect des valeurs nationales du pays dans lequel il vit et des civilisations différentes de la sienne;
4. Préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et tous les groupes;
5. Inculquer à l'enfant le respect du milieu naturel.

Pour la santé et le bien-être :

« Le Comité demande instamment aux États parties, en application des articles 28 et 29 de la Convention, (d) de mettre en place des mesures et d'encourager des comportements et des activités susceptibles de promouvoir un comportement sain en intégrant des thèmes pertinents dans les programmes scolaires. »

- Comité des droits de l'enfant, Observation générale n° 4, paragraphe 17

Pour les droits de l'homme :

« Prévoir dans les programmes d'enseignement des informations sur les droits de l'homme, y compris les droits des femmes et des enfants, l'égalité des sexes et la conscience de soi, de façon à contribuer à éliminer les stéréotypes et à créer un environnement exempt de discrimination. » - Comité des droits de l'enfant,

Observation générale n° 18, paragraphe 7, section 3.2.68(c)

Pour les arts :

« Conformément aux obligations qui découlent de l'article 29 relatif aux buts de l'éducation, il convient de prévoir dans le programme scolaire suffisamment de temps pour que les enfants, avec l'aide de personnels compétents, puissent participer, aux fins d'apprentissage et de création, à des activités culturelles et artistiques, telles que la musique, le théâtre, la littérature, la poésie et les arts, ainsi qu'à des activités ludiques et sportives. » - Comité des droits de l'enfant, Observation générale n° 17, paragraphe 8, section g

Lorsque les enfants vont à l'école le ventre vide, ils sont plus susceptibles de redoubler et moins susceptibles d'obtenir leur diplôme d'études secondaires. Lorsque certaines écoles offrent des repas alors que d'autres ne le font pas, cela contribue aux inégalités en matière d'éducation.

Tout comme l'insécurité alimentaire, l'intimidation est également plus répandue dans les sociétés où les inégalités de revenus sont plus marquées. Les enfants en situation d'insécurité alimentaire sont plus susceptibles d'être l'objet d'intimidation, et ces deux problèmes affectent l'apprentissage. Au Canada, les enfants qui se font harceler chaque semaine à l'école primaire obtiennent des résultats en mathématiques inférieurs de 34 % comparativement à ceux qui ne sont pas harcelés aussi souvent. Ils obtiennent également des résultats inférieurs en lecture en deuxième année du deuxième cycle du primaire (4^e année). Mais l'intimidation affecte tous les élèves, pas uniquement ceux qui en sont la cible. La plupart des écoles qui ont des taux d'intimidation plus élevés affichent de moins bons résultats en lecture (voir la Figure 25). Au Canada, les enfants font état d'un taux élevé d'intimidation sur une base hebdomadaire ou mensuelle, et ce taux se

situe bien au-delà de la moyenne d'exposition à l'intimidation des pays qui est de 41 %. Près de 50 % des enfants dans les écoles primaires et secondaires au Canada déclarent être l'objet d'intimidation chaque semaine ou chaque mois. Le Canada se classe au 24^e rang sur 30 pays en ce qui concerne l'exposition à l'intimidation à l'âge de 15 ans (voir la Figure 26), un classement similaire à celui relatif au primaire. La plupart des actes d'intimidation étant commis par des camarades de classe, les élèves qui se font fréquemment harceler sont plus susceptibles de déclarer qu'ils se sentent comme des étrangers à l'école, ce qui affecte leur bien-être et leurs études. Au Canada, le sentiment d'appartenance des élèves à l'école est plus faible que la moyenne de l'OCDE et ce sentiment diminue avec le temps. Près d'un quart (23 %) des élèves, dont un nombre plus marqué d'élèves défavorisés, disent se sentir marginalisés à l'école comparativement à la moyenne qui est de 17 %.

Des enquêtes sur le climat scolaire, des études comme la Ontario Student Mental Health and Well-being Survey (OSDUHS) (l'étude ontarienne sur la santé mentale et le bien-être des élèves) et des enquêtes internationales laissent à penser qu'une

pression accrue pour rivaliser et réussir à l'école dans un contexte de plus grandes inégalités et insécurité sociales peut expliquer en partie la raison pour laquelle la santé mentale des enfants décline^{xxx} et pourquoi il y a peu de différences dans les taux de satisfaction à l'égard de la vie telle que déclarée par les élèves les plus performants et les moins performants^{xxx}. L'anxiété liée aux travaux scolaires est l'une des sources de stress dont les enfants font le plus fréquemment état. La motivation des élèves au Canada est nettement supérieure à la moyenne de l'OCDE, mais l'anxiété est plus répandue dans les écoles canadiennes où les élèves consacrent plus de 50 heures par semaine à leurs études que dans celles où ils en consacrent de 35 à 40 par semaine. L'anxiété peut être plus élevée parce que les élèves associent les meilleurs résultats à de meilleures perspectives de carrière, ce qui pourrait être le résultat d'une société plus compétitive et où les inégalités de revenus sont plus marquées. Les écoles peuvent promouvoir le bien-être en écoutant le point de vue des élèves et en prenant en considération les effets des politiques et autres décisions scolaires sur leurs droits et leur bien-être au moyen d'un outil d'évaluation de l'impact sur les droits de l'enfant.

Ce n'est qu'en comprenant mieux la situation de nos enfants et de nos jeunes que le Canada pourra déterminer quels sont les problèmes, concevoir des solutions et orienter des investissements judicieux pour combler les écarts et améliorer la vie des enfants. Il nous incombe à toutes et à tous de maintenir notre engagement envers les plus grands facteurs égalisateurs du Canada, nos systèmes d'éducation publique, et de veiller à ce qu'ils fonctionnent pour chaque enfant.

Une jeunesse est une initiative qui vise à améliorer le respect des droits et le bien-être des enfants et des jeunes au Canada. Joignez-vous à nous.



Abréviations des noms de pays et régions (code international ISO) figurant dans le Bilan Innocenti

AT	Autriche
AU	Australie
BE	Belgique
BE-VLG	Flandre (Belgique)
BE-WAL	Wallonie (Belgique)
BG	Bulgarie
CA	Canada
CH	Suisse
CL	Chili
CY	Chypre
CZ	République tchèque
DE	Allemagne
DK	Danemark
EE	Estonie
ES	Espagne
FI	Finlande
FR	France
GR	Grèce
HR	Croatie
HU	Hongrie
IE	Irlande
IL	Israël
IS	Islande
IT	Italie
JP	Japon
KR	République de Corée
LT	Lituanie
LU	Luxembourg
LV	Lettonie
MT	Malte
MX	Mexique
NL	Pays-Bas
NO	Norvège
NZ	Nouvelle-Zélande
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SE	Suède
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
TR	Turquie
GB	Royaume-Uni
GB-ENG	Angleterre (Royaume-Uni)
GB-NIR	Irlande du Nord (Royaume-Uni)
US	États-Unis

Abréviations des noms des provinces canadiennes (code international ISO) figurant dans le Bilan Innocenti

AB	Alberta
BC	Colombie-Britannique
MB	Manitoba
NB	Nouveau-Brunswick
NL	Terre-Neuve-et-Labrador
NS	Nouvelle-Écosse
ON	Ontario
PE	Île-du-Prince-Édouard
QC	Québec
SK	Saskatchewan

Acronymes utilisés dans le Bilan Innocenti

CMEC	Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
UE	Union européenne
EUROSTAT	Office statistique de l'Union européenne
ePIRLS	Version électronique du Programme international de recherche en lecture scolaire
MCS	Millennium Cohort Study (étude de cohorte du millénaire)
OCDE	Organisation pour la coopération et le développement économiques
PIRLS	Programme international de recherche en lecture scolaire
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
ODD	Objectifs de développement durable
TIMSS	Trends in International Mathematics and Science Study
CDE	Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

ANNEXE A :

INDICATEURS DU TABLEAU DE CLASSEMENT ET SOURCE DES DONNÉES

Les principaux indicateurs et les sources des données sur lesquels sont basés les classements dans le Bilan Innocenti 15 de l'UNICEF sont décrits ci-dessous (voir le Bilan Innocenti pour plus de détails).

Précolaire

Le pourcentage d'élèves inscrits à un programme d'apprentissage organisé un an avant l'âge officiel d'entrée à l'école primaire. Un classement moyen est rapporté pour les pays qui ont le même taux de participation préscolaire.

Source : Base de données mondiale sur les indicateurs des Objectifs de développement durable (enquêtes de l'UNESCO, de l'OCDE et d'EUROSTAT sur l'éducation formelle) (consulter le <https://unstats.un.org/sdgs/indicators/database/>), à l'exception de l'Autriche, de la République tchèque, de l'Allemagne et de la Slovaquie (inscription à l'âge de 5 ans dans les structures de garde formelles, statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie, 2015) et du Canada (indicateur 4.2.2, 2015-16, gouvernement du Canada, Carrefour de données liées aux Objectifs de développement durable, <https://www144.statcan.gc.ca/sdg-odd/goal-objectif04-fra.htm>).

École primaire

L'écart dans les résultats en lecture* entre les élèves de deuxième année du deuxième cycle du primaire (4^e année) âgés d'environ 10 ans qui ont eu de moins bons résultats que 90 % de leurs pairs (10^e percentile) et ceux qui ont obtenu de meilleurs résultats que 90 % de leurs pairs (90^e percentile). Le classement du Royaume-Uni est basé sur les données relatives à l'Angleterre et à l'Irlande du Nord seulement.

Source : Programme international de recherche en lecture scolaire (PIRLS) 2016, Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire). Consulter le <https://timssandpirls.bc.edu/pirls2016/index.html>.

École secondaire

L'écart dans les résultats en lecture* entre les élèves âgés de 15 ans qui ont eu de moins bons résultats que 90 % de leurs pairs (10^e percentile) et ceux qui ont obtenu de meilleurs résultats que 90 % de leurs pairs (90^e percentile).

Source : OCDE, Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) 2015. Consulter le <http://www.oecd.org/pisa/>.

Le Chili, le Mexique et la Turquie sont exclus du tableau de classement récapitulatif, car la proportion d'enfants âgés de 15 ans qui sont soit exclus du programme PISA 2015 ou qui ne fréquentent pas l'école est supérieure à 20 pour cent. Leurs positions dans les autres indicateurs figurent sous le tableau de classement pour référence.

Source : PISA 2015.

* Dans ces deux études, les résultats en lecture ont été normalisés de manière à avoir une moyenne internationale de 500 et un écart-type de 100. La plupart des enfants ont tendance à obtenir des résultats allant de 300 à 700 points.

SOURCES

La liste exhaustive des sources figure dans le Bilan Innocenti 15 de l'UNICEF. Les sources supplémentaires suivantes sont cités dans le présent document canadien d'accompagnement :

Christensen, N. et Lane, J. (2016). *Know, Do, Understand: Development of competencies in Canada's schoolchildren*. Calgary, AB : Canada West Foundation.

OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques), 2016. *Global Competency for an Inclusive World*. Paris, FR : OCDE.

People for Education (2017). *Beyond the 3R's: Competencies that matter*. Toronto, ON : People for Education.

UNICEF (2015). *Annual Report*. New York, NY : division des communications de l'UNICEF.

UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), 2015. *Global Citizenship Education: Topics and Learning Objectives*. Paris, FR : UNESCO.

Winthrop, R. et McGivney, E. (2016). *Skills for a Changing World: Advancing quality learning for vibrant societies*. Washington, D.C.: The Brookings Institution.

NOTES DE FIN

- i UNICEF Canada, 2018. Bilan Innocenti 14 de l'UNICEF – Document canadien d'accompagnement : Ô Canada! Nos enfants méritent mieux. UNICEF Canada, Toronto.
- ii OCDE, 2017. *Educational Opportunity for All: Overcoming inequality through the life course*, Éditions OCDE, Paris.
- iii Bureau du vérificateur général du Canada, 2018. Rapport 5 – Les écarts socio-économiques dans les réserves des Premières Nations – Services aux Autochtones Canada. Printemps 2018 – Rapports du vérificateur général du Canada au Parlement du Canada.
- iv David Macdonald, 2018. *Child Care Deserts in Canada*. Centre canadien de politiques alternatives, Toronto.
- v People for Education. 2010. *The new basics for public education*. People for Education, Toronto.
- vi UNICEF Canada, 2018. Bilan Innocenti 14 de l'UNICEF – Document canadien d'accompagnement : Ô Canada! Nos enfants méritent mieux. UNICEF Canada, Toronto.
- vii Agence de la santé publique. *État de santé des Canadiens 2016 : rapport de l'administrateur en chef de la santé publique*. Ottawa, ON : CIHI, décembre 2016.
- viii Institut canadien d'information sur la santé. *Children Vulnerable in Areas of Early Development: A Determinant of Child Health*. Ottawa, ON : CIHI, 2014.
- ix McCain, M.N., Mustard, J.F. et McCuaig, K. (2011). *Early Years Study 3: Making Decisions, Taking Action*. Toronto : Margaret & Wallace McCain Family Foundation.
- x School readiness: Synthesis. In: Tremblay RE, Boivin M, Peters RDeV, eds. *Encyclopedia on Early Childhood Development* [en ligne]. <http://www.child-encyclopedia.com/school-readiness/synthesis>. Dernière mise à jour: juillet 2017. Consulté le 25 juillet 2018.
- xi Johnson, S.B., Riis J.L. et Noble, K.G., 2016. *State of the Art Review: Poverty and the developing brain*. *Paediatrics* 137(4) 1-16.
- xii Alexander, C. et al. *Prêts pour la vie : analyse socio-économique de l'éducation et des soins à la petite enfance*. Le Conference Board du Canada : Ottawa, ON, 26 octobre 2017.
- xiii UNICEF Canada, 2018. Bilan Innocenti 14 de l'UNICEF – Document canadien d'accompagnement : Ô Canada! Nos enfants méritent mieux. UNICEF Canada, Toronto.
- xiv People for Education, 2015. *Applied or Academic: High impact decisions for Ontario students*. People for Education, Toronto.
- xv Gouvernement du Canada, 2018. *Mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030 : examen national volontaire du Canada*. Affaires mondiales Canada, Ottawa.
- xvi Consulter le <http://data.uis.unesco.org/#>
- xvii CCPA 2006. *Écart croissant, préoccupations croissantes : attitudes canadiennes concernant les inégalités de revenus*. Centre canadien de politiques alternatives, 20 novembre 2006.
- xviii CCPA 2006. *Écart croissant, préoccupations croissantes : attitudes canadiennes concernant les inégalités de revenus*. Centre canadien de politiques alternatives, 20 novembre 2006.
- xix People for Education, 2018. *Fundraising and fees in Ontario's schools*. People for Education, Toronto.
- xx People for Education, 2018. *Fundraising and fees in Ontario's schools*. People for Education, Toronto.
- xxi O'Brien, M. *Poor kids who do everything right don't do better than rich kids who do everything wrong*, *The Washington Post*, 18 octobre 2014.
- xxii Davies, Scott. *Date inconnue. School Choice by Default? Understanding the growing demand for tutoring in Canada*. NALL Working Paper #65.
- xxiii Hyunjoon Park, C. Buchmann, J., Choi et J.J. Merry, 2016. *Learning Beyond the School Walls: Trends and implications*. *Annual Review of Sociology* 2016. 42 (231-252).
- xxiv Hyunjoon Park, C. Buchmann, J., Choi et J.J. Merry, 2016. *Learning Beyond the School Walls: Trends and implications*. *Annual Review of Sociology* 2016. 42 (231-252).
- xxv OCDE, 2012. *Équité et qualité dans l'éducation – Comment soutenir les élèves et les établissements défavorisés*. OCDE, Paris.
- xxvi Consulter le <http://oecdeducationtoday.blogspot.com/2018/05/>
- xxvii UNICEF Canada, 2018. Bilan Innocenti 14 de l'UNICEF – Document canadien d'accompagnement : Ô Canada! Nos enfants méritent mieux. UNICEF Canada, Toronto.
- xxviii The Coalition for Healthy School Food, 2018. *For a Universal Healthy School Food Program*.
- xxix UNICEF Canada, 2016. Bilan Innocenti 13 de l'UNICEF – Document canadien d'accompagnement : L'équité pour les enfants. UNICEF Canada, Toronto.
- xxx OCDE, 2017. *Résultats du PISA 2015 (Volume III) : Le bien-être des élèves*. OCDE, Paris.

ONE [®]
YOUTH

VY 
ДУНО

ΔCDP56
T6J56 

ΔV5.66 
Δ56N7.Δe

UNE 
JEUNESSE ^{MD}